



## **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

---

**Séance ordinaire du  
mardi 11 octobre 2022**

---

**PROCES-VERBAL**

---

## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022  
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 11 octobre 2022

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 28 juin 2022

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine communal - Approbation
2. Finances - Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et la Ville de Montpellier - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature
3. Santé - Contrat Local de Santé (CLS) pour la période 2022-2027 - Approbation - Autorisation de signature
4. Ville fraternelle et solidaire - Soutien de l'expérimentation de gestion d'un hôtel social "Les Fauvettes" par le Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Montpellier - Attribution de subvention - Approbation
5. Vie associative et Maisons pour Tous - Ouverture de la 24ème Maison pour Tous Frida Kahlo - Quartier Port Marianne - Approbation
6. Ville apaisée et respirable - Cession de matériel informatique à l'association Nouas - Approbation
7. Culture et culture scientifique - Dossier de Candidature de Montpellier au titre de Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation
8. Culture et culture scientifique - Projet Mille formes - Contrat de coopération public-public entre la Ville de Montpellier et le centre Pompidou afin de créer un Centre d'Initiation à l'Art contemporain dédié à la petite enfance - Autorisation de signature
9. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier de la Cité Créative - Avenue de Toulouse - Rive Ouest - Section Chasseurs / Bugarel - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et d'enquête parcellaire - Approbation
10. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Démarche citoyenne d'Habitat participatif - Continuité du plan d'actions - Approbation
11. Ville éducative et réussite scolaire - Cité Educative Mosson-Montpellier - Plan d'actions 2022 - Attribution de subventions - Approbation
12. Ville éducative et réussite scolaire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2022 - Approbation
13. Ville éducative et réussite scolaire - Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants portés par l'association Francesco Tonucci - APS Francesco Tonucci - Approbation

14. Petite enfance et enfant dans la Ville - Relais Petite Enfance Port Marianne - Convention entre la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature
15. Ville fraternelle et solidaire - Legs GRUAT GUIRAUD - Lancement d'une opération mixte sur un terrain situé 1457 rue Pioch Boutonnet visant la construction d'une crèche et d'un EHPAD - Approbation
16. Santé - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association afa Crohn RCH France - Approbation - Autorisation de signature
17. Santé - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
18. Emploi et création d'entreprises - Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation - Autorisation de signature
19. Ville fraternelle et solidaire - Restructuration du campus des formations sociales de Montpellier - Tranche 1 - Garantie d'emprunt à l'association Faire ESS - Approbation
20. Ville fraternelle et solidaire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022- Approbation - autorisation de signature
21. Protection de la population et tranquillité publique - Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2022-2023 - Approbation - Autorisation de signature
22. Protection de la population et tranquillité publique - Intervention d'agents de la Police municipale - Escortes des artistes du Rockstore - Convention d'indemnisation 2023-2024 - Approbation - Autorisation de signature
23. Finances - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault pour l'acquisition de véhicules et d'équipements - Autorisation de signature
24. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Protocole d'accord sur l'indemnisation au titre de la théorie sur l'imprévision économique pour les fournisseurs de la Direction de la Politique Alimentaire - Autorisation de signature
25. Ville éducative et réussite scolaire - Tarification des politiques publiques - Réussite éducative, restauration scolaire, accueil de loisirs sans hébergement - Modification - Approbation
26. Ville éducative et réussite scolaire - Règlements de fonctionnement des temps périscolaires et extrascolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier - Approbation
27. Ville éducative et réussite scolaire - Territoires Numériques Éducatifs - Règlement financier - Approbation
28. Accessibilité universelle - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
29. Égalité et droits des femmes - Observatoire des discriminations - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature
30. Égalité et droits des femmes - Concours Pocket film "Montpellier pour l'égalité !" - Journée internationale des droits des femmes 2023 - Approbation
31. Égalité et droits des femmes - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Droits des femmes" et "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
32. Vie associative et Maisons pour Tous - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
33. Jeunesse - Engagement de la collectivité en faveur de l'insertion des jeunes - Accueil de services civiques - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

34. Patrimoine historique - "Édition critique du manuscrit AA9 des Archives de Montpellier dit Le Petit Thalamus" - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry - Participation aux frais d'édition de l'ouvrage - Approbation
35. Culture et culture scientifique - Cinéma Nestor Burma et Théâtre Jean Vilar - Dispositif YOOT à destination des étudiants - Convention entre la Ville de Montpellier et le CROUS - Autorisation de signature
36. Culture et culture scientifique - Cinéma Nestor Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Année scolaire 2022-2023 - Conventions École et Cinéma, Collège au Cinéma, Lycéens et apprentis au Cinéma - Autorisation de signature
37. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle Tumulte entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature
38. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar - Avenant 2022-2023 à la convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Jules Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Autorisation de signature
39. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar - Avenant 2022-2023 à la convention pluriannuelle de partenariat avec la cité scolaire Françoise Combes pour l'organisation d'une option théâtre - Approbation
40. Culture et culture scientifique - Attribution de subventions d'équipement et de fonctionnement aux associations culturelles et artistes du territoire - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
41. Ville sportive - Conditions d'intervention des Éducateurs Territoriaux - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Autorisation de signature
42. Ville sportive - Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service à titre gratuit entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Saison sportive 2022-2023 - Subvention en nature - Approbation
43. Bien-être animal - Protection des animaux - Charte des bonnes pratiques de capture et de stérilisation des chats errants - Approbation - Autorisation de signature
44. Bien-être animal - Parc de Lunaret - Exposition de photographies autour des déserts semi arides d'Europe - Contrat d'exposition entre la Ville de Montpellier et les photographes Manon BILLARD et Lucas MUGNIER - Approbation
45. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation
46. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
47. Nature en ville et biodiversité - Convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
48. Nature en ville et biodiversité - Contrat de mécénat entre l'Université Virtuelle Environnement & Développement durable (UVED) et la Ville de Montpellier pour le financement de cours en ligne sur le thème de l'arbre - Approbation
49. Nature en ville et biodiversité - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2022 - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Salon de l'Ecologie - Autorisation de signature

50. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer (extension Phase 3) - Agrément de candidature SNC EVANESSENS / ROXIM (Lot G) - Approbation
51. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession au profit de la Métropole des parcelles Ville de Montpellier cadastrées section TT 3, TT 71d, TT 73b, TT 91f, TT 91g, TT 142i et TT 144k - Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisations d'urbanisme pour le Centre de Maintenance des Hirondelles (CEMH) - Approbation
52. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Domaine de Lavalette - Ligne 5 du tramway - Baux emphytéotiques entre la Ville de Montpellier, l'Institut Agro et l'Institut pour la Recherche et le Développement (IRD) - Avenants - Cessions de terrains à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
53. ; du quartier de la Mosson - Convention de servitudes de passage de canalisations entre la SA3M et la Ville de Montpellier - Parcelles cadastrées LR 338 et 343 - Autorisation de signature
54. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Convention de servitude de passage d'une canalisation publique de gaz entre la Ville de Montpellier et GRDF - Avenue Fabre de Morlhon - Parcelle cadastrée OO 5 - Autorisation de signature
55. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions
56. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Projet Comédie Esplanade - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers - Autorisation de signature
57. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Exonération des loyers 2021-2022 pour les locaux mis à disposition du Club de la Presse - Nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et le Club de la Presse - Autorisation de signature
58. Ville apaisée et respirable - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique - Modification - Autorisation de signature
59. Ville apaisée et respirable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) - Adhésion - Autorisation de signature
60. Ville apaisée et respirable - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web utilisant le CMS Open Source DRUPAL - Approbation - Autorisation de signature
61. Ville apaisée et respirable - Délégation de Service Public (DSP) Stationnement Payant sur Voirie - Avenant n°7 - Modification du zonage du stationnement réglementé et des tarifs - Approbation - Autorisation de signature
62. Relation aux usagers - Recensement de la population 2023 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération - Approbation
63. Ressources humaines et dialogue social - Règlement du temps de travail au sein de la Ville de Montpellier - Approbation
64. Ressources humaines et dialogue social - Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des conventions de services communs - Création de services communs - Autorisation de signature
65. Ressources humaines et dialogue social - Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature
66. Ressources humaines et dialogue social - Modification du tableau des emplois et des effectifs

- de la Ville de Montpellier - Approbation
67. Ressources humaines et dialogue social - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
  68. Finances - Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 14 septembre 2022 - Approbation
  69. Hors Délégation - Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation
  70. Hors Délégation - Représentations du Conseil municipal - Désignations
  71. Compte-rendus annuels d'activité - Opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent - Compte rendu Annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature
  72. Compte-rendus annuels d'activité - Concession d'aménagement du quartier de la Cité Créative - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 11 - Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature
  73. Compte-rendus annuels d'activité - Concession Grand Cœur (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique
  74. Compte-rendus annuels d'activité - Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 11 au traité de concession d'aménagement - Autorisation de signature
  75. Compte-rendus annuels d'activité - Concession d'aménagement Ovalie - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°5 - Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature
  76. Compte-rendus annuels d'activité - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SERM - Petit Bard - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021
  77. Compte-rendus annuels d'activité - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation
  78. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°3 - Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisations de signature
  79. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes - Compte rendu annule à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature
  80. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Malbosc - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°10 - Approbation - Autorisation de signature
  81. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Nouveau Saint Roch - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°11 - Approbation
  82. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°16 - Approbation
  83. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne - Jacques Cœur - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
  84. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne - Jardins de la Lironde - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
  85. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Parc

Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°14 - Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation

86. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne-République - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 - Approbation
87. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Rive gauche - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation
88. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature



## Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

-----

**Convoqué le 5 octobre 2022, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 11 octobre 2022 à 9 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent / Excusé :**

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE.

**Secrétaire de séance :**

Clara GIMENEZ



**Monsieur le Maire :** Bonjour à tous et à toutes, mes chers collègues. Merci beaucoup de votre présence pour ce Conseil municipal. Plusieurs points d'information.

Le premier sur la composition de notre Assemblée, puisque notre collègue Max LÉVITA nous a fait part de sa démission. J'ai transmis communication, comme la loi le demande, à Monsieur le Préfet. C'est Monsieur [Jacques] DOMERGUE qui siègera en lieu et place de Max LÉVITA pour le prochain Conseil. À la Métropole, la démission de Monsieur LÉVITA conduit à l'entrée en fonction de Monsieur Luc ALBERNHE, qui siègera ainsi au Conseil de Métropole.

Outre ce point factuel, je voudrais avoir quand même quelques mots à son égard. Pour la première fois en près de 40 ans, depuis 1983, la benjamine, ou auparavant le benjamin de l'Assemblée, le nom de Max LÉVITA retentissait, était inscrit dans les registres de présence, et aussi évidemment dans les nombreux débats du Conseil municipal. Élu en 1983, il a accompagné la politique scolaire conduite par mon prédécesseur, Georges FRÊCHE, qu'il a d'ailleurs conduite aussi à la Région, dans les lycées, et occupant le poste de Vice-Président et menant tambour battant le plan de rénovation des lycées. Lui-même, pendant un temps, a eu des responsabilités au sein du ministère de l'Éducation nationale. Sous Hélène MANDROUX et sans discontinuité jusqu'en 2014, Max LÉVITA était parfois surnommé le « *grand argentier* », parce qu'élu aux finances d'Hélène MANDROUX et puis de Philippe SAUREL, mon prédécesseur. Je crois que Max [LÉVITA] souhaitait profiter très tranquillement de sa retraite et de toutes les manifestations culturelles qu'il affectionne, en particulier l'univers des livres et de la littérature qui lui est très cher. Je voudrais avoir des mots en notre nom à tous quand même pour saluer 40 ans d'engagement au service de Montpellier et des Montpelliérains et des Montpelliéraines, 40 ans de confrontation d'esprit. L'anecdote est que tous les articles du *Monde* faisaient l'objet d'archives méticuleuses de sa part. Toujours généreux dans le dialogue sur une controverse ou un questionnement. Il était professeur d'économie, et y compris son enseignement, il cherchait à le mettre en pratique. On avait parfois des désaccords avec lui, ou plutôt des appréciations différentes. Je veux le saluer. Je le dis à titre très personnel, quand j'étais délégué au lycée Mas-de-Tesse à l'époque, au Conseil d'administration en Seconde, c'est Max LÉVITA qui siégeait et j'ai trouvé beaucoup de bienveillance dans son accueil, et d'ores et déjà il appelait à la rigueur dans la gestion des comptes de ce très beau lycée. Il s'agit là d'avoir un hommage appuyé à son endroit. Il a siégé – moi je n'aime pas ce terme – dans « *l'opposition* ». Je lui avais demandé : il avait tout de suite accepté de siéger dans les Conseils d'administration des universités, de l'enseignement supérieur, en gardant la liberté de ton – il sera également remplacé. Mais je veux encore une fois saluer un très grand serviteur de la chose publique, très engagé au service des Montpelliérains et des Montpelliéraines. Il sait, cher Max [LÉVITA], que chaque fois que nécessaire, la porte de mon bureau lui est ouverte pour pouvoir échanger des conseils précieux. Je sais qu'il y a un compagnonnage avec beaucoup de gens ici, qu'il soit intellectuel, amical, politique.

Autre point d'information, sur un petit retour d'actualité, et qui est une des décisions que nous avons prises. Nous avons eu l'honneur – c'est une première pour une inauguration d'école – d'avoir la présence de Monsieur le ministre de l'Éducation Nationale, Pap NDIAYE, pour l'inauguration de l'école primaire Samuel-Paty et Lucie-Aubrac. Vous indiquez également qu'à la suite d'une décision du Conseil, on finance le prix Samuel-Paty. Monsieur COTE sera samedi à Paris à la Sorbonne pour la remise de ce prix qui est l'engagement des professeurs et des élèves autour des questions de laïcité dans l'enseignement, qui sont extrêmement importantes.

Autre rendez-vous : nous allons tout à l'heure parler de la sobriété énergétique. Le choix qui est le nôtre c'est évidemment, surtout pas de nous priver de la fête et de ces moments importants, mais nous

allons restreindre l'éclairage des illuminations de Noël, même s'il y a de gros efforts sur les ampoules, et on aura une plage horaire 18h-23h pour les illuminations de Noël ; c'est fini, l'éclairage toute la nuit. Nous lancerons, et je propose que nous ritualisons ça, chaque 26 novembre, les illuminations de Noël, car comme vous le savez c'est la date anniversaire de la naissance de Montpellier, et donc c'est peut-être une manière de marquer cela dans la mémoire de la Ville.

Autre point d'information : je voudrais exprimer très officiellement dans cette tribune mon respect et mon admiration pour le travail que conduit Nourdine BARA dans son exploration de l'imaginaire dans l'espace public, notamment après un événement dramatique, à la suite du travail de lutte contre les petites frappes de la drogue. Il y a des réponses d'autorité, d'ordre public, qui doivent intervenir et elles sont présentes. En ce moment même à Gambetta il y a un Groupe Local de Traitement de la Délinquance (GLTD), mais il y a aussi des mobilisations citoyennes pour occuper l'espace public, et Nourdine [BARA] y participe, et je veux ici le saluer. Tout comme avoir fait converser avec les jeunes du quartier de la Paillade un des illustres Montpelliérains qui est Edgar MORIN, je veux vraiment saluer cette générosité et ce travail – Agnès ROBIN, Adjointe à la Culture, acquiesce – qui est très emblématique du rapport que nous voulons occuper à l'espace public.

L'espace public, nous y sommes, culture, ce sera le retour de la Zone Artistique Temporaire (ZAT) dans le quartier d'Antigone, le 11 et 12 novembre, inauguration le 11/11 à 11h11, esplanade du Nombre d'or, qui sera l'occasion à la fois de saluer la mémoire de Ricardo BOFILL, donc du quartier, et d'ouvrir des questionnements sur l'espace public, sur la question future, et il y a d'ores et déjà une programmation qui se déploie.

Autre événement sur le plan culturel, qu'il me semble très important à souligner : le jeudi 10 novembre, aura lieu le vernissage au MO.CO. d'une exposition que nous devons considérer comme majeure, l'exposition « *Musées en exil* ». C'est trois musées qui, par la folie des hommes, n'ont pu voir le jour. Celui de Santiago du Chili, après le coup d'État contre ALLENDE le 11 septembre 1974. C'est le musée de Sarajevo qui, après 1995 n'a pu voir le jour. C'est le musée de Palestine, prisonnier de la géopolitique de la haine au Proche-Orient. Il y aura évidemment un temps consacré aux artistes d'Ukraine qui subissent l'exil, dans les circonstances dramatiques que nous connaissons depuis le mois de février, et qui hier encore se sont aggravées avec le bombardement d'universités, de civils, sur la Ville de Kiev. Exposition « *Musées en exil* » au MO.CO. : Montpellier, terre d'hospitalité pour la culture.

Autre point lié à la culture – beaucoup de Montpelliérains nous interpellent sur cela – le cycle de l'Agora des savoirs va reprendre. Le 9 novembre, conférence inaugurale de l'Agora des savoirs, et avec Madame ROBIN nous présenterons le nouveau format de l'Agora des savoirs qui sera sur une saison 2022-2023, avec deux temps forts, notamment au mois de juillet et au mois d'octobre.

Autre aspect : ce soir à 17 h 30, François [VASQUEZ], nous avons rendez-vous tous ensemble pour le stand Ville/Métropole de la foire expo pour présenter des actions de sensibilisation sur la stratégie zéro déchet, sur laquelle nous devons intensifier. Tout ça prend évidemment du temps, parce qu'il faut changer les comportements et se doter des outils. Vous êtes tous conviés à ce moment très important.

Autre point, sur lequel je me suis engagé à m'exprimer au Conseil municipal – et je veux en remercier chacun des groupes, Ecologistes, Communistes, Socialistes de la majorité – sur la compétition sportive qui va débiter, qui est la Coupe du monde de football, dans un pays qui n'est pas un pays de football, le Qatar, et dont la compétition sportive n'augmentera pas le nombre de licenciés, puisqu'à la différence de Montpellier, de plein de villes de France, on ne rénove pas des stades pour accueillir

des jeunes qui sont de plus en plus nombreux. Les clubs d'élite n'ont pas l'histoire dont nous devons être fiers, l'histoire familiale. Cette Coupe du monde, et de manière très légitime, suscite des controverses absolument incroyables, de trois ordres :

- Pourquoi cet endroit ? Une attribution très marquée par la suspicion ;
- Une aberration du point de vue des enjeux de sobriété écologique, auxquels nous devons absolument les uns les autres nous engager ;
- Un drame social sur les conditions de mise en œuvre.

Alors vous me direz : il y a eu d'autres endroits dans le monde qui sont peu glorieux, qui ont accueilli des coupes du monde. À Moscou, la Russie de Vladimir POUTINE avait assassiné une journaliste, Anna POLITKOVSKAÏA, réprimé très durement ses opposants. Plusieurs fois dans l'histoire humaine, on a été confronté à ces questions de participer ou ne pas participer : les Jeux olympiques de Berlin en 1936, les Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, d'autres moments. Alors la question est : est-ce que nous mettons des dispositifs – d'ailleurs selon le succès des équipes, etc. – en place pour tenir ces matchs ? Est-ce que nous ne disons rien ?

Je crois que de temps en temps il faut marquer un carton jaune, voire rouge aux organisations internationales, parce que, si on ne le dit pas à un moment, on fera comme avant. La proposition qui est faite, c'est de rejoindre le mouvement des villes qui disent que là trop c'est trop. Il y a des gens qui regarderont dans les bars, qui regarderont chez eux, mais la Municipalité ne mobilisera pas de moyens, d'écrans géants. D'ailleurs ça lui permettra de mettre plus de moyens pour soutenir la pratique du football amateur dans nos clubs, c'est là où nous mettrons notre énergie, et Monsieur MARTIN travaille à un programme de rénovation intensifiée – on aura l'occasion d'en reparler – et pour favoriser la pratique du football. On a tous été sidérés d'apprendre que potentiellement des Jeux asiatiques d'hiver se tiendraient en Arabie saoudite. Voilà la position. J'ai écrit un texte, parce que je trouve que c'est un sujet important. Y compris, je crois qu'il faut le faire au nom de la passion du foot. Il y a le foot business ; il y a le foot qui est une histoire populaire absolument incroyable et qui fédère les villes, les nations, les peuples. C'est cette histoire-là, c'est ce chemin là que nous devons défendre.

Voilà pour les infos de pré-Conseil. Je propose, chère Clara [GIMENEZ], de prendre la suite pour faire l'appel.

*Madame Clara GIMENEZ procède à l'appel.*

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. L'appel est clos. Nous avons le quorum, nous pouvons délibérer.

*Monsieur le Maire déclare la séance ouverte.*

### **Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 11 octobre 2022**

*Mme C. SERRANO entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Approbation de l'ordre du jour, 88 affaires. Il y a une modification sur les affaires 25 et 26, dont les titres sont modifiés. Les délibérations ont été transmises sur table. Y a-t-il des remarques ? Je mets aux voix l'ordre du jour dûment modifié. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

*L'ordre du jour étant adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 63 voix*

### **Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 28 juin 2022**

*M. Y. CHARTIER entre en séance (avec le pouvoir de M. M. DIORE).*

**Monsieur le Maire :** Approbation du procès-verbal du 28 juin 2022. Y a-t-il des remarques sur le procès-verbal ? Pas de remarques. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

*Le procès-verbal de la séance du 28 juin est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

### **Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales**

**Monsieur le Maire :** Je vous propose de prendre acte des décisions prises au titre de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

#### **1. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Plan de sobriété et accélération de la transition énergétique du patrimoine communal - Approbation**

*M. Y. CHARTIER sort de séance (avec le pouvoir de M. M. DIORE).*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 1, plan de sobriété énergétique sur lequel nous vous demandons de délibérer, comme à la Métropole. On va donc diffuser un diaporama qui représente les enjeux sur la question énergétique, que je voudrais rappeler ici.

À la différence des ménages, des particuliers, il n'y a pas de bouclier tarifaire énergétique ; donc nous sommes impactés de manière très forte par le prix de l'énergie, qui est sur un marché européen totalement dérégulé. A ce jour le Gouvernement n'entend pas les alertes des associations d'élus, que ce soit France urbaine, l'Association des maires de France, où nous demandons – nous, les collectivités – la mise en œuvre d'un bouclier tarifaire, parce qu'il s'agit d'accompagner les finances locales qui sont garantes des très nombreux services publics locaux : le chauffage dans les écoles, les piscines, les activités diverses et variées. A ce jour, dans la loi de finances telle que discutée au Parlement, rien ne bouge. Nous nous trouvons très fortement impactés dans nos finances : c'est un élément d'alerte régulier de la part de Michel ASLANIAN, notre collègue en charge des finances, sur le prix de l'énergie.

Au jour d'aujourd'hui, l'électricité est multipliée par 2,75, l'éclairage public 1,75, le gaz 3,5 et le bois granulé 1,66. Vous avez ici le surcoût estimé pour la Ville de Montpellier dans notre budget : 6,4 millions d'euros. Qu'est-ce que ça concerne principalement ? Ce sont tous les équipements municipaux que sont les écoles, les crèches, tout ce qui relève des espaces verts, de la police municipale, de la restauration scolaire, du service des sports et de la culture, qui sont sous compétence municipale. Ça donne des augmentations comparées entre 2022 et 2023 : nous sommes passés de 1,8 à 5 pour l'électricité, de 1,3 à 4,4 pour le gaz. Ça met très clairement le budget de la Commune, comme le budget de la Métropole, sous très forte contrainte financière.

Je le disais au Conseil de Métropole, j'emploierai la même image : nous avons eu le nuage gris de la Covid-19, où nous avons fait le choix d'assurer les écoles ouvertes, ça a été des surcoûts, de garantir

la restauration scolaire ça a été des surcoûts, quand des agents étaient absents, ils ont été le plus possible remplacés ; eh bien là nous avons ce deuxième nuage, très important, qui est lié au prix de l'énergie.

Ce que nous cherchons à faire, c'est la même stratégie évidemment qu'à la Métropole. C'est d'abord aller le plus rapidement possible vers une stratégie de sobriété énergétique, pour pouvoir essayer de faire face, et en réduisant d'ici à 2024 10 % de nos consommations d'énergie, dans nos usages, par un plan de mesures intermédiaires qu'on va essayer, qu'on active le plus rapidement possible, et sur les écogestes ; avec cette idée qui est connue que la meilleure des énergies est celle qu'on ne consomme pas. Parallèlement, évidemment, s'engager dans la transition énergétique, et ça a été délibéré dans la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) Ville, pour réussir à rénover les bâtiments, à changer les modes de production d'énergie. Voilà pour les décisions sur lesquelles je veux remercier tous les collègues en particulier Agnès SAURAT, qui est responsable du bâtimentaire à la Ville

Donc un respect strict des consignes de température dans les bâtiments : 19°C l'hiver et 27 l'été. C'est un confort thermique qui est considéré comme acceptable. On réduira les périodes de chauffage et de climatisation. D'ores et déjà la climatisation a été réduite sur les 10 derniers jours par rapport à l'année N-1. Poursuite et accélération du plan LED : ici, l'Hôtel de Ville, cette salle est en LED. On maintient les rideaux fermés, sinon il n'y aura pas la captation vidéo et nous priverons ceux qui nous suivent sur vidéo de pouvoir nous regarder. On a un rapport sobre. Nous allons, pendant les vacances scolaires, regrouper de manière ajustée certains centres de loisirs, ce qui permet de n'utiliser l'énergie que sur un bâtiment et pas de démultiplier. Autre point : dans chaque pôle un chargé de mission dédié et référent sobriété, développement et amplification du projet Écomino – joli titre – dans les écoles et toutes les classes volontaires, en partenariat avec l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC). Les enfants sont des incroyables prescripteurs des usages de l'énergie, que ce soit eux-mêmes dans les bâtiments qu'ils utilisent ou chez eux, et donc on lance un grand plan de formation aux écogestes en lien avec l'ALEC, et c'est le programme Écomino. Nous allons faire la chasse au gaspi sur les lumières et locaux inoccupés, sur l'extinction des lumières avec des capteurs. Ça va être le rappel sur la fermeture de l'ensemble des bureaux pour ne pas chauffer ou rafraîchir les couloirs, éteindre tous les appareils informatiques, fort nombreux, qui sont en veille, ne pas utiliser de convecteurs électriques – il arrive parfois que certains ramènent un chauffage ou une clim personnelle, eh bien ça c'est extrêmement énergivore. C'est la formation de l'ensemble de nos agents à l'écoconduite, et nous travaillons avec nos agents sur leur plan mobilité, y compris nous sommes contraints, puisque la pénurie des stations d'essence affecte également les usages courants de la Collectivité.

Autre aspect, qui est là dans la stratégie de moyen terme : rénover les bâtiments les plus consommateurs, c'est tenir l'objectif, voire l'accélérer, du décret tertiaire. C'est des délibérations, chère Agnès SAURAT, quand vous les rapportez, très arides. Personne ne s'exprime dessus, soit parce qu'on n'y porte pas trop d'attention, ou soit parce qu'on partage totalement les enjeux. Mais par exemple c'est aussi les rénovations de toutes les chaudières de plus de 15 ans, et donc là, sur le groupe scolaire Duruy et Émile-Combes, c'est des exemples de rénovations de chaufferies bois qui permettent de faire des gains d'économie d'énergie extrêmement importants et beaucoup plus respectueux de notre environnement. On va accélérer, et dans le budget qui sera présenté on montrera cela. Les équipes sont déjà dans les starting-blocks.

Sur l'espace public, nous allons aller sur une baisse de l'intensité lumineuse à 50 % sur certains quartiers de Montpellier. On va le faire avec une double exigence, là où c'est possible, évidemment, et en étant attentif aux enjeux de sécurité. Il ne s'agirait pas que nous nous voyions opposés par des personnes âgées, des femmes seules, des personnes en disant, voilà, la baisse de l'intensité lumineuse

crée de l'inquiétude, et les gens ne sortent pas. Mais partout où nous le pourrons, nous allons baisser de 50 % l'intensité lumineuse : ce sont des gains d'énergie importants. Je précise aussi que l'allumage et l'extinction de la Ville est fait avec capteurs, et on essaye d'être au plus près sur l'usage de l'énergie, ce n'est pas automatique. On va aller plus loin sur les contraintes et on va expérimenter dans un certain nombre de quartiers, là où il y a des volontaires, avec concertation, l'extinction lumineuse, même si elle est d'ores et déjà à l'œuvre sur des grands axes – avenue de la Liberté, la RD65 et l'entrée Pierre-Mendes-France, Pablo-Neruda – et elle se déroule très bien. Elle nous a d'ores et déjà permis de faire des économies d'énergie. L'idée pour les illuminations de Noël, je l'ai indiqué : tout sera en LED et on réduira les plages horaires. Il ne s'agit pas de perdre cette magie, à laquelle tout le monde, et les enfants, sont attachés, les commerçants du centre-ville également.

Autre point : développer massivement le photovoltaïque sur nos toits « *solarisables* ». On donnera quelques exemples, et il y aura une autre délibération qui correspondra cette fois-ci à la souveraineté énergétique, comme nous produisons davantage d'énergie, mais dire que nous engageons évidemment ce mouvement. Plus nous solariserons, plus nous aurons des connexions au réseau de chaleur, moins nous dépendrons de Monsieur POUTINE et de son gaz, moins nous dépendrons du marché de l'énergie au niveau européen, qui est complètement dérégulé.

Je veux le dire ici, en conclusion de cette présentation : le Président de la République a fait une communication très optimiste et très confiante : on va retrouver une baisse du prix de l'énergie. Bon, pour l'instant, nous on ne la voit pas arriver et ça nous impacte. Je veux le dire de manière très claire : il faut que dans la loi de finances soit instauré pour les collectivités locales un bouclier tarifaire, sinon ça dégradera l'autofinancement des collectivités territoriales, nous et d'autres encore plus, et ça fragilisera l'investissement.

L'investissement qui est quand même les emplois sur un territoire : quand on investit ça crée des emplois. Là ce matin le quotidien régional rendait compte des travaux qui sont faits d'abord pour économiser la ressource en eau, qui auraient dû être faits en 2013 et on gaspille 20 % de la ressource, plus l'aménagement du trottoir, enfin la mise en sécurité du carrefour : c'est 10 emplois cet investissement, et donc c'est un enjeu d'emplois. Si on casse l'autofinancement des collectivités locales, on met en difficulté la dynamique de l'emploi. Ce n'est pas parce que le marché du travail apparaît sous tension qu'on doit fragiliser la dynamique d'emploi. C'est un calcul très cynique qui est fait, comme l'est la réforme de l'assurance chômage. Il faut accompagner, former les gens pour retourner vers l'emploi. Quiconque se balade dans les rues de la Ville sait qu'il y a encore beaucoup de gens qui sont en difficulté.

Nous, on fait un choix, je veux le dire, très courageux, à la différence d'autres, celui de ne pas réduire le périmètre du service public sur les plages horaires. On ne va pas fermer le pavillon populaire ou d'autres lieux, on ne va pas proposer aux parents de retirer leur enfant un jour par semaine à la cantine, comme c'est proposé dans d'autres communes, parce que le coût des denrées alimentaires lui aussi explose de 1,5 million d'euros – je parle sous ton contrôle, Marie [MASSART] – donc ça nous oblige à nous ajuster. Mais il faut qu'à un moment l'État arrête de se mettre en situation de conflit avec les collectivités territoriales et soit en situation d'accompagnement.

La bonification de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) annoncée à 320 millions d'euros : je vous invite tous à faire le calcul ; 13 grandes régions, une centaine de départements, avec les départements ultramarins qui ont grandement besoin du soutien, 35 200 communes à peu près, des intercommunalités... Il faut qu'on arrive à mettre en place un système. La discussion a lieu au Parlement. On espère que les associations d'élus seront entendues. Mais là très clairement, c'est bien beau, enfin ce serait contreproductif : il y a le plan de relance ; nous on y a inscrit plein

d'investissements pour pouvoir être éligibles, comme beaucoup d'autres collectivités ; mais si l'investissement est fragilisé, c'est le plan de relance lui-même qui sera fragilisé, d'où la nécessité qu'on aille vers un bouclier tarifaire.

Voilà l'introduction. Je propose d'ouvrir le débat aux interventions pour, soit éclairer, soit suggérer, soit évidemment faire part des positions au sein de l'Assemblée.

**Bruno PATERNOT :** Merci, Monsieur le maire. Oui, quelques petites précisions. Pour faire des économies, en-dehors de la réduction de la qualité du service public – puisque ça, ça a été complètement écarté – nous avons trois possibilités : le structurel, l'événementiel et le quotidien.

Sur le structurel, comme vous l'avez dit, et comme ça a été présenté dans la délibération, nous avons beaucoup de points où on peut réduire très vite, facilement, et si on enlève un petit peu mais pendant très longtemps, ça fait des économies extrêmement substantielles ; ça fait des économies pour plus de services publics. Prenons la question de l'intensité par exemple au niveau de l'éclairage : quel est à votre avis l'endroit le plus éclairé de Montpellier ? Il se trouve que ce sont les parkings souterrains, où là on balance de l'intensité de façon très forte. Même moi j'ai peur dans un parking souterrain : ça vous prouve bien que ça n'est pas l'intensité qui fait que les choses sont rassurantes. Alors qu'au contraire si on met des lumières douces, tamisées, y compris dans la rue, on voit que forcément on est dans une ambiance douce, tamisée, et de ce fait on augmente le sentiment de sécurité.

Autre chose : vous savez, je suis comédien, donc je travaille dans un métier qui a été défini par le Gouvernement comme « *non essentiel* », ce qui à plein d'endroits m'a un petit peu agacé, mais puisque c'est « *non essentiel* », effectivement, cela montre bien qu'il y a peu de dépenses et que ce n'est pas dans les endroits sur lesquels on va pouvoir travailler. Ce n'est pas parce qu'il y a une journée de bruit pour la fête de la musique qu'on va avoir des problèmes qui vont impacter la santé. Ce n'est pas parce qu'on allume un mois, 3-4-5 semaines pendant les fêtes de Noël que ça va impacter la santé des gens, que ça va impacter notre porte-monnaie, et que ça va attaquer la biodiversité. Donc tout cela on peut le laisser de côté.

Puis on a la question du quotidien et ce qu'on appelle les « *écogestes* », et le fait qu'effectivement c'est petit à petit qu'on va arriver à la fin, goutte d'eau après goutte d'eau, à des grandes rivières. Là-dessus je tiens aussi à préciser que tous les systèmes de détection, et tout ce que la machine peut nous proposer, peut être intéressant, mais qu'elle ne doit pas remplacer l'intelligence humaine, la cohérence et le pragmatisme. On peut demander à la machine de tout faire à notre place, mais en fait le plus c'est quand même, en partant, d'éteindre la lumière.

Je voulais juste à la fin vous faire une petite citation. « *Nous devons instituer le recyclage à tous les niveaux, fonder un ministère du Blocus, réduire la consommation de la lumière, installer dans les maisons des systèmes d'utilisation d'eau en circuit fermé, utiliser les énergies éoliennes et solaires qui réduiront de 71 millions de tonnes les émissions carbonees. Il nous faut orienter vers la croissance zéro pour aboutir à une sécurité sociale et alimentaire* ». C'est le discours de René DUMONT en 1974. Allez, on va y arriver.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur PATERNOT. Madame SAURAT.

**Agnès SAURAT :** Monsieur le Maire, chers collègues. Je tiens à remercier l'ensemble des équipes de la Ville, et particulièrement les services du pôle immobilier, pour leur implication et le travail accompli dans le temps relativement court qui nous était imparti pour produire ce document, assez long mais qui donne quand même l'ampleur des chantiers. Notre Collectivité fait face aujourd'hui à

une explosion des coûts du gaz et de l'électricité, ce qui, sans entrer dans le détail, va augmenter notre facture, vous l'avez dit Monsieur le Maire, de plus de 6 millions, dégradant de fait notre capacité d'investissement, notamment celle destinée, ironie du sort, à la rénovation des bâtiments. Cette vulnérabilité est partagée à travers toute l'Europe, et ce depuis non pas uniquement la guerre en Ukraine, mais depuis très longtemps, depuis que les prix du gaz et de l'électricité sont définis non pas en fonction des coûts de production, mais bien en fonction des aléas des marchés financiers et de leur activité spéculative.

Aujourd'hui je profite du débat pour rappeler que la Ville n'a pas attendu ce choc mondial pour engager une démarche de transition et déployer des actions visant à plus de sobriété. Je rappelle également que peu de maires en France inscrivaient il y a bientôt deux ans et demi la mention « *sobriété énergétique* » dans la délégation d'un élu, et je l'en remercie. Montpellier est combative quand on considère sa trajectoire de réduction des consommations. Si on compare au niveau national, la dépense énergétique par an et par habitant est de 25 euros sur notre Commune, là où elle est à plus de 44 euros à l'échelle nationale. Elle est combative dans ses réductions de consommation d'eau, bâtiments et espaces verts confondus. Elle est combative quand elle réduit au maximum les émissions de gaz à effet de serre, notamment quand elle renouvelle sa flotte de véhicules. Montpellier est une bonne élève dans sa trajectoire globale de développement des usages et des écogestes, vous l'avez dit, quand elle crée en 2007 – donc il faut rendre hommage aussi à nos prédécesseurs – l'ALEC et qu'elle s'appuie encore aujourd'hui sur elle pour aller plus loin dans les économies, dans toutes les actions des économies. Les 19 communes adhérentes à l'ALEC étaient regroupées jeudi dernier pour continuer à travailler à toutes ces actions qu'on peut mutualiser. Elle est bonne élève quand elle s'engage dans la production d'énergie renouvelable et quand elle rejoint la démarche de projets innovants – chers à mon cœur vous le savez – notamment ceux qui s'inscrivent dans le déploiement de l'hydrogène vert.

Aujourd'hui globalement notre Commune peut afficher une étiquette C en termes de performance énergétique, et cette délibération démontre une volonté forte d'accélération et d'amplification des mesures qui définissent la feuille de route que vous m'avez confiée, Monsieur le Maire, mesures en direction de la totalité des parcs de bâtiments municipaux administratifs, équipements publics mais aussi en direction de nos délégataires et prestataires. Depuis plus de 2 ans, nous avons élaboré avec les services – et je tiens ici à les remercier – une stratégie structurelle ambitieuse pour répondre aux enjeux de la transition énergétique, sociale et écologique. Nous l'avons construite avec la conviction que la gestion active de notre patrimoine porterait l'essentiel de la trajectoire de sobriété. Une obligation réglementaire issue de la loi Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), le décret tertiaire, trace une feuille de route applicable à tous les établissements abritant des activités tertiaires, qu'elles soient du secteur public comme privé. La réduction des consommations d'énergie doit être de moins 40 % d'ici 2030, moins 50% d'ici 2040 et moins 60 % d'ici 2050 – donc vaste chantier. Sachant que le tertiaire représente globalement en France 40 % de la consommation énergétique, il est donc indispensable de déployer des actions tant au niveau de la rénovation des bâtiments qu'au niveau de la qualité et de l'exploitation des équipements et du comportement des usagers. Pour information, en ce qui concerne notre Commune, le décret tertiaire qui s'applique concerne 120 bâtiments dont 80 écoles. Depuis plusieurs mois, nous travaillons à la définition d'une stratégie globale à horizon 2050 pour atteindre les objectifs ambitieux de nos plans de mandat 2022-2026. Plusieurs schémas sont à l'œuvre, lorsque nous soumettons au vote de cette Assemblée des rapports constitutifs – et vous l'avez dit, « *arides* » – à la délégation patrimoine et sobriété, un schéma directeur de l'énergie, un schéma directeur de la stratégie immobilière, un schéma directeur des systèmes d'information patrimoniale, la mise en œuvre elle-même du décret tertiaire et le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).



À celles et ceux qui dénonceraient un manque de planification, je dois leur opposer que nous activons des leviers très forts : un plan de déploiement des chaufferies bois et du photovoltaïque, un plan de rénovation thermique, un plan de verdissement de la flotte des véhicules, un plan d'extinction partielle de l'éclairage public qui sera préfigurateur du plan lumière que nous portons à l'échelle de la Métropole avec les vice-présidents Madame TOUZARD et Monsieur LAFFORGUE, un plan de renouvellement de l'éclairage, un plan d'action dans le cadre du label « *Commune économe en eau* », des coopérations avec d'autres villes (Bordeaux, Tlemcen), des conventions avec des établissements d'enseignement supérieur comme l'École Polytechnique Féminine (EPF), des partenariats très forts avec Envirobat, Energy Cities, Amorce et j'en passe. L'action du pôle immobilier répond à la fois aux différents pôles porteurs de politiques de l'éducation, des sports, des solidarités, de la politique alimentaire, de la sécurité, de la santé. Mais le pôle immobilier porte également la responsabilité de la trajectoire du patrimoine municipal et bien sûr de sa transition. Nous continuerons donc systématiquement de co-élaborer nos politiques publiques et réaffirmer si besoin était que l'efficacité énergétique ne constitue ni un supplément d'âme, ni un élément conjoncturel face à une crise mondiale.

Je terminerai en partageant avec vous l'immense chantier qui nous attend. Au-delà de la mise en place d'un bouclier tarifaire – qui pour l'instant ne s'applique qu'aux collectivités de moins de 10 salariés et de moins de 2 millions de recettes par an – au-delà de cette mesure d'urgence que le Gouvernement tarde à annoncer et qu'il n'annoncera jamais, nous savons qu'il nous faudra reconstruire notre indépendance énergétique, seule alternative face à l'insécurité énergétique dans laquelle les marchés financiers et les Gouvernements libéraux plongent nos concitoyens, nos entreprises et nos collectivités. C'est pour cela que nous, élus Communistes, affirmons qu'un grand service public de l'énergie sous maîtrise sociale et collective sera la seule alternative pour reconquérir notre souveraineté énergétique. Je vous remercie.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame SAURAT. Vous l'avez dit : ce n'est pas un supplément d'âme, c'est un peu la mère des batailles, et vous avez raison de saluer les efforts depuis très longtemps de la Ville de Montpellier sur ces sujets, ce bâtiment en est emblématique, et sur beaucoup, des choses assez exemplaires ont pu être mises en valeur. Il a pris sa retraite, mais Michel IRIGOIN a formé beaucoup de gens dans la maison, et c'est pour moi aussi l'occasion, pour nous, de saluer Abdelouahid DORBANE qui vient d'arriver, qui est le responsable de notre bâtimentaire, et qui en vous écoutant mesure encore plus l'ampleur de sa tâche. Je le salue parce qu'il a la délicatesse d'assister au Conseil municipal. Donc mobilisation générale.

Je mets aux voix. Y a-t-il des abstentions ? Des oppositions ? Des refus de vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 58 voix*

*Abstentions : 3 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.*

## **2. Finances - Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et la Ville de Montpellier - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 2. Monsieur ASLANIAN. C'est la même qu'à la Métropole, mais c'est aussi bon pour les finances de la Ville.

**Michel ASLANIAN :** Exactement, Monsieur le Maire. Il s'agit de vous rappeler que nous avons créé avec la Région, le Département et l'Agglomération – devenue Métropole – l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE), en 2010, et nous avons versé pendant des années des subventions permettant de promouvoir les actions de marketing territorial avec plusieurs compagnies aériennes dont Ryanair. En 2019, la Commission européenne a condamné Ryanair et a demandé à la France de récupérer les aides. Ryanair a remboursé à l'APFTE un montant de 9 millions et quelque, tout en faisant appel de la décision – c'est important. La part de la Ville de Montpellier s'élève à 707 464,50 euros, qui se décomposent en 675 469,63 euros de principal et 143 573,92 euros d'intérêts. Nous avons émis, ainsi que la Métropole, le souhait de récupérer cette somme qui pourrait leur revenir sans attendre à la fin du contentieux. Monsieur le Maire, ça fera du bien aux finances notre Collectivité.

**Monsieur le Maire :** Une forme de probité de l'argent public, parce qu'on subventionnait. Il y a eu des associations, dont Anticor, et puis des positions notamment de Monsieur MARTIN sur ce sujet très fort que je partage. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame TIKOUK, bien sûr.

**Radia TIKOUK :** Merci. Les élus Ecologistes se félicitent bien sûr de ce remboursement de cette dette déguisée dont a bénéficié la compagnie Ryanair, et nous saluons notamment le travail précieux d'Anticor, qui a permis de remettre en cause cette subvention à l'aérien. Mais que chacun soit rassuré sur les pauvres actionnaires de cette compagnie, de nombreuses aides plus ou moins directes à l'aviation civile sont toujours en place. Ainsi le kérosène demeure le seul carburant issu du pétrole exonéré de taxes. C'est comme cela que l'avion reste toujours moins cher que le train : plus ça pollue, moins c'est cher ! C'est ainsi qu'en 2019 le *low cost* Ryanair faisait brillamment son entrée dans le top 10 des plus gros pollueurs en Europe aux côtés des sociétés de centrales électriques à charbon. Alors pour reprendre le mot du grand philosophe et sociologue écologiste qui nous a quittés cette semaine, Bruno LATOUR, qui continuera à nous inspirer dans la mise en œuvre des politiques publiques : « *il est temps d'atterrir* ».

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame TIKOUK, pour votre intervention et votre hommage à cette grande figure de la pensée qu'était Bruno LATOUR. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 58 voix*

### **3. Santé - Contrat Local de Santé (CLS) pour la période 2022-2027 - Approbation - Autorisation de signature**

*Mmes F. NAKIB sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 3. Je donne tout de suite la parole à Madame BRUN-MANDON pour l'autorisation de signature du Contrat Local de Santé (CLS) : nous y sommes.

**Élodie BRUN-MANDON :** Merci, Monsieur le maire. Il y a 2 ans, nous célébrions les 100 ans de la Faculté de médecine, plus ancienne faculté de médecine toujours en activité, et où les dignes héritiers de LAPEYRONIE et Gui DE CHAULIAC peaufinent leur apprentissage et deviendront demain les ambassadeurs de la qualité de l'apprentissage de notre Faculté de médecine. Aujourd'hui, avec le

projet Med Vallée, nous avons l'ambition de construire un pôle mondial d'excellence en santé globale au croisement des trois filières : santé, alimentation, environnement. Vous le dites souvent, Monsieur le Maire, ces constats nous obligent et nous nous devons d'être un territoire exemplaire, une ville santé où l'accès aux soins est garanti à tous, à tous les âges de la vie. De Montpellier ville à hauteur d'enfants à Montpellier ville des aînés, en passant par Montpellier ville gymnase, nous nous engageons en faveur de la santé de tous dans une stratégie de réduction des inégalités sociales de santé. Montpellier sera la ville du parcours de soins simplifié, coordonné avec les acteurs du territoire. Montpellier sera exemplaire en prévention, notamment avec le dispositif d'unité mobile avec l'ambition de jouer un rôle sur la baisse des taux de prévalence de certaines pathologies, dans une démarche d'aller vers, afin de mettre la santé au cœur des quartiers, au pied des immeubles et notamment au sein des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). Montpellier sera la ville qui favorise le développement d'une communauté solidaire et qui participe à la vie de la cité. Le diagnostic territorial en santé réalisé par les habitants et les professionnels de santé a été la base de travail du CLS. Montpellier sera la Ville où le bien-être rime avec une meilleure qualité de vie au quotidien dans une approche globale autour des déterminants de santé : alimentation de qualité avec les cantines bio et locales ; favoriser l'accès à l'activité physique ; le logement digne ; les transports gratuits pour tous, ce qui facilite l'accès à l'éducation et aux loisirs.

En actant la construction et la mise en place d'un CLS lors du Conseil municipal du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier et l'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie se sont engagées à construire avec l'ensemble des acteurs de santé, du social, du médico-social et des représentants des malades, un projet de santé adapté aux spécificités du territoire, afin de conduire des actions qui répondent au plus juste aux besoins de ses habitants. Le CLS va être signé pour une durée de 5 ans et pourra être amendé par la rédaction d'avenants en fonction de l'évolution des besoins du territoire et des dynamiques engagées. Nous pouvons citer les 5 axes thématiques du CLS, avec l'offre de soins de premier recours, la santé mentale, la santé environnementale, la promotion de la santé et la démarche de promotion et les démarches d'aller vers en santé.

En résumé, au-delà d'une amélioration de la gouvernance et de la bonne coordination des acteurs, l'outil CLS permet concrètement à chaque Montpellierain d'accéder à une prise en charge santé simplifiée. La première des libertés, c'est la santé. L'heure est venue pour tous d'y avoir accès à Montpellier. Je vous remercie.

**Monsieur le Maire :** Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce dossier ? Madame YAGUE et Madame DOULAIN.

**Annie YAGUE :** Merci, Monsieur le Maire. Si j'interviens sur cette délibération, c'est bien pour vous parler de santé publique et porter devant le Conseil municipal encore une fois, malheureusement, la situation catastrophique des riverains « *des quatre boulevards* » Berthelot, Rabelais, Vieussens et d'Orient, où 2 000 Montpellierains souffrent quotidiennement de la situation que vous avez créée, Monsieur le Maire, en transformant sans concertation ces boulevards en périphérique de Montpellier. Aujourd'hui, 16 000 véhicules par jour circulent sur ces voies qui ne sont pas calibrées pour supporter une circulation aussi intense. Les riverains sont victimes de nuisances sonores et olfactives importantes, ils respirent un air complètement pollué et leur santé, ainsi que celle de leurs enfants, est en danger.

Dans cette délibération, vous écrivez : « *Afin que Montpellier territoire d'excellence en santé globale soit aussi demain un territoire où qualité de vie rime avec bien-être au quotidien, l'exécutif municipal souhaite s'engager dans une stratégie de ville santé qui agit en faveur de la santé de tous et réduit les inégalités, qui améliore constamment la qualité de son environnement* ». Doit-on exclure de ces

bonnes intentions une partie des Montpelliérains ? Je veux bien sûr parler des habitants de ces boulevards. Ces personnes sont les victimes de votre plan des mobilités, et avant qu'elles ne subissent physiquement, psychologiquement, physiologiquement et durablement les conséquences des décisions que vous avez prises, en créant ainsi un réel problème de santé publique, je vous demande Monsieur le Maire de trouver les solutions pour que cesse cette injustice sanitaire, écologique et sociale, et de tout mettre en œuvre pour que ces Montpelliérains puissent sortir de la situation injuste et intolérable où vous les avez plongés. Merci.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame YAGUE. Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN :** Bonjour, Monsieur le Maire. Bonjour, chers collègues. La signature de ce contrat local de santé est une bonne nouvelle pour les Montpelliérains et Montpelliéraines. Je tiens d'abord à saluer le travail des agents et des élus qui ont travaillé sur ce contrat. Le sujet de la santé, il est primordial – et d'ailleurs je pense qu'il mériterait une délégation d'Adjoint à mon sens dans ce Conseil municipal. Contrairement à d'autres plans qui nous sont présentés ici, il y a dans ce contrat local de santé des fiches d'actions détaillées, des objectifs clairs, des acteurs identifiés et surtout un calendrier de mise en œuvre : c'est ce qu'on attend de toutes les politiques publiques, et c'est donc une bonne chose.

Sur le fond nous partageons donc les objectifs visés, comme améliorer l'offre de soins, améliorer la prise en charge des questions de santé mentale, améliorer la réduction des risques, lutter contre les perturbateurs endocriniens. Ce sont des actions concrètes qui, je l'espère, seront menées à bien.

Un point, ceci dit : pour que le contrat local de santé réussisse, pour que de manière générale le droit à la santé soit effectif pour l'ensemble de nos concitoyens, il est impératif de prendre soin de ceux qui prennent soin, et donc du personnel du soin dans son ensemble. C'est un défi national, mais notre Ville doit prendre sa part sur ce sujet. On le sait, il y a notamment des domaines où nous avons laissé le privé – qu'il soit associatif ou lucratif, mais surtout lucratif – prospérer, et donc les conditions de travail se dégrader, sans doute car il s'agissait souvent de secteurs à 95 % composés de femmes, notamment dans l'aide à domicile. Celles qui permettent à nos aînés de vieillir dignement chez eux, qui sont en première ligne sur les enjeux du maintien de l'autonomie de nos personnes âgées, et de fait sur une forme de santé préventive.

Votre rapport rappelle d'ailleurs que plus de la moitié des Montpelliérains de plus de 80 ans déclarent vivre seuls dans notre ville. Le constat aujourd'hui sur ces métiers, il est clair et connu de tous : isolement, fortes charges émotionnelles dans le travail, tâches minutées, horaires atypiques et temps de repos réduits. Aussi, il faut se battre pour un service public de l'aide à domicile. Ça tombe bien : nous avons le pouvoir d'en avoir un, et vous en avez un à Montpellier, qui ne compte ceci dit que 35 aides à domicile salariés par le CCAS et qui n'intervient par exemple en 2021 qu'auprès de 266 personnes, alors que nous comptons 20 000 personnes de plus de 75 ans dans notre ville. C'est donc bien trop peu. Pour un vrai service d'aide à domicile nous devons donc étoffer ce service public et être à la hauteur de cet enjeu. On va voter donc pour ce contrat local de santé, mais je crois qu'un contrat local de santé qui fait l'impasse sur ces enjeux est incomplet.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame DOULAIN. Quelques éléments de réponse. Prochainement, il y a un travail qui a été engagé qui sera présenté, sous l'égide de Madame MARIN-KHOURY, Monsieur BARRAL, Michel CALVO, pour travailler sur un agenda de la longévité, et qui va définir une stratégie globale sur ce défi pour pouvoir accompagner nos aînés dans la ville. C'est un enjeu immense, nous le savons à l'aune de la démographie, et puis c'est un enjeu évidemment très important de dignité, et parfois on apprend des choses très éprouvantes.

On fait des choses et vous l'avez relevé. On a aussi – et tout à l'heure on délibérera – une maison de retraite publique de notre CCAS, qui nous distingue d'ailleurs de beaucoup de territoires, tout comme le service d'aide à domicile. Premièrement. Deuxièmement, ce même CCAS a déployé, et je veux saluer Madame MARIN-KHOURY, une démarche assez innovante du « *aller vers* » pour nos seniors, pas juste sur le soin mais j'ai envie de dire le lien. On a une expérimentation en cours sur le quartier de la Croix d'argent, qui va nous aider à adapter nos politiques publiques, à les déployer.

Ensuite, vous faites appel à l'idée que le service à domicile devrait être une compétence totalement publique. C'est votre proposition, votre conviction, elle est respectable. Nous en tout cas, entre là où il n'y a rien et là où on fait des choses, nous on fait partie plutôt du territoire qui fait des choses, et on l'a développé. Vous avez aussi le tissu associatif, qui est très présent, et le champ de l'économie sociale et solidaire sur les présences à domicile, l'accompagnement. D'ailleurs je crois qu'on est en train de travailler sur des partenariats avec ces structures. On aura l'occasion de réouvrir cette discussion sur l'agenda de la longévité. On enchaîne un peu les dossiers.

Sur ce que Madame YAGUE vous indiquez, nous on ne minore pas les problèmes de pollution dans la ville, mais alors pas du tout. Je vais vous le dire avec beaucoup de respect, mais on a déployé des « *rues aux écoliers* », où on ferme le matin et le soir les rues pour que justement les enfants soient en sécurité sur la qualité de l'air. Peut-être vous auriez pu commencer à reconnaître cet effort-là. On a le souvenir de la rue Saint-Louis, où il y avait eu un tragique accident en 2014, très éprouvant, et des conflits d'usage, rue sans trottoir, rue sans piste cyclable, et où les habitants étaient exposés. Ça n'a pas été une décision simple de faire la transformation de la circulation rue Saint-Louis. Mais c'est une décision qui a été présidée par des enjeux de santé publique. Vous auriez pu constater que le volontarisme en la matière, il était là. Vous auriez pu relever que, sur le quartier de Cambacérès, situé entre deux autoroutes, nous avons pris une décision qui était l'engagement – pour ma part au premier tour, rejoint par la liste avec laquelle nous avons fusionné au second tour – de ne pas faire de logements dans ce secteur-là. Nous n'avons aucun moyen d'agir dans l'une des zones les plus polluées, entre deux autoroutes, où les uns et les autres nous nous désespérons des retards du dossier de la Ligne à Grande Vitesse (LGV), mais qui enfin est sur les rails pour développer le fret, pour développer le cadencement des trains. Vous pourriez appuyer le fait que, bon, aujourd'hui, c'est vrai que pour beaucoup de gens c'est dur avec la ligne 5 du tramway, mais que nous allons améliorer la qualité de l'air. Quand nous faisons le choix de demander au trafic de transit de sortir de notre Ville, qui passait rue Anatole-France : si vous avez eu l'occasion d'y aller, c'était un flux continu toute la journée, vous le savez et ce n'est pas simple. Alors on mène une action qui est résolue sur la question de la pollution de l'air, et je vais vous dire une chose, Madame YAGUE : il y a d'autres endroits où il faut qu'on travaille. Quand vous êtes habitant de Celleneuve, du quartier de La Martelle, du faubourg Figuerolles, de l'avenue de la Liberté, ça ne date pas d'hier la pollution.

Nous avons un rythme, on essaie de faire, d'ailleurs nous avons reçu le « *Collectif des quatre boulevards* ». Ils nous ont fait une proposition, on l'a fait expertiser, on a demandé aux services de pouvoir travailler. Elle pose un problème à notre sens, dans l'immédiat : si on ferme ce qui doit être une liaison inter-quartier, on a un sujet circulation automobile, y compris pour des lieux inter-quartier. Et ce n'est pas des boulevards qui auront le trafic, c'est toutes les petites rues autour. On va d'ailleurs le rendre public, ce plan. Je le tiens à votre disposition, parce qu'il pose souci.

On en a pris plein la figure : dans un scénario de transition, de décarbonation des véhicules automobiles – ça a été demandé par Monsieur le Président de la République, dont vous soutenez et c'est très respectable, c'est vos choix, la politique – nous avons fait la ZFE, pour essayer de faire en sorte que, là aujourd'hui dans le territoire de 11 communes de la Métropole, les voitures hors Crit'air

5 ne sont plus autorisées, on va aller vers le Crit'air 4, etc., pour essayer de lutter contre la pollution. Donc relevez ces efforts !

Pour la question des quatre boulevards, nous avons écouté leur proposition. Aujourd'hui elle ne nous paraît pas acceptable, et je pense que si nous l'acceptons, vous seriez sans doute – mais je ne veux pas préjuger – à nous dire qu'on ne peut plus circuler. Nous travaillons sur une solution de moyen terme, et nous avons ce langage, qui n'est pas simple, avec une étude qui est en cours et qui doit nous être rendue courant novembre sur le rond-point de Prés d'Arènes, comme nous avons lancé une étude sur le rond-point du Zénith, où s'est compliqué, on se retrouve avec les remontées de queue sur l'A709, la connexion A75-A709 ; c'est le Contournement Ouest de Montpellier (COM), dont je rappelle que par décret en Conseil d'État, ce sont les sociétés d'autoroute qui le financeront et qui nous permettront de sortir de manière, là cette fois-ci totale, le trafic de transit de la Commune de Montpellier. On est sur une volonté d'action de moyen terme. On a été très transparents avec les acteurs et on continuera s'ils le souhaitent à les recevoir, avec des mesures de bruit, prochainement des mesures de pollution, des mesures de comptage de trafic qui doivent être encore ajustées parce qu'on est au début.

Vous voyez, l'action de cette Municipalité, elle pose la question de la qualité de l'air. La question, c'est notre temporalité. Si ça ne tenait qu'à moi, on irait encore plus vite. Mais si nous allons trop vite, nous générons aussi d'autres tensions ; c'est ça qui doit être posé. Là, la proposition telle qu'elle est formulée, elle va générer dans des rues de grandes transitions qui vont être les réalisations de ces voies inter-quartier.

Madame BRUN-MANDON, merci du travail, en plus salué par une de nos collègues, donc merci. Nous sommes un peu en retard, en fait, sur ce dossier, nous sommes la 28<sup>e</sup> Ville d'Occitanie à signer un CLS. La bonne nouvelle, outre la coordination sur les objectifs, les fiches d'actions détaillées, c'est que nous allons obtenir des financements, et je veux en remercier à Didier JAFFRE, le Directeur, et toutes les équipes de l'ARS, pour pouvoir financer ces opérations, dont l'un des buts quand même est de veiller à l'accès à la santé, en particulier dans nos quartiers politiques de la ville, où là, les inégalités en matière de santé sont extrêmement importantes, comme l'a très bien pointé le Collectif Octobre rose.

Je propose de mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de cette unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 60 voix*

#### **4. Ville fraternelle et solidaire - Soutien de l'expérimentation de gestion d'un hôtel social "Les Fauvettes" par le Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Montpellier - Attribution de subvention - Approbation**

*Mme J. FRECHE, MM. C. ASSAF, A. EL KANDOUSI et M. LAOUKIRI sortent de séance.*

**Monsieur le Maire :** Monsieur CALVO, sur l'acquisition des Fauvettes, et notre stratégie d'accompagnement des personnes en situation de grande vulnérabilité dans l'hébergement.

**Michel CALVO :** Monsieur le Maire, chers collègues. Notre équipe municipale part du territoire et des problèmes qui affectent le territoire, et cherchent des solutions. Ça dépasse l'approche par les compétences, où avant on avait tendance à dire : « les compétences de l'hébergement d'urgence c'est

*l'État, que l'État se débrouille* ». Ceci dit, ça nous laissait des milliers de personnes qui n'ont pas d'hébergement d'urgence, encore aujourd'hui d'ailleurs, bien que ce chiffre ait diminué, qui restent présentes toutes les nuits sans réponse de la part du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation de l'Hérault (SIAO) et du 115.

Quand un des hôtels qui jouent un rôle social a basculé vers la vente – puisque sa gestionnaire voulait prendre sa retraite – on s'est posé la question de savoir si cet hôtel ne devait pas être conservé, en rentrant dans le patrimoine public pour qu'on ait un outil supplémentaire pour peser sur les réponses à l'hébergement d'urgence. La Ville a donc décidé – et je vous en remercie – d'acquérir cet hôtel, de le faire basculer dans le patrimoine municipal, de le confier au CCAS pour donner des outils supplémentaires. Ce n'est pas irrémédiable, c'est une trentaine de places supplémentaires, mais c'est une trentaine de places qui vont intervenir dans la prise en charge des personnes sans hébergement toutes les nuits.

Nous voulons faire de cet hôtel une pension de famille, une résidence qui permette aux réfugiés de trouver leur place dans notre communauté nationale. Il y a trop de réfugiés, qui ont des droits, qui ont le droit au séjour, le titre de séjour, etc. qui n'ont pas de solution, alors que la loi dit : puisqu'ils ont un droit d'hébergement d'urgence en société, l'État devrait leur fournir cet hébergement-là. Il y a trop de personnes qui sont laissées à l'abandon et qui sont renvoyées à la débrouille ou à la rue.

Nous avons commencé à négocier avec l'État, et notre surprise c'est que, vu notre positionnement différent depuis 2 ans, l'État a répondu à notre sollicitation et accepte de venir au financement du fonctionnement de cette résidence sociale qu'on va créer. La nouvelle résidence sera financée par le contrat territorial d'aide à l'accueil et à l'intégration des réfugiés, et cette résidence sociale sera financée par des allocations logement temporaire.

Ce qu'on fait dans cette affaire-là, c'est de prendre une partie du public qui, dans la loi, devrait avoir des réponses d'hébergement d'urgence, trouve un hébergement, ce qui libèrera des voies pour le SIAO et le 115 pour pouvoir répondre à d'autres populations qui, trop souvent, appellent le SIAO et le 115 et n'ont pas de réponse. Je vous rappelle le chiffre sur la Ville : 20 % uniquement des appels au 115 reçoivent une réponse de la part du SIAO chaque jour, 80 % des appels n'ont pas de réponse. Après, étonnons-nous qu'il y ait une partie du public qui se désocialise, qui ne prenne plus la tâche de ce qu'on leur offre comme logement social, etc. C'est une toute petite partie de la réponse, mais moi j'ai extrêmement satisfaction dans la façon dont nous négocions avec l'État, et je voudrais remercier tous les services de l'État, du CCAS et de la cohésion sociale de la Ville, qui ont largement pris ce dossier à bras le corps et qui l'ont fait avancer dans les semaines qui sont passées. On va vers une ouverture d'une résidence sociale qui sera un lieu de vie pour une trentaine de personnes qui sont en parcours d'intégration à notre société, et c'est un pas en avant.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Monsieur CALVO. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce dossier ? Peut-être deux informations complémentaires. La première : la résidence Les Violettes aujourd'hui nous permet d'accueillir, en lien avec l'État évidemment, les réfugiés ukrainiens. Les Fauvettes seront une pièce supplémentaire dans notre dispositif, et nous espérons que pour novembre, dans la stratégie qui est la nôtre depuis le début de notre mandat, de résorption du bidonville de Celleneuve, du squat des Beaux-arts, du squat Court-circuit – vous savez qu'on a une situation de détresse qui est à La Mosson, qu'on appelle « *camp des Syriens* » même s'il ne faut pas stigmatiser – donc nous espérons d'ici à novembre pouvoir avoir une solution d'accompagnement digne, en mobilisant de l'habitat intercalaire sur lequel nous avons délibéré au mois de juin. On tient le cap. On a pris, on a eu 3 semaines de retard à cause des histoires de travaux, mais on est bien sur un objectif avant l'hiver.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 56 voix*

## **5. Vie associative et Maisons pour Tous - Ouverture de la 24<sup>ème</sup> Maison pour Tous Frida Kahlo - Quartier Port Marianne - Approbation**

*Mme F. NAKIB, MM. C. ASSAF, Y. CHARTIER (avec le pouvoir de M. DIORE) et A. EL KANDOUSI entrent en séance.*

*M. B. TRAVIER sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Madame HOUGUET pour l'ouverture de la 24<sup>ème</sup> Maison pour tous, que nous allons dénommer « *Frida-Kahlo* ». Je vous laisse présenter peut-être l'orientation de cette Maison pour tous et indiquer la date d'inauguration.

**Mylvia HOUGUET :** Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe du quartier Émilie CABELLO, Monsieur, Madame les élus. En fait il s'agit là de voter l'ouverture de la 24<sup>ème</sup> Maison pour tous que nous allons nommer donc « *Frida-Kahlo* ». Les Maisons pour tous sont des tiers lieux qui maillent le territoire de Montpellier et notamment les quartiers prioritaires de la ville. Ce sont des lieux de rencontre, où il y a un lien social qui se fait. Les Maisons pour tous sont des pépites où les habitants peuvent avoir accès à la culture et aux loisirs pour toutes et tous. Les activités qui sont proposées par les agents de la Ville ou par le tissu associatif œuvrent tout au long de l'année et depuis notre arrivée même l'été, puisqu'elles sont ouvertes au mois d'août. C'est une accessibilité de l'offre de service, la mixité et l'intergénérationnel. Les maisons pour tous renforcent les liens entre la vie de quartier et les habitants, en coconstruisant, en allant vers les habitants et les associations. C'est par exemple le festival du rire à la Paillade ou le festival Art2Rue, où nous avons des agents comme Noua AGABI, que je tiens à saluer pour le travail qui est fait tout au long de l'année.

La 24<sup>ème</sup> Maison pour tous dans le quartier Port-Marianne se dénommera « *Frida-Kahlo* ». La Ville de Montpellier a souhaité rendre un hommage à une femme de culture et d'art, mais aussi une femme libre, engagée, une artiste mexicaine, la plus populaire au monde. Toute sa vie elle a combattu ses problèmes de santé et son handicap à la suite d'un accident. L'art lui permet de dépasser ses souffrances physiques. Elle est connue pour son combat pour l'émancipation des femmes dans une société mexicaine qui peine à sortir du machisme. Elle veut être la voix de toutes les femmes, comme elle dit, « *silencieuses et soumises* ». À travers son art, elle évoque le plafond de verre qui soumet encore les féministes, les femmes, l'avortement, le patriarcat, la sexualité. Même son célèbre monosourcil est une arme contre les pressions sociales et les injonctions esthétiques imposées au genre féminin.

Cette Maison pour tous a ouvert le 12 septembre. Des activités de danse, d'art, de théâtre et de musique sont déjà prévues. Un travail avec Madame Agnès ROBIN, Adjointe à la culture, est réalisé, tout comme avec Monsieur CALVO pour les publics éloignés. Le travail avec Madame AKBARALY dans un quartier où beaucoup de femmes monoparentales sont présentes, nous allons travailler ensemble cet accompagnement, comment les femmes peuvent aller faire une activité en laissant leur enfant par exemple ou en ayant un travail commun. Un travail avec la jeunesse, avec ma collègue Véronique BRUNET, mais également un travail avec l'Adjointe de quartier Madame CABELLO, ainsi que les associations de quartier.



Cette Maison pour tous, elle sera inaugurée le 22 octobre, c'est un samedi après-midi.

**Monsieur le Maire :** 22 octobre, 16h.

**Mylvia HOUGUET :** 22 octobre à 16h, c'est la prise de parole, mais c'est à partir de 14h.

**Monsieur le Maire :** Il y aura des animations.

**Mylvia HOUGUET :** Voilà. Je demande en conséquence au Conseil municipal d'approuver l'ouverture de la 24<sup>ème</sup> Maison pour tous nommée « *Frida-Kahlo* ». Je précise qu'une exposition à Paris a lieu au Palais Galliera, où plus de 200 œuvres de Frida KAHLO, après 50 ans sous scellés, seront exposés.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup. Y a-t-il des questions sur cette affaire ? Pas de questions. Inauguration officielle le 22 octobre à 16h. Evidemment la Maison pour tous, son équipe, est mobilisée pour que toute l'après-midi il y ait un certain nombre d'animations, portes ouvertes, dès 14h. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 60 voix*

## **6. Ville apaisée et respirable - Cession de matériel informatique à l'association Nousas - Approbation**

*M. M. LAOUKIRI entre en séance.*

*Mme M. HOUGUET, MM. S. JAWHARI, Y. NOSBE, et A. ZANCHIELLO sortent de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 6. Monsieur REYNAUD sur la réutilisation du matériel informatique.

**Manu REYNAUD :** Merci. Il s'agit effectivement d'une délibération pour donner du matériel informatique à l'association Nousas – j'en profite pour saluer Abdelhak HARRAGA, qui s'occupe de cette association. C'est pour donner du matériel que nous n'utilisons plus à la Mairie, et c'est important en quantité puisqu'il s'agit de 275 unités centrales. Alors pourquoi ? Avant tout pour donner une seconde vie au matériel informatique et pour en faire profiter à la fois des associations – puisque le retraitement de l'association Nousas va permettre de donner ce matériel aux associations – et pour les particuliers, pour lutter à la fois contre la fracture numérique, la précarité ou former des demandeurs d'emploi.

Je profite de cette intervention pour remercier le Maire de m'avoir confié cette nouvelle délégation au numérique. Alors, en général, on confie la délégation au numérique à celui qui sait écrire des mails ou à celui qui sait ce que c'est TikTok : je pense que ce n'est pas du tout la démarche aujourd'hui. C'est plutôt d'en faire une vraie politique volontariste, avec des objectifs politiques. Dans cette délégation, il y a quelque chose qui est très important, et qui est un relais par rapport à la délibération de tout à l'heure, qui concerne la transition numérique sobre et responsable. C'est un chantier. Avec le Maire nous nous sommes entendus pour que nous ayons une politique très volontariste et une feuille de mission très ambitieuse, d'autant plus que la loi nous en fait obligation à partir de janvier 2023.

Je voudrais juste vous dire quelques mots pour vous dire que le numérique, c'est virtuel, mais en fait c'est réel. La réalité en termes d'émissions totales de gaz à effet de serre, c'est qu'aujourd'hui ça dépasse l'avion. Bientôt ça va dépasser l'automobile. Là-dessus on rajoute que ça représente jusqu'à

10 % de la consommation d'électricité au niveau mondial. Alors j'aurais pu vous parler d'écogestes, et je sais que dans la maison vous faites beaucoup d'avancées là-dessus. Moi je voudrais saluer toutes les équipes qui sont regroupées au sein du Pôle numérique et données. Mais il faut aller loin et la volonté c'est un peu de renverser la table par rapport à ça. On va sensibiliser, on va conscientiser. On a commencé, et je remercie une fois de plus les services : il y a des conseillers numériques à l'extérieur dans le cadre de la ville intelligente qui vont aller dans les quartiers, qui le font déjà dans les Maisons pour tous, et qui s'adressent à des publics pour leur permettre d'accéder via le numérique à tout un ensemble de services. Auprès des agents et des citoyens, il y a des formations qui sont données pour les agents, et on les généralisera avec des fresques du climat – vous en avez peut-être entendu parler – et des fresques numériques.

Puis on a un outil formidable qui a été mis en place à la suite de la réorganisation – j'en remercie tout le monde – c'est le Pôle Numérique et Données. Vous voyez, on n'appelle plus ça la Direction des Services Informatiques (DSI) ; ce n'est pas un centre d'appels, ce n'est pas, pour ceux qui connaissent la maison, 7118, ce n'est pas pour réparer vos claviers. Numérique et données : c'est vraiment qu'il y a un sens politique derrière, parce que le numérique c'est notre monde à tous, et il faut l'appréhender, parce que derrière il y a des questions de liberté publique, pas des questions de la donnée ; c'est la question de la liberté publique. Ce n'est pas virtuel, ce n'est pas gratuit, ce n'est pas imaginaire : ça c'est bien réel.

Pour parler de sobriété, moi je vous dis juste quelques éléments, pour que vous ayez une idée du numérique et de l'impact. L'impact : 71 %, ça vient du matériel, c'est-à-dire vos ordinateurs, vos smartphones. Il faut que vous sachiez que Ville et Métropole, c'est 4 000 ordinateurs – je compte les portables et les fixes –, c'est 700 smartphones, c'est 300 copieurs. Si vous rajoutez le plan numérique exceptionnel de l'école, on est à des milliers d'ordinateurs, des milliers d'iPad. Tout ça, ça fait beaucoup de matériels. Il faut limiter ce matériel, il faut reconditionner, recycler. On en reparlera, il n'y a pas d'urgence.

Quand je suis arrivé, quand j'ai rencontré la Direction du Pôle numérique et données, je leur ai dit : *« écoutez, il y a beaucoup d'écrans dans cette maison, parce que c'est bizarre, est-ce qu'on a tous besoin d'avoir deux écrans – je parle pour les agents – est-ce que c'est utile pour tout le monde, est-ce qu'on ne pourrait pas commencer à réduire le nombre de moniteurs ? »* évidemment pas ceux qui sont recyclés, dans les nouvelles acquisitions, on va faire ça très correctement et très poliment, et pour que les usages soient respectés. Je leur ai dit : *« on va réduire le nombre d'écrans, on va réduire le nombre de matériels, parce qu'on va le constater à l'usage »*. Puis je leur ai fait une autre commande – en accord avec le Maire bien sûr – il va falloir s'interroger aussi, a-t-on besoin de smartphones de fonction ? Parce que moi ce qui m'inquiète dans le smartphone de fonction, c'est pourquoi avoir 2 smartphones quand on vient travailler à la Collectivité ? C'est quand même un souci. Est-ce que vous connaissez le coût environnemental d'un smartphone ? Il est hallucinant. Entre l'extraction des minerais jusqu'à son non-recyclage, c'est absolument délirant. Je pense qu'il faut s'interroger. Ce qu'on a besoin c'est de téléphoner, ce n'est pas d'avoir 2 ou 3 smartphones. En tout cas ce n'est pas à la Collectivité de régler. Par contre, évidemment, on n'empêchera pas forcément nos agents de téléphoner, puisque pour le coup ils sont au service du public. Alors on peut payer les communications, on peut payer les participations. Mais je crois qu'avoir 2 portables aujourd'hui payés par la Collectivité, ça me paraît compliqué. Ça c'est des objectifs.

Je vous fais grâce aujourd'hui de la participation citoyenne dont j'aimerais parler, je vous fais grâce du PCAET, du SPASER (Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Ecologiquement Responsables), de plein d'autres acronymes, parce qu'il y en a encore qui vont se rajouter, la loi REEN (Réduction de l'Empreinte Environnementale du Numérique), parce qu'ils aiment beaucoup

les acronymes au Gouvernement.

Je vous donne un dernier exemple, parce que le tout numérique, ce n'est pas une fin en soi, et il y a quelque chose qu'on va débrancher aujourd'hui après le Conseil municipal, Monsieur le Maire, avec votre accord : le tableau interactif qui sert pour afficher les arrêtés et qui est en bas de la Mairie – pour ceux qui savaient qu'il existait. Vous savez, il y a quelques années, il y avait des panneaux d'affichage devant les mairies et on posait les bans pour les mariages, c'est une obligation légale, les permis de construire, et ainsi de suite. Il se trouve que la loi a permis qu'on mette tout ça sur internet, à l'exception des bans pour les mariages et quelques petits documents. On a demandé, avec le Maire, aux services d'éteindre ce panneau parce qu'on va réafficher les bans en papier. Vous savez, le papier, le bois, c'est renouvelable. On va inverser la tendance. Le numérique, c'est quand on en a besoin, et quand on n'en a pas besoin – là c'est le cas – on va éteindre ce tableau interactif. C'est un geste, c'est symbolique, mais c'est le sens qu'on veut. Quand on parle *low-tech* et quand on veut que le numérique ait du sens, il faut que ça soit sobre, responsable et intelligent.

Il y aura beaucoup d'autres choses à vous annoncer, mais en fait cette délégation, elle se veut politique et avoir du sens et du sens par rapport aux choses. Là pour la sobriété, nous avons du travail. Mais je ne doute pas qu'avec toutes les équipes du pôle numérique et données, nous puissions y arriver. Merci.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Monsieur REYNAUD, pour votre propos. Je veux juste préciser qu'aucun élu n'a de portable payé par la Collectivité. Je veux bien qu'on soit clair. La loi nous y autorise, moi j'ai refusé. D'autre part, merci parce que la délibération c'est aussi la réutilisation, puisque l'ensemble des postes réformés par l'association d'insertion Nouas sera ensuite attribué à des associations, et donc permettra de soutenir leur activité plutôt que de se retrouver jetée. Enfin, on a des souvenirs de l'obsolescence programmée. Merci, sur votre propos. Là aussi, il faut agir sur les réductions d'émissions de CO<sub>2</sub>.

Y a-t-il des questions ? Madame SAURAT.

**Agnès SAURAT :** Non, pas une question, juste une remarque pour aller un peu plus loin, et rajouter de l'eau au moulin à Monsieur REYNAUD. Effectivement, le matériel c'est un sujet très important. Il y a 2 ans – et là je veux leur rendre hommage – les services de la Ville ont réactivé la Commission de la réforme du matériel que j'ai l'honneur de présider. C'est au cours de ces réunions de Commission où siègent plusieurs élus que j'ai demandé à ce qu'effectivement le réemploi soit la ligne de conduite. J'avais demandé à ce qu'effectivement, systématiquement, on recherche les milieux associatifs, scolaires pour pouvoir leur faire bénéficier de ces matériels-là. Juste un détail : sur la dernière Commission de réforme qui a eu lieu en fin de semaine dernière, nous avons un matériel d'imprimerie lourd, que j'ai demandé à diriger vers le lycée Champollion, puisqu'ils sont en manque de matériel, pour que les élèves puissent s'exercer et être au plus près des réalités de leur futur métier. C'était juste pour effectivement dire qu'à la Commission de la réforme, je demande systématiquement à ce que tout ce réemploi soit la doctrine.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame SAURAT. Madame TIKOUK, allez-y.

**Radia TIKOUK :** Je voulais juste préciser que l'association Nouas se trouve au Petit Bard, et que depuis déjà plusieurs années elle aide les associations qui sont à proximité de son association.

**Monsieur le Maire :** Dans une démarche d'insertion. Merci. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Flora LABOURIER.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 56 voix*

## **7. Culture et culture scientifique - Dossier de Candidature de Montpellier au titre de Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation**

*Mme J. FRECHE entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 7. Dossier de candidature de Montpellier au titre de Capitale européenne de la culture. On en a beaucoup parlé. Il faut formellement délibérer pour déposer le dossier. Ça doit être déposé à l'horizon décembre, avec une direction artistique confiée à Nicolas DUBOURG, qui est l'actuel Directeur du théâtre de *La Vignette* et qui mobilise tous les acteurs culturels du grand territoire, puisque nous sommes 142 communes engagées, et nous allons nous élargir prochainement. Le calendrier, il est connu, je le précise pour que tout le monde ait bien en tête : la sélection au premier trimestre 2023, où 4 villes seront retenues et la ville lauréate est choisie fin 2023 par un jury qui est composé de 12 personnes : 2 membres du Gouvernement et le reste, 10 membres de la Commission européenne qui ont une expertise en matière de culture ; 2 villes seront choisies pour être Capitale européenne en 2028.

Petit mot peut-être pour bien préciser : nous on s'est engagés dans cette aventure, pas pour faire une compétition avec d'autres villes. D'ailleurs on peut se réjouir qu'il y ait 10 villes qui portent une démarche de cette nature-là : c'est 10 villes qui s'engagent en faveur de la culture et qui cherchent à interroger, travailler sur les politiques culturelles sur leur territoire. Nous en tout cas nous portons notre candidature comme un plaidoyer en faveur de la culture, des artistes, de l'accès à tous...

*Un téléphone sonne en tribune.*

**Monsieur le Maire :** Décidément, le numérique, ça surgit de partout, Monsieur REYNAUD !

...comme un plaidoyer en faveur de la culture. Est-ce qu'il y a des questions sur ce point ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de l'unanimité. Ce sera dans le dossier ça.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 58 voix*

## **8. Culture et culture scientifique - Projet Mille formes - Contrat de coopération public-public entre la Ville de Montpellier et le centre Pompidou afin de créer un Centre d'Initiation à l'Art contemporain dédié à la petite enfance - Autorisation de signature**

*Mme M. HOUGUET, MM. S. JAWHARI, Y. NOSBE et A. ZANCHIELLO entrent en séance.  
M. C. ASSAF et E. ARIZTEGUI sortent de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 8. Très concrètement, politique culturelle et engagement de notre part. Je cède tout de suite la parole à Madame ROBIN pour présenter ce très beau projet que nous allons ouvrir pour les Montpelliérains et Montpelliéraines à l'horizon fin 2023, début 2024. Chère Agnès [ROBIN].

**Agnès ROBIN :** Merci, Monsieur le Maire. Un plaidoyer pour la culture, en effet, comme vous l'avez

indiqué à l'instant. Il s'agit ici d'une délibération très importante, qui vous demande d'approuver la création d'un Centre d'initiation à l'art pour la petite enfance. Cette décision s'inscrit évidemment dans le cadre de notre politique culturelle et de notre candidature à la Capitale européenne de la culture pour 2028. Il nous est apparu en effet très important de mettre à l'honneur l'accès à la culture pour les tout-petits enfants. En effet, de nombreuses actions d'Education à l'Art et à la Culture (EAC), sont menées pour les enfants de l'école primaire, pour les adolescents des collèges et des lycées. Toutefois, il nous restait à Montpellier à développer une offre culturelle pour les tout-petits. Depuis le début de ce mandat, nous avons mis en œuvre une politique à hauteur d'enfant. Je tiens d'ailleurs au passage à saluer l'action du MO.CO. en particulier, qui a organisé des ateliers pour les enfants autour de l'imposante et magnifique exposition de Berlinda DE BRUYCKERE – qui a d'ailleurs, je le signale également au passage, connu une belle réussite portant un 27 000 le nombre de visiteurs cet été, ce qui constitue un véritable score. Sous l'impulsion de Monsieur le Maire et sous la houlette de Madame Tasnime AKBARALY, nous avons créé une journée annuelle exclusivement dédiée à la petite enfance où la culture est toujours à l'honneur.

Lorsque l'on parle d'accès à la culture pour la petite enfance de quoi parle-t-on exactement ? L'on sait, parce que les études scientifiques l'ont montré, que la connaissance du monde par les enfants passe par la découverte sensorielle de celui-ci. Ainsi la découverte grâce à l'art contemporain par les enfants des « *Mille formes* », qui est le nom justement de ce nouvel espace, et qui est voué à remplir cet objectif, et qui sera installé dans les locaux de l'ancienne médiathèque Federico-Fellini. Il s'agit de faire découvrir des formes d'expression artistique grâce à des équipements conçus et pensés pour les tout-petits. L'ouverture de cet établissement sera le résultat d'une coopération public-public avec le prestigieux Centre d'art Georges-Pompidou qui a développé une très grande expertise dans le domaine de la médiation scientifique.

Le Centre d'art est conçu pour être ouvert gratuitement aux familles, car cet espace d'écoute, de rencontre et de création sera destiné à l'accueil des enfants avec leur famille. En s'appuyant sur les arts, loin de la culture réservée aux seules catégories sociales privilégiées, notre politique culturelle vous propose ainsi l'ouverture de ce Centre d'art parce que nous savons qu'il est aussi un outil puissant pour lutter contre les inégalités sociales, qui restent fortes à l'égard du patrimoine culturel. Notre dynamique se situe dans cet esprit de passeurs et de passeuses de culture, initiative que je salue de l'association Odette-Louise à Celleneuve et que nous soutenons et dont nous soutenons l'action, et qui a permis par exemple d'amener des mères de famille isolées au musée Fabre.

Il s'agit ici, donc, Mesdames et Messieurs, chers collègues, de nous faire entrer en partenariat avec le Centre d'art Georges-Pompidou sur une période de trois ans, avec un calendrier qui est un calendrier en 3 étapes, avec les 12 premiers mois qui consisteront dans la conception et l'implantation de l'équipement, la définition des axes de programmation et des modalités de leur mise en œuvre, les 6 mois suivants avec les travaux d'aménagement, l'élaboration du projet scientifique et culturel, la structuration et la formation de l'équipe, et enfin les 18 mois suivants avec évidemment l'ouverture et le développement du Centre d'art. C'est un partenariat qui fait que la Ville de Montpellier investira 495 000 euros et qui seront versés au Centre Pompidou pour l'ensemble du contrat, soit 165 000 euros par an de 2022 à 2024. Je vous remercie par avance d'approuver cette initiative qui est une initiative emblématique de la politique culturelle de la Ville de Montpellier. Merci.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame ROBIN. J'ouvre le débat. Madame AKBARALY. D'autres demandes de prise de parole ? Madame SERRANO, Madame DOMBRE COSTE. Madame AKBARALY.

**Tasnime AKBARALY :** Monsieur le Maire, chers collègues. Très clairement, à Montpellier, on fait le choix d'exposer les enfants à de l'éveil artistique et culturel, plutôt qu'aux écrans. Avec ce projet, on réaffirme ici notre mobilisation autour de cette période cruciale des 1 000 premiers jours, et notre engagement que l'éveil des petits Montpelliérains ne soit pas un privilège, mais tout simplement un droit universel. Je finirai par une petite phrase : Mille formes, 1 000 jours pour qu'à l'âge de 6 ans on réduise ces 1 000 mots d'écart observés entre les enfants issus de familles les moins favorisées, les plus isolées, et celles plus privilégiées. Je vous remercie.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame AKBARALY. Madame SERRANO.

**Célia SERRANO :** Le 21 janvier dernier, nous sommes partis à Clermont-Ferrand pour visiter un lieu inédit, un lieu d'initiation à l'art pour les 0-6 ans. Chez Mille formes, il y a des ateliers, une galerie d'expositions, un espace pour les bébés, une salle de projection et même une cuisine pour des expériences de design culinaire. Chez Mille formes, il y a des familles, des assistantes maternelles, une équipe qui discute beaucoup, mais surtout des petits, des grands et tout-petits, parce que c'est là l'inédit : un lieu inclusif, en cela qu'il accueille tout le monde, des bébés aux CP, en accès libre, toute la journée et toute la semaine ; un lieu inclusif, en cela qu'il convoque tous les arts, du design à la peinture, de l'architecture à la danse. Mille formes pour 1 000 expériences, pour 1 000 inventions. Un lieu qui accueille l'art en pleine Ville, ici à Montpellier, dans tous les domaines, avec les artistes et pour tous les artistes que nous sommes. Pour que l'art rentre par la porte des sens, pour que l'art soit à portée de main, de bouche, de nez, d'oreille et de vibration. Une autre « *maison commune* », comme j'aime les appeler, où l'on vient, on passe la porte, on se déchausse, on s'installe, on touche, on part, on revient, on discute, on s'allonge, grands et petits. Une maison dans laquelle chacun d'entre nous est reconnu comme être de culture et de création, dans la jolie lignée des droits culturels que nous, élus Ecologistes, nous défendons. Telle est la volonté des élus Ecologistes de construire ces maisons mondes, où l'espace des possibles se crée, où nos imaginaires se réinventent et nous permettent de façonner le réel, nos nouvelles réalités dans notre histoire commune et partagée.

Qu'y a-t-il de si important dans l'art ? Il y a 1 000 réponses, mais une s'impose peut-être, là maintenant : la création nous raconte surtout quelque chose de nous, quelque chose en nous. Alors ici maintenant, nous nous engageons, femmes et hommes politiques, femmes de la direction, chargés de mission, conseillers, artistes et partenaires, nous creusons l'inédit, nous travaillons ensemble pour que cette maison existe, qu'elle remplisse l'ancienne bibliothèque Fellini, occupe la place, déborde, inonde l'espace. Nous œuvrons pour créer un espace des imaginaires, cet espace des possibles, l'espace en nous pour s'allonger, toucher, se surprendre, vibrer, se suspendre et sourire. À bientôt.

**Fanny DOMBRE COSTE :** Merci. Je rajouterai simplement qu'on ne dira jamais assez l'intérêt de la gratuité des transports pour le déplacement des enfants des écoles, dans tous les lieux sportifs et culturels de la Ville. La gratuité des transports a été un outil formidable d'incitation à faire classe dehors, d'aller à la rencontre des lieux de culture. L'emplacement formidable qui a été choisi, qui est la médiathèque Fellini, en plein cœur de la Ville, va permettre à tous les enfants de Montpellier, quel que soit le quartier dans lequel ils vivent, d'accéder à ce magnifique outil, aussi pendant le temps scolaire.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame DOMBRE COSTE. Je vais quand même rajouter un petit mot. On fait un partenariat avec Georges-Pompidou, qui est l'une des plus grandes institutions culturelles de notre pays. Nous faisons un partenariat sur une tranche d'âges. Madame AKBARALY et Madame ROBIN l'ont évoqué : aujourd'hui il faut lutter contre les écrans. Il faudrait presque interdire aux 0-3 ans les écrans, tant d'ailleurs nos personnels des crèches nous alertent sur les ravages des écrans dans le développement des enfants. Un centre d'art contemporain pour les enfants de 0 à

6 ans : les maternelles, les assistantes maternelles, nos crèches publiques et autres d'ailleurs, et puis aussi ouvert à tous, pour les grands-parents, les parents qui pourront laisser les enfants dans un lieu central de la ville – vous l'avez très bien dit Madame DOMBRE COSTE – accessible en tramway et grâce à la gratuité des transports qui aujourd'hui permet une immense fréquentation des jeunes par le cadre scolaire de nos équipements culturels. C'est un vrai choix que nous faisons. Nous pourrions ne pas le faire, mais nous le faisons, parce qu'à Montpellier c'est une ville qui est profondément associée à une ambition en faveur de la culture et à une ré-interrogation et à un enrichissement de ses politiques culturelles. Donner accès à l'art contemporain entre 0 et 6 ans, c'est un choix extrêmement fort, parce que beaucoup de ces enfants, par les déterminismes sociaux que les rapports de la sociologie analysent, peuvent être privés de cela. Là nous allons nous en donner les moyens. À Antigone, Mille formes Pompidou, ensuite la médiathèque qui elle-même, Emile-Zola, porte un grand projet, guère loin, le musée Fabre, guère loin, le Pavillon populaire, guère loin, l'opéra Comédie, où à la fin de chaque année scolaire de plus en plus de chœurs d'enfants jouent à l'opéra. C'est ça Montpellier. C'est ça que nous portons. C'est cette ambition autour de la culture, autour de l'émancipation par la culture. Ce sont ces choix-là que nous défendons.

Quand nous posons notre candidature de Montpellier Capitale européenne de la culture – et merci de l'unanimité – on ne fait pas ça pour créer un service supplémentaire, comme un acte de consommer ; on porte ça parce que c'est une conviction profonde de cette Ville, de cette équipe municipale qui est au cœur de notre engagement. Je le dis, pour le mien, il est total en faveur de la culture, des arts, des lettres et de son accès à tous – nous le faisons. Je le dis un peu fortement en début de séance, le mois de novembre on repart sur beaucoup de choses en matière de culture, mais je crois que c'est important que nous, dans cette Assemblée on s'engage – et j'espère que nous aurons là l'unanimité. Au moment où dans le monde on tue des gens parce qu'ils sont artistes – c'est le cas en Afghanistan ou en Iran – on est obligé de faire des films sous le manteau à cause du régime des mollahs, et que la liberté artistique n'est pas garantie. À l'heure où dans notre propre continent, notre propre Union européenne garante de la paix, les régimes illibéraux, celui de Viktor ORBAN, tuent les budgets des théâtres pour tuer la liberté de création. À l'heure où Vladimir POUTINE, après avoir massacré des civils, mais aussi détruit le théâtre de Marioupol, et hier un temple de la connaissance pour la jeunesse qui est l'Université. Il faut qu'il y ait des territoires où il y ait des plaidoyers, où on dise que nous défendons les artistes, que nous défendons l'accès de tous et toutes à la création. C'est ça qui est en jeu et c'est pour ça que nous ne sommes pas en compétition. Nous sommes un territoire qui porte ce plaidoyer.

Parfois on se dit : quelle est l'identité de la Ville de Montpellier ? C'est quoi Montpellier ? C'est sa jeunesse, bien sûr, c'est son innovation, c'est l'énergie de la ville. Mais c'est aussi son pacte entre le territoire et l'engagement pour la culture. C'est essentiel que nous portions cela. Je veux le dire ici devant l'Assemblée municipale : c'est un vrai choix. Quand nous aurons l'inauguration, on se dira les choses, mais nous semons pour l'avenir. Le grand honneur de la politique, c'est l'ingratitude de la reconnaissance. Oui, les enfants de 0 à 6 ans, comme Madame SERRANO a essayé d'en parler, Madame ROBIN, Madame AKBARALY, ils seront éveillés par l'art contemporain, et aucun membre de cette Assemblée n'aura la reconnaissance de ces enfants parce qu'ils auront goûté à l'art. Mais nous savons que nous semons ainsi pour leur bien et pour l'avenir, parce qu'il vaut mieux les arts que les écrans, il vaut mieux des espaces où on défend, on promeut la liberté artistique, où on ouvre des lieux de culture pour mieux répondre d'un point de vue politique, philosophique et de civilisation face aux actes de barbarie, dont les premières cibles sont les femmes, les artistes. C'est cela que nous défendons. Je peux le dire avec beaucoup de force : cette délibération, ce partenariat, ce n'est pas pour faire un équipement de plus ; ça s'inscrit pour donner une ambition encore plus forte en faveur de la culture et ce projet inlassable, si exigeant et si difficile, qu'est l'émancipation. Donc on aura rendez-vous fin 2023, début 2024. Les enfants ne nous diront pas « *c'est super* », mais par contre des grands-parents ou des familles comme je l'ai vu dans les rues de Clermont-Ferrand avec son Maire –

qui est un élu formidable – Olivier BIANCHI, des gens dirent « *c'est très bien de donner accès à la culture aux plus petits* ».

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup pour cette unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 60 voix*

**9. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier de la Cité Créative - Avenue de Toulouse - Rive Ouest - Section Chasseurs / Bugarel - Ville de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et d'enquête parcellaire - Approbation**

*M. C. ASSAF et E. ARIZTEGUI entrent en séance.*

*M. M. REYNAUD sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 9. Madame FAYE.

**Maryse FAYE :** Je vais être assez rapide, parce qu'en fait après cette belle délibération pour les enfants, je vais vous parler d'une procédure – quand on parle de procédure, c'est parce qu'on veut aller plus vite que ce qui est fait normalement sans procédure. Je vais vous parler du parc Montcalm. Le parc Montcalm, c'est 23 hectares que nous avons déjà sacralisés lors de différents Conseils municipaux. Mais aujourd'hui force est de constater qu'il est ouvert sur la Cité créative et sur la rue des Chasseurs, mais il est clos sur son autre côté. Aujourd'hui nous devons nous prémunir et nous donner les moyens juridiques pour ouvrir cet espace qui est une véritable pépite sur l'avenue de Toulouse, et ainsi faire la liaison : c'est ça l'objectif de cette déclaration d'utilité publique, faire la liaison avec le quartier Croix d'argent et requalifier le front bâti. Je vous propose de lancer cette déclaration d'utilité publique dans le cadre de la ZAC de la Cité créative, et ceci aura pour but donc d'acquérir tous les immeubles qui sont le long, que vous voyez sur le PowerPoint...

**Manifestants en tribune :** Logement pour tous ! Des logements pour tous, des logements pour tous, des logements pour tous...

**Monsieur le Maire :** Monsieur ? Monsieur. Ok. Je demande l'application du règlement de l'Assemblée. À l'extérieur vous pouvez tout à fait vous exprimer, et même je vais vous répondre...

**Manifestants en tribune :** A l'extérieur c'est là où il y a les étudiants justement : dans la rue.

**Monsieur le Maire :** Monsieur, il n'y a pas de discussion, donc je demande à la police de bien vouloir faire sortir les banderoles, et de respecter le débat de l'Assemblée. Allez-y Madame FAYE, poursuivez votre intervention.

**Maryse FAYE :** Oui, donc vous avez sur le plan...

**Monsieur le Maire :** Merci de l'accepter calmement, merci.

**Maryse FAYE :** Merci Monsieur le Maire. Je reprends donc la parole pour...

**Manifestants en tribune :** Merci Monsieur le Maire, les 30 étudiants et étudiantes qui sont



actuellement à la rue, c'est votre responsabilité.

**Monsieur le Maire :** Madame FAYE.

**Maryse FAYE :** Donc sur l'ensemble de cet îlot qui est le long de l'avenue de Toulouse, nous avons déjà des propriétés que nous avons acquises à l'amiable et sur lesquelles il y a déjà des opérations, par exemple de logements intercalaires, avec mon ami Michel CALVO. C'est vrai que ces acquisitions se faisaient à la petite semaine, et aujourd'hui il faut que nous allions beaucoup plus vite sur ces acquisitions pour ouvrir ce parc, ce poumon vert, sur l'ensemble du quartier Cité créative et Croix d'argent particulièrement. Il faut que ce parc respire, c'est un poumon vert.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame FAYE. Y a-t-il des questions sur ce point ou des demandes de prise de parole ? Madame YAGUE et Madame DOULAIN.

**Annie YAGUE :** Merci de me donner la parole, c'est juste pour une question. Il y a beaucoup de résidents de ce quartier qui posent la question : que va devenir cet ancien site, en effet, de la Pépinière, qui avait été là pendant de nombreuses années ? C'est un souci pour eux, pour ceux qui habitent la rue des chasseurs, mais aussi ceux qui sont à proximité. Ma question c'est juste : où peuvent-ils se renseigner sur les projets qui vont être mis en place ? Est-ce qu'il y a déjà des projets précis qui ont été sélectionnés ? Où peuvent-ils les voir ? C'est tout.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame YAGUE. Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN :** Merci, Monsieur le Maire. Il est question dans cette délibération de la ZAC EAI, maintenant Cité créative, et je souhaiterais quand même profiter de l'occasion pour pointer les problématiques de logements étudiants. Ça a bien été fait par le Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier (SCUM), qui vient porter la parole de 30 habitants qui aujourd'hui sont sans logement, et j'explique le lien avec la délibération. Sur cette ZAC, on nous a beaucoup parlé du développement du logement participatif intergénérationnel et du développement du logement étudiant. C'est une ZAC qui est en cours de construction, et pour l'instant la seule réalisation en termes de logements étudiants sur cette ZAC, c'est une résidence étudiante privée du groupe Artémisia, qui est un groupe présent partout en France, avec – je suis allée vérifier sur leur site internet – des logements qui sont des chambres de 18 m<sup>2</sup> pour 500 euros par mois hors charges. Une résidence étudiante privée par-là, une résidence étudiante privée ici, et on se retrouve avec ce cri de colère ce matin sur le fait qu'il manque véritablement une offre pour les étudiants dans notre Ville.

Je crois que cette sonnette d'alarme, il nous faut l'entendre. 470 euros : c'est aujourd'hui le prix moyen qu'un étudiant doit déboursier tous les mois pour se loger, et c'est le premier poste de dépense des étudiants. Pour un étudiant aujourd'hui, c'est jusqu'à 60-75 % de ses revenus, fléchés sur le coût du logement. A ce titre, une place en CROUS est 2 à 3 fois moins onéreuse, c'est donc 2 à 3 fois moins de pression mise sur les étudiants. Mais le problème c'est que les places en CROUS couvrent seulement 10 % des besoins aujourd'hui de logements étudiants. Ce manque de places en résidences étudiantes publiques se traduit dans notre Ville – il faut bien le dire – par la prolifération des résidences étudiantes privées, qui pratiquent des prix hors sol et qui tirent les loyers vers le haut. Lorsque ces résidences étudiantes privées sont pleines, les étudiants se tournent alors vers les agences de location classiques, et c'est la course aux garanties, des loyers également élevés, et donc c'est la boule au ventre à chaque fois qu'on dépose un dossier de demande de logement, pour des logements qui sont aussi parfois souvent des passoires énergétiques, voire insalubres.

On se retrouve donc aujourd'hui dans cette situation à Montpellier, où 30 étudiants à la mi-octobre

qui sont sans logement, qui vont du coup devoir jongler entre le canapé de leurs amis, les nuits à l'hôtel, et puis parfois les allers et retours chez leurs parents qui sont parfois éloignés. C'est une situation qui est extrêmement précaire. Il est ici question de leur présence à l'Université, de questions de santé publique, et je crois qu'il faut prendre à bras le corps ce sujet. Nous le savons, ces 30 étudiants, c'est la partie émergée de l'iceberg, de la question de la difficulté du logement des 70 000 étudiants dans notre Ville.

Alors voici ma question. Au-delà des dispositifs d'encadrement des loyers, au-delà de l'offre proposée par ACM spécialisée sur les étudiants en cours de développement, et dont nous soulignons l'importance et qui vont dans le bon sens, que prévoyez-vous pour répondre à l'urgence de ces étudiants et pour assurer au plus vite un toit et des conditions dignes et d'études saines pour ces derniers ?

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame DOULAIN. Juste quand même – je vais donner la parole à Monsieur SAUREL – sur le site de la Cité créative, il existe une résidence étudiante gérée par le CROUS. Il y a effectivement une résidence privée, dont vous avez indiqué les montants, mais il y a, de mémoire, 170 logements qui ont été mobilisés pour le CROUS et qui permettent de répondre à cette offre-là.

**Alenka DOULAIN :** *Intervention hors micro.*

**Monsieur le Maire :** Soyons bien rigoureux. Vous le reconnaissez : elle existe, et c'est déjà très bien. Je me souviens, j'étais l'Adjoint à l'urbanisme à l'époque, on avait mobilisé d'urgence ce dispositif, et l'enjeu c'est de reconstituer, enfin on va voir comment... L'offre, c'est pour treize ans, donc on va suivre. Ne laissons pas entendre qu'il n'y a pas aussi une offre publique.

Monsieur SAUREL, vous souhaitiez dire un mot.

**Philippe SAUREL :** Un petit mot, Monsieur le Maire, chers collègues, pour soutenir la proposition de Madame FAYE, parce que c'est un acte d'urbanisme très clair, ce qui est proposé dans cette délibération. C'est l'ouverture du parc Montcalm sur la nouvelle configuration de l'avenue de Toulouse, qui est pour certains décrite comme une entrée de Montpellier. Nous avons installé un processus de préemption en fonction des mutations. Cette délibération vous donne la possibilité d'aller plus vite. Dans la mesure où les aménagements du parc sont chronologiquement adéquats et bien d'organisés, pour moi c'est bien de faire cela. Il faut le faire. C'est un acte d'urbanisme qui permet à la Ville de s'ouvrir et de proposer au maximum d'habitants l'usage quotidien du parc Montcalm, tout simplement.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Monsieur SAUREL, pour votre intervention. Effectivement le coût pour la Collectivité du parc, c'est une enveloppe de 30 millions d'euros. C'est un choix budgétaire, d'ailleurs qui a été initié par Hélène MANDROUX, vous-même, et sur son extension, que nous avons confortée. 30 millions d'euros pour avoir cette emprise comme un parc. L'enjeu c'est bien d'en faire le parc de tous les habitants de la Ville et de son ouverture sur l'avenue de Toulouse, donc sous procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), pour pouvoir accélérer cette ouverture avec la transformation de l'avenue de Toulouse qui, d'ores et déjà se perçoit avec l'arrivée de la ligne 5 du tramway.

Madame YAGUE, sur la question des serres et de l'information habitant-riverain sur globalement la dynamique du projet : je le prends là comme une demande à laquelle nous devons répondre. On a à la Mosson et aux Cévennes fait une Maison du projet et c'est très bien, les gens peuvent venir,

viennent récupérer de l'information. Des gens sont venus, donc tant mieux. Je crois qu'on a aussi besoin d'un espace comme ça, peut-être pas toute la semaine, mais sur lequel il y a un jour où on explique la temporalité du projet, les évolutions. Aujourd'hui on ne l'a pas, ça n'existait pas, mais j'en prends l'engagement pour qu'il y ait au moins une forme de permanence, d'information, de plus grande pédagogie de l'action. Sur le devenir de la fameuse pépinière, qui déjà préoccupait Raymond DUGRAND il y a fort longtemps, nous attendons la fin – vous allez me dire, souvent on attend la fin – des études hydrauliques, et on a un sujet eau pour pouvoir précisément nous fixer sur cette transformation.

Vous voyez, ça me permet d'amener la réponse à Madame DOULAIN, la conviction commune : nous avons des problèmes de logement dans notre Ville, nous avons beaucoup de problèmes de logement. Nous avons les 25 000 personnes qui sont en attente sur les logements sociaux. Nous avons cette population étudiante, dont je comprends le désarroi et dont je salue la solidarité à l'égard de ceux qui sont en difficulté. Nous avons les difficultés des personnes en grande vulnérabilité, pour lesquelles nous sommes aussi très mobilisés. Nous avons aussi conscience des prix de l'immobilier, et c'est là tout l'enjeu d'arriver à construire des logements, dans des cadres qui sont pertinents, pour ne pas déstabiliser certains quartiers, et à trouver un équilibre entre ces défis. Je nous rajoute la contrainte, ce n'est pas une contrainte, c'est un engagement et c'est une nécessité : la réduction de l'artificialisation des sols.

Aujourd'hui on a pris une première mesure qui est l'encadrement des loyers, où précisément c'était souvent là, sur le logement étudiant avec la forte rotation des baux, que nous avions une hausse des loyers. On va voir les effets de cette mesure, même si c'est les propriétaires-locataires qui doivent signaler, mais au moins nous avons ce dispositif. Deux : c'est de tenir les objectifs du plan local de l'habitat. Trois : c'est de garantir une offre sociale de logements étudiants. Nous y sommes puisque je crois qu'on est à 340 logements supplémentaires qui vont être réalisés, que nous portons conjointement avec le CROUS, donc sur les deux emprises de la Voie Domitienne. Quatre : nous faisons un travail sur la Mosson – et j'aurai l'occasion d'aller le voir – de logements étudiants à des loyers très bas, en contrepartie de services et de soutien scolaire. Nous voulons développer cette approche d'innovation sociale. Ça a cartonné, ça a été rempli, enfin on peut toujours compter sur la générosité des étudiants. Cinq : nous essayons de travailler sur une population aussi très fragile que sont les doctorants, qui ont parfois des problèmes de logement, qui sont sur des contrats de recherche plus courts, qui sont de passage dans notre ville.

On essaye d'apporter des réponses, en tout cas nous on prend notre part, parce que cette responsabilité du logement étudiant, c'est une responsabilité de la ministre de l'Enseignement supérieur, qui a tutelle sur les œuvres universitaires. Nous – je le dis très régulièrement au Directeur du CROUS – on est à votre disposition pour vous accompagner dans l'offre sociale des logements, et que le système dit AGLAE, si ma mémoire est bonne, qui permet justement que les étudiants d'origine sociale modeste puissent accéder au logement étudiant.

En tout cas, je veux vous rassurer : il n'y aura pas de ma part de conservatisme sur le soutien au logement étudiant, tout comme sur le logement social, tout comme sur la nécessité de répondre aux besoins de logement. C'est un enjeu qui est majeur. Il en va de la dignité. Nous nous efforçons de l'accompagner. Je l'évoquais tout à l'heure : on a utilisé de nombreux outils pour des gens qui eux étaient depuis très longtemps dans des situations de détresse. Je ne doute pas d'ailleurs qu'on pourra compter sur le soutien de tous et toutes sur ces différents dossiers. Je partage un point : il y a une offre privée ; c'est clair qu'elle doit être beaucoup moins importante que ce qu'elle n'a pu exister de par le passé, car c'est une fausse bonne idée quand on vient nous dire que le privé vient faire du logement étudiant, parce qu'en général il mute. Nous on est à la disposition du CROUS pour essayer

de l'accompagner. Je veux remercier la Région qui, dans le Contrat de Plan Etat-Région (CPER), va engager ces financements.

Je mets aux voix la DUP de l'avenue de Toulouse. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 52 voix*

## **10. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Démarche citoyenne d'Habitat participatif - Continuité du plan d'actions - Approbation**

*Mmes V. BRUNET, C. GIMENEZ, F. LABOURIER et M. B. PATERNOT (avec le pouvoir de Mme C. RIBOT) sortent de séance.*

*M. C. ASSAF sort définitivement de séance et donne pouvoir à M. M. CALVO.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 10. Madame FAYE. On va essayer d'accélérer un peu.

**Maryse FAYE :** L'habitat participatif, c'est quoi ? C'est le regroupement de familles qui décident de construire, de réaliser un parcours, un projet de vie collective qui correspond à leur aspiration de partage, à leurs moyens financiers et qui ont une approche constructive pérenne et non spéculative, et qui répond aussi – vous l'avez souligné tout à l'heure Monsieur le Maire – à une mixité sociale vers laquelle on doit tendre. Nous vous proposons aujourd'hui de réserver au moins un lot par ZAC, comme par exemple la ZAC Beausoleil qui va faire l'objet d'un appel à candidatures prochainement, et sur ces lots, nous les mettrons en concurrence avec un appel à candidatures, parce que les demandes sont nombreuses. Ces demandes sont nombreuses parce qu'effectivement c'est une nouvelle forme d'habitat qui permet à certaines familles de se regrouper, même si elles ne se connaissent pas, mais qui avec ce projet commun permettent d'avoir une vie de collectivité, comme par exemple la plus ancienne qui est sur Montpellier, le Mas Cobado, qui a déjà fait ses preuves. Il y en a une autre qui est en cours sur Clemenceau. Il y en a une autre en cours qui est sur la Cité créative – dont on parlait tout à l'heure – et qui justement innove aussi dans son mode de constructibilité, par exemple avec des matériaux biosourcés. Là, pour l'exemple, ils se servent de la terre extraite du parking pour construire des murs et des cloisons sur leur partie habitée. Vous voyez que ces opérations sont aussi des moyens de régénérer des habitats nouveaux et avec des matériaux biosourcés.

Parmi nos politiques, justement, de logement dont on parlait à l'instant, qui sont nombreuses, il y a aussi celle-ci : c'est une nouvelle façon, une nouvelle manière d'habiter ensemble, en se réappropriant l'acte de penser et de produire son logement. Dans le cadre de la production plus et de la construction mieux, nous sommes véritablement solidaires de ces opportunités qui se font jour grâce à ces familles qui ont envie de créer leur nouveau parcours de vie.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame FAYE. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Nous préciserons en décembre auprès des acteurs de l'habitat participatif la liste précise des lots que nous programmons pour lancer, pour continuer à impulser ces démarches qui, comme l'a décrit Madame FAYE, font beaucoup de bien dans les quartiers.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 56 voix*

*Applaudissements en tribune.*

**Monsieur le Maire :** Alors, de la même manière que les banderoles, les applaudissements, c'est non. Il y a une neutralité, enfin pas une neutralité, il y a une transparence des travaux, voilà. Rendez-vous en décembre pour donner la liste des lots, c'était mon engagement. Merci.

#### **11. Ville éducative et réussite scolaire - Cité Educative Mosson-Montpellier - Plan d'actions 2022 - Attribution de subventions - Approbation**

*Mmes M. MASSART (avec le pouvoir de M. S. JOUAULT) et R. TIKOUK sortent de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 11. Cité éducative. Y a-t-il des questions auprès de Madame DOMBRE COSTE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 52 voix*

#### **12. Ville éducative et réussite scolaire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2022 - Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 12. Attribution de subventions. Y a-t-il des questions auprès de Madame DOMBRE COSTE ? Pas de questions. Abstentions ? Contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSÉ, M. Mikel SEBLIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 50 voix*

#### **13. Ville éducative et réussite scolaire - Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants portés par l'association Francesco Tonucci - APS Francesco Tonucci - Approbation**

*MM. PATERNOT (avec le pouvoir de Mme C. RIBOT) et M. REYNAUD entrent en séance.  
Mme C. SERRANO sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 13. Je donne la parole à Madame DOMBRE COSTE pour une présentation de cette affaire.

**Fanny DOMBRE COSTE :** Merci, Monsieur le Maire. Vous vous rappelez que nous avons reçu au mois de juin Francesco TONUCCI qui est venu à Montpellier à la rencontre du relais des enfants – l'association dont on vient de renouveler la subvention – mais également nous rencontrer et rencontrer la communauté éducative pour partager avec nous sa vision de l'éducation et de l'émancipation d'un enfant et de la place de l'enfant dans la ville. C'est effectivement ce livre qui avait beaucoup contribué

à forger notre projet politique lors de la campagne des élections municipales, et que nous portons désormais aujourd'hui depuis 2 ans maintenant : construire la ville des enfants.

Alors, « *construire la ville des enfants* », ça veut dire quoi ? Ça veut dire d'abord, et nous avons donc eu à l'occasion d'un voyage à Pontevedra avec l'administration, délégation que j'ai conduite avec mon collègue Boris BELLANGER, nous avons pu observer une Ville qui est rentrée dans le réseau de Francesco TONUCCI pour justement construire la ville des enfants. Cette Ville de Pontevedra est tout à fait extraordinaire dans son approche, puisqu'elle a effectivement sorti les voitures de transit, comme nous tentons de le faire à Montpellier, elle a sécurisé l'espace public, mais elle a surtout travaillé sur le partage de l'espace public, pour que les enfants se sentent en sécurité et en liberté dans la ville, et c'est tout à fait stupéfiant parce que cette ville, pour tout vous dire, a des places très vivantes au cœur de la cité. Ces places sont utilisées dans la journée pour les cours de récréation, et le soir les restaurants, quand l'école est fermée, installent leur terrasse. Vous voyez, cette Ville de Pontevedra est allée évidemment très loin dans sa mise en œuvre des recommandations de Francesco TONUCCI.

Bien sûr, ça n'est pas le modèle que nous allons adopter, mais nous allons tendre vers un espace public mieux partagé, pour que les enfants s'élèvent, que les enfants appréhendent leur rapport au monde et leur rapport à leur environnement de façon plus sécurisée et plus créative. On sait qu'un enfant expérimente par le jeu : c'est comme ça qu'il apprend, qu'il procède à l'acquisition de ses apprentissages et de ses compétences, et nous adultes nous devons favoriser ces apprentissages aussi en lui laissant des espaces d'aventure, des espaces d'expérimentation par le jeu. C'est tout ce travail nous allons le faire en adhérant au réseau de Francesco TONUCCI, ce qui va nous demander de mettre en place un laboratoire de la ville des enfants avec l'ensemble de la communauté éducative et tous les acteurs qui œuvrent au bien-être des enfants, mais pas que, puisque bien sûr seront aussi concernés tous ceux qui œuvrent sur tout ce qui est biodiversité par l'usage des parcs publics, mais également les commerçants. Nous allons mettre en place un groupe de travail enfant, puisque dans ce projet de Francesco TONUCCI la parole est donnée aux enfants et que les politiques publiques se construisent avec eux.

Le projet de l'entrée dans ce réseau, c'est véritablement de changer de paradigme, de changer et d'inverser ce regard, et donc de construire les politiques publiques avec en priorité le regard de l'enfant. Quand on construit une Ville pour les enfants, on la construit pour tous, pour les personnes en situation de handicap comme pour les seniors.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame DOMBRE COSTE. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ? L'intérêt pour nous aussi, de ce réseau, tout ce que vous avez dit, c'est que précisément c'est cette expertise-là qui va nous aider pour réaliser de manière très concrète des aménagements qui ont vocation un peu à être inspirants, et en particulier plusieurs parvis d'école, plusieurs espaces publics devant les écoles – on pense à Miro, on pense à Auguste Comte, à Chaptal, à Lamartine, et donner à voir. Cette adhésion, elle ne doit pas être juste de forme ; on va travailler là-dessus.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 55 voix*

**Monsieur le Maire :** Il y a une petite erreur qui est dans la délibération 11 : on doit voter 88 000 euros pour la Cité éducative au lieu de 54 000 euros. Donc je remets aux voix la 11. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Délibération dûment modifiée. Adoptée.

**14. Petite enfance et enfant dans la Ville - Relais Petite Enfance Port Marianne -  
Convention entre la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le  
Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature**

*Mmes V. BRUNET, M. MASSART (avec le pouvoir de M. S. JOUAULT) et R. TIKOUK entrent en séance.*

*Mme J. FRECHE sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 14. Madame AKBARALY sur le développement d'un nouvel équipement de proximité petite enfance. Allez-y.

**Tasnime AKBARALY :** Il s'agit ici de faire voter la création par la Ville de notre huitième relais petite enfance. Pour rappel, un relais petite enfance c'est un lieu qui a vocation d'accompagner, d'informer les parents, un lieu d'échanges pour contribuer au soutien à la parentalité, un lieu qui permet aux parents de trouver un mode d'accueil individuel où l'on explique, on rappelle l'importance de la figure d'attachement, on explique qu'accueil individuel ne signifie pas accueil isolé mais accueil personnalisé. C'est un lieu aussi qui permet aux assistantes maternelles d'échanger, de participer à de nombreuses actions d'éveil. Je rappelle ici que nos assistantes maternelles accueillent près de la moitié des tout-petits Montpelliérains qui bénéficient d'un mode d'accueil. Elles ont besoin d'être valorisées. Nous avons besoin de développer l'attractivité de notre territoire à ces professionnels. Donc ce relais contribue bien évidemment à rendre attractif notre territoire pour ces professionnels.

Je rappelle, Monsieur le Maire, que vous êtes le premier Maire à avoir invité et accueilli les assistantes maternelles lors de la journée nationale des assistantes maternelles, que l'on célèbre traditionnellement dans notre Ville le 19 novembre, et on veut en faire évidemment une fête – cette année bien entendu nous serons au rendez-vous. Des assistantes maternelles à qui on propose depuis septembre – ça a été voté au Conseil municipal d'avant l'été – la gratuité du musée Fabre. Des assistantes maternelles à qui on fait bénéficier toutes les actions en matière d'éveil culturel des tout-petits, ce qui me donne l'occasion de rappeler qu'en novembre nous nous engageons sur le mois du festival de l'éveil des tout-petits, et j'invite évidemment tous ceux qui nous écoutent à y participer.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame AKBARALY. Est-ce qu'il y a des questions sur ce rapport ? Les bébés ne peuvent pas parler, pourtant ils diraient que c'est bien. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 58 voix*

**15. Ville fraternelle et solidaire - Legs GRUAT GUIRAUD - Lancement d'une opération  
mixte sur un terrain situé 1457 rue Pioch Boutonnet visant la construction d'une  
crèche et d'un EHPAD - Approbation**

*Mme F. LABOURIER entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 15. Monsieur CALVO. Allez-y.

**Michel CALVO :** Il s'agit d'annoncer le lancement d'une opération mixte sur le terrain situé rue du Pioch Boutonnet, la construction d'une crèche, d'un EHPAD et la mise en place sur les terrains décalés de jardins et de production d'espaces végétalisés. La construction d'un établissement d'accueil de jeunes enfants pour 44 places, qui peut monter jusqu'à 55 places en cas de suractivité.

La construction d'un EHPAD, résidence médicalisée, pour 100 places avec divers services qui sont énoncés dans la délibération. L'implantation d'espaces végétalisés, puisque nous sommes sur une parcelle où la constructibilité est limitée à 30 %. C'est le lancement d'une opération qui sera confiée à la SA3M et donc nous aurons largement l'occasion de rediscuter à chaque étape.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur CALVO. Madame YAGUE, souvent vous nous avez interpellés sur ce sujet, donc nous y sommes et donc c'est une opération importante. C'est le legs GUIRAUD : il y a dans notre ville des personnalités qui font des legs à la Collectivité, donc on respecte ces volontés sur le caractère social, puisque ce sera des établissements petit enfance et pour nos seniors, qui seront réalisés, ça sera mixte, en haut de la rue Pioch de Boutonnet. L'opération globale, c'est 19,4 millions d'euros, qui sera portée dans le cadre de la PPI du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Y a-t-il des questions ? Madame YAGUE, allez-y.

**Annie YAGUE :** Merci. Juste pour vous dire ma satisfaction en effet que ce projet démarre. C'est un projet qui est important et qui surtout mettra en sécurité les résidents qui, jusqu'à présent, étaient dans l'espace Montpellieret, qui pouvaient être au centre-ville à avoir d'énormes avantages. Il a aussi le désavantage d'être extrêmement ancien et de mal répondre aux obligations de sécurité qui nous obligent envers les résidents. Voilà, merci.

**Monsieur le Maire :** Merci à vous, Madame YAGUE. Effectivement, le personnel de Montpellieret est formidable, mais là pour accueillir des personnes nonagénaires, ça devient difficile. Ça va être un très beau projet que va porter notre CCAS. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSÉ, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 47 voix*

## **16. Santé - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association afa Crohn RCH France - Approbation - Autorisation de signature**

*Mmes C. GIMENEZ et C. SERRANO entrent en séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 16. Madame BRUN-MANDON, rapidement, mais là aussi c'est quelque chose de très important.

**Élodie BRUN-MANDON :** Effectivement, Monsieur le Maire, merci. Rapidement, nous allons signer une convention avec l'association qui défend les malades de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin et notamment les malades de la maladie de Crohn. Cette convention, nous allons la signer avec la principale association afa Crohn RCH, à destination des porteurs de la carte « *usage toilettes* » pour leur mettre à disposition l'accès au patrimoine municipal, pour qu'ils puissent avoir accès aux toilettes rapidement. La maladie de Crohn, c'est une maladie qui fait des ravages sur le plan familial, social et professionnel, et ces personnes concernées doivent constamment anticiper leurs déplacements. Je voulais remercier Agnès SAURAT d'avoir travaillé sur ce sujet éminemment important, d'avoir cette ville inclusive à 100 %. Aujourd'hui, signer cette convention, c'est garantir



à ces malades chroniques de pouvoir circuler librement dans notre ville en n'ayant pas peur de l'urgence, et nous répondons-là à un besoin vital pour ces personnes-là.

**Monsieur le Maire :** Merci. C'est une terrible maladie. Madame LABOURIER.

**Flora LABOURIER :** Monsieur le Maire, chers collègues. Je voulais féliciter la Commune pour cette initiative, parce qu'effectivement c'est une maladie qui est très grave, qui n'a pas forcément de signes physiques extérieurs, et qui pourtant handicape parfois lourdement ceux qui la portent. Pour plein de raisons, je soutiens cette délibération, qui parfois nous prend des êtres chers un peu trop tôt.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame LABOURIER, de votre propos. J'imagine que votre prise de parole renvoie à des choses plus intimes dans votre entourage. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci pour l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

### **17. Santé - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

*Mme J. FRECHE et M. B. TRAVIER entrent en séance.*

**Monsieur le Maire :** L'affaire 17 concerne des subventions à des associations en matière de santé et il s'agit ici de déclinaisons très concrètes du contrat local de santé à sa mise en œuvre sur le volet accès aux soins, avec deux lieux très importants. Madame TIKOUK, sur le quartier des Cévennes – où votre engagement est total – il s'agit du cabinet du Docteur TRICHARD pour travailler sur le « *aller vers* ». C'est aussi notre ancien collègue Jérémie MALEK, sur le centre de santé quartier Lemasson que nous aidons, et qui permettent d'assurer une plus forte continuité des soins et des innovations, pour pouvoir développer le « *aller vers* ».

Nous aidons ces dispositifs qui permettent de renforcer l'accès aux soins dans notre Ville, qui évidemment est moins confrontée au problème des déserts médicaux que certains départements d'Occitanie, mais si des décisions nationales ne sont pas prises très rapidement, nous aussi, la question du nombre de médecins rapporté au nombre d'habitants sera en tension. Le doyen MONDAIN, qui a été le prédécesseur de la doyenne Professeure LAFFONT, un jour, en Conseil de surveillance du CHU, en 2018, disait que si on ne formait pas plus de médecins, en 2030, le grand service public hospitalier ne serait pas en capacité de remplacer ses médecins. Les alertes elles sont là. Il faut espérer que dans les débats qui sont ouverts par l'actuel ministre de la Santé, Monsieur BRAUN, on prenne à bras le corps ce sujet. Il me semble indispensable d'offrir quatre fois plus de formations dans nos Facultés de médecine si on veut pouvoir répondre aux défis de l'accès aux soins sur l'ensemble du territoire national, pire, nous nous transformerions en pilleurs de savoir, parce que dans certains pays qui sont en voie de développement, nous ferions venir des médecins et on mettrait ces pays en difficulté.

Nous on essaie de soutenir toutes ces initiatives qui permettent de garantir une présence dans des quartiers politique de la ville d'une offre de soin. On aura l'occasion d'en reparler puisqu'on a un projet très important à la Mosson, avec la caisse primaire d'assurance maladie.

Vous vouliez dire quelque chose en complément, Madame TIKOUK ?

**Radia TIKOUK :** Je voulais juste rajouter une précision concernant le Docteur TRICHARD, qui est venu me voir il y a plus de 2 ans et demi pour me faire part de son inquiétude concernant le quartier. Il a eu à former plusieurs médecins et l'inquiétude était qu'il y a eu des départs de jeunes médecins, kinés, personnels de santé, et il voulait absolument monter ce projet. Il part à la retraite prochainement, je pense d'ici un an – je ne sais pas – mais en tout cas il a voulu absolument contribuer pour ce futur pour notre quartier. Je remercie Élodie BRUN-MANDON, parce qu'elle a pris la relève et c'est vraiment du bon travail.

**Monsieur le Maire :** Votre hommage au Docteur TRICHARD, c'est vraiment mérité, et c'est à l'illustration de plein de professionnels de santé qui s'engagent. Vous savez que vous avez voté à l'unanimité le financement d'un fauteuil pour les échographies au planning familial, on a alloué une aide de 20 000 euros à une jeune médecin de 28-29 ans. Il y a énormément d'engagement et ça doit être salué, parce qu'on le sait, souvent les réalités sociales se retrouvent dans les cabinets de praticiens, les patientèles. Il faut saluer le Docteur TRICHARD, qui est très emblématique de tout ça. S'il savait qu'on parle de lui en cet instant, il serait d'une telle modestie et humilité.

Allez, je mets aux voix ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

#### **18. Emploi et création d'entreprises - Rapport annuel politique de la ville 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Monsieur LAOUKIRI sur le rapport politique de la ville, un petit mot.

**Mustapha LAOUKIRI :** Merci, Monsieur le Maire. Rapidement, c'est le rapport annuel politique de la ville 2021, c'est une approbation et autorisation de signature, une obligation légale. La présentation a été faite par notre collègue Clara GIMENEZ en Conseil de Métropole, présentation non exhaustive bien entendu, parce que sinon le rapport – comme elle le précise – ferait le double en termes de pages. C'est, rapidement, 364 projets associatifs sur l'ensemble des thématiques du contrat de ville qui ont été présentés, avec un diagnostic territorial, une présentation des actions et des projets retenus, puisque les 12 quartiers politique de la ville sont sur la ville-centre, qui concentrent 53 000 habitants, à peu près 19 % des habitants de la Ville de Montpellier et 11 % des habitants de la Métropole. Ce rapport politique de la ville, il n'est pas bien sûr exhaustif puisqu'on n'intègre pas là-dessus tout ce qui est fait aussi dans le cadre du droit commun, tout ce qu'on mobilise, notamment au niveau des mobilités, du soutien scolaire, de la rénovation urbaine, du logement et de la santé. C'est à peu près 4,8 millions d'euros de mobilisés sur ces territoires, avec l'implication des services de la Ville, de la Métropole, de l'État et des autres collectivités territoriales. J'imagine que les collègues ont eu le temps de le lire : c'est à peu près 115 pages, avec en dernière ligne la dotation politique de la ville (DPV) et les mobilisations des fonds européens.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Monsieur LAOUKIRI. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

#### **19. Ville fraternelle et solidaire - Restructuration du campus des formations sociales de Montpellier - Tranche 1 - Garantie d'emprunt à l'association Faire ESS - Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 19. Garantie d'emprunt pour une structure, Faire ESS. Des garanties d'emprunt, on en passe beaucoup : c'est un moyen de permettre aux projets de pouvoir venir. Là, la Région Occitanie et la Ville de Montpellier, nous sommes garants. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

**20. Ville fraternelle et solidaire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2022- Approbation - autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 20. C'est des subventions aux associations dans le cadre des luttes contre les exclusions. Qui ne prend pas part au vote ? Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 62 voix*

**21. Protection de la population et tranquillité publique - Intervention d'agents de la Police Municipale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2022-2023 - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 21. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur COTE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 61 voix*

**22. Protection de la population et tranquillité publique - Intervention d'agents de la Police municipale - Escortes des artistes du Rockstore - Convention d'indemnisation 2023-2024 - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 22. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur COTE ? Pas de questions. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

**23. Finances - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault pour l'acquisition de véhicules et d'équipements - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 23. Convention de groupement de commandes Ville-Métropole-SDIS, pour l'acquisition de véhicules ; pour essayer d'avoir plus rapidement les véhicules et que ça nous coûte un petit peu moins cher. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur COTE ? Je mets aux

voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

#### **24. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Protocole d'accord sur l'indemnisation au titre de la théorie sur l'imprévision économique pour les fournisseurs de la Direction de la Politique Alimentaire - Autorisation de signature**

*M. J.D. DELAVEAU sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Madame MASSART. Protocole d'accord sur l'indemnisation au titre de la théorie sur l'imprévision économique. C'est une occasion de corriger un chiffre : le surcoût des denrées alimentaires, c'est 250 000 euros ; c'est le surcoût du gaspillage alimentaire, je me suis emmêlé, mais les denrées augmentent de par l'inflation, d'où cette délibération. Précisez.

**Marie MASSART :** Tout à fait. Effectivement, la hausse des denrées alimentaires pour 2022, ça va s'élever à 250 000 euros, et pour 2023 on prévoit une hausse de 300 000 euros. Je vais en dire un petit mot. Tout d'abord, je souhaitais remercier les services, la Direction de la politique alimentaire qui a beaucoup travaillé pour cette délibération. Il faut savoir que comme on a beaucoup de lots – on a 103 lots actuellement – on a dû faire des conventions pour chacun des lots pour réajuster les prix.

Comme on a quand même beaucoup de bio et de local dans nos denrées alimentaires, on a été moins impactés que d'autres collectivités – ça c'est la bonne nouvelle. D'autres collectivités ont été beaucoup plus impactées que nous, mais on a été impactés tout de même. La hausse des prix est due à la guerre en Ukraine, mais aussi à la grippe aviaire et aussi à la pêche : il n'y a pas que la guerre qui en est la cause. Nos fournisseurs nous ont demandé un certain nombre de hausses : certaines sont justifiées, d'autres moins, puisque je pense que vous le savez mais certains industriels aussi ont fait monter les prix, ont produit de la réfaction des produits. Tout ça a été étudié, regardé au cas par cas, des contre-propositions ont été faites, il y a un gros travail qui a été fait au niveau des services, et effectivement nous allons passer des conventions avec nos fournisseurs pour rehausser les tarifs. Là c'est une première partie qui passe à ce Conseil municipal. En décembre il y aura également une deuxième hausse qui passera.

**Monsieur le Maire :** Ça c'est les conséquences de l'inflation. Est-ce qu'il y a des questions là-dessus ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 61 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenu : M. Eddine ARIZTEGUI.*

#### **25. Ville éducative et réussite scolaire - Tarification des politiques publiques - Réussite éducative, restauration scolaire, accueil de loisirs sans hébergement - Modification - Approbation**

*M. J.D. DELAVEAU entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** On passe à la tarification de la restauration scolaire. D'abord, juste un premier point avant de donner la parole à Madame MASSART. Comme nous l'avons fait sur les tarifs de la

Cité des arts, comme nous le faisons sur beaucoup de tarifs, nous allons appliquer un autre élément qui est le quotient familial. Il permet d'appliquer le tarif juste en temps de réel, c'est-à-dire par rapport à la situation sociale de la famille. Nous nous sommes souvent retrouvés avec des gens dont la structure de revenu avait été déstabilisée à la baisse par le chômage ou par des difficultés, et on ne corrigeait que plus tard ; ou inversement quand elle s'était améliorée, on n'avait pas le dispositif. On applique dorénavant : c'est un des dispositifs sur lequel nous généralisons le calcul par le quotient familial pour être au plus juste des situations.

Le second point, c'est sur la question du périscolaire, qui est une question qui est ajournée, qui sera concertée, et dont je veux bien préciser que le périmètre de gratuité, notamment du soutien scolaire, première heure en maternelle, a vocation à perdurer. Je veux aussi corriger quelque chose, mais Madame MASSART va l'expliquer, parce que ce matin il était dit dans un journal – ça arrive – que nous allons baisser le tarif de la cantine pour 67 % des familles montpelliéraines, pour essayer d'être plus juste. Les gens qui ont des revenus plus aisés vont contribuer, et c'est le principe d'une contribution juste, redistributive socialement, et qui doit être au rendez-vous. On a déjà commencé avec le tarif à 50 centimes pour les familles monoparentales, majoritairement des femmes seules avec enfant, il y a quelques hommes, et nous allons étendre ça. Je cède la parole à Madame MASSART pour bien préciser tous les tenants et les aboutissants de cette modification, qui vise à être plus juste socialement.

**Marie MASSART :** Merci. Là encore je voudrais remercier particulièrement les services, parce que ça a demandé énormément de travail : les services du contrôle de gestion à la Direction des finances, Presto et également la Directrice générale adjointe déléguée à la qualité des services à la population. Ils se sont beaucoup investis là-dessus, à la fois pour préparer cette délibération et cette proposition qu'on fait aujourd'hui, mais à la fois pour la mise en œuvre. Il faut savoir que ça génère – on ne le mesure pas forcément – beaucoup de travail, pour rendre compatible dans les logiciels, etc.

Sachant que cette mesure sera applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2023, on a souhaité la passer à ce Conseil municipal pour bien informer les familles. Beaucoup de communication va être faite auprès des familles ; on a déjà commencé à le faire. Nous allons mettre en place un simulateur qui permettra de calculer le nouveau tarif en fonction de sa situation familiale ; on le trouvera directement sur le site internet et on souhaite vraiment faciliter la vie des familles là-dessus. C'est une mesure qu'on a déjà évoquée, qu'on travaille depuis un petit moment, que j'ai abordée deux fois en comité de suivi de la restauration scolaire, en avril et mai derniers, plus une autre réunion plus récemment avec les parents d'élèves.

Je tiens à préciser – comme vous l'avez précisé – que cette réforme n'est pas une hausse véritablement des tarifs de la restauration scolaire, contrairement à ce qu'ont pu faire beaucoup de villes. La moitié des villes environ ont augmenté les tarifs à la suite de l'augmentation des denrées alimentaires, qui est réelle. Mais nous avons fait le choix à Montpellier de ne pas rehausser globalement les tarifs. C'est plutôt un rééquilibrage en faveur des familles les plus précaires, afin de leur permettre d'accéder encore plus à la restauration scolaire. Le rôle social des cantines – j'en ai déjà parlé plusieurs fois dans cette Assemblée – est absolument fondamental : avoir accès à un repas de qualité au moins une fois par jour. Il y a beaucoup d'enfants qui n'ont pas accès à un repas de cette qualité-là tous les jours, donc c'est absolument fondamental. C'est véritablement un rééquilibrage et non une hausse des tarifs, et qui n'est pas lié à la hausse des denrées alimentaires, avec un maintien – j'y reviendrai – de la qualité des denrées alimentaires.

J'insiste également sur le coût : ce n'est pas le coût du repas, c'est le coût de la prise en charge de l'enfant sur la pause méridienne. Nous l'avions estimé il y a quelques mois à 11,50 euros. On a

réestimé ce coût, puisqu'il y a eu une augmentation des salaires des agents qui distribuent les repas et une augmentation du prix des denrées alimentaires. Ce coût a été ré-estimé à 12 euros. C'est important de préciser que cette prise en charge coûte à la collectivité 12 euros. Le service de restauration scolaire – qui je le rappelle n'est pas une compétence obligatoire, mais qui est un service auquel nous tenons énormément – nous avons fait le choix de maintenir tous les jours : certaines collectivités ont fait le choix, avec la hausse des denrées alimentaires, de fermer certains jours ou de réduire la qualité des repas, ce qui n'a pas été le choix à Montpellier.

Les grands principes, c'est un rééquilibrage comme on le disait : pour 67 % des familles, il va y avoir une baisse du coût. Nous maintenons évidemment le tarif de 50 centimes pour les familles monoparentales bénéficiaires du RSA, mais aussi les familles en grande précarité comme les SDF, les demandeurs d'asile, les familles qui sont dans des bidonvilles, etc. Nous avons abaissé le seuil qui était précédemment à 1,75 euros : nous l'abaissons à 1,35 euros. Par contre nous revalorisons les tarifs les plus hauts à 6,55 euros. Nous revoyons également les tarifs des Projets d'Accueil Individualisé (PAI), donc les enfants qui amènent leur repas à l'école, qui ont des allergies. Avant c'était un forfait unique à 1,50 euro ; nous avons fait le choix de donner la possibilité à 50 centimes pour les familles concernées et d'abaisser le seuil et d'aller entre 1,35 euro et 1,50 euro.

Ensuite, pour vous expliquer, nous avons aussi mis en place des mesures pour lutter contre le gaspillage alimentaire, puisque malheureusement comme vous l'avez rappelé il est important. Aujourd'hui entre 600 et 800 repas par jour sont gaspillés en raison de non-réservations. Beaucoup de familles ne réservent pas et viennent à la cantine ou réservent et ne viennent pas. Nous avons fait le choix aussi – et ça c'est important de le rappeler – d'accueillir tous les enfants à la cantine quand ils souhaitent manger à la cantine, et de ne pas refuser un enfant s'il n'a pas réservé – ce qui peut se faire dans d'autres collectivités. Par contre nous avons mis en place des pénalités, de 2 euros pour les personnes qui n'auraient pas réservé, et 1,50 euro pour ceux qui auraient réservé mais qui ne viendraient pas, puisque ça génère du gaspillage alimentaire. Je rappelle également le seuil de réservation : nous sommes passés de 7 semaines à 10 jours. Nous ne pouvons malheureusement pas baisser plus, parce que nous travaillons avec des produits frais, et pour nos producteurs ce ne serait pas possible de réajuster les quantités à moins de 10 jours. Mais nous avons fait un effort à ce niveau-là relativement conséquent.

Je rappelle les chiffres clés : 67 % des familles pour lesquelles le tarif va baisser. La Mairie prend en charge entre 45 et 95 % du coût de la pause méridienne ; donc même pour les familles les plus aisées, ça reste une subvention de 45 %.

Un schéma pour vous expliquer. Le travail conséquent qui a été fait est aussi un travail de comparaison avec les autres villes ; sachant que ce travail date d'il y a quelques mois, il y a sans doute depuis eu des revalorisations pour certaines villes, nous n'avons pas tout réajusté. En rouge on voit la courbe de la situation actuelle, avant la réforme, où on voit que les tarifs les plus bas sont relativement élevés par rapport à d'autres villes et les tarifs les plus hauts sont relativement bas par rapport à d'autres villes. Nous avons vraiment fait ce choix d'abaisser les tarifs pour les familles les plus modestes, de maintenir le tarif à 50 centimes et d'augmenter pour les familles les plus aisées.

On va vous montrer quelques exemples pour que ce soit un peu plus concret – même si ça peut paraître un peu dense – des exemples types de familles, je vais vous les décrire très rapidement :

- La situation de Camille, qui est une femme seule avec un enfant, au RSA : son tarif à 50 centimes reste à 50 centimes ;
- Le cas de Romain, famille monoparentale avec un enfant, avec une ressource de 1 400 euros : son tarif ancien était à 1,75 euro, il passe à 1,35 euro, donc là ça baisse encore ;

- Pour Émilie et Paul, avec deux enfants, ressources mensuelles de 2 400 euros : l'ancien tarif était de 3,06 euros, et là on passe à 2,36 euros ;
- La situation de Naïma et Nicolas, trois enfants, des ressources mensuelles à 3 500 euros : l'ancien tarif est de 3,51 euros et le nouveau tarif baisse encore une fois à 2,67 euros ;
- La situation de Marie et Moussa, avec deux enfants, avec une ressource mensuelle de 3 655 euros : l'ancien tarif est de 4,11 euros, le nouveau tarif est de 4,11 euro, là la situation ne change pas ;
- Dernière situation, Mélanie et Baptiste, deux enfants avec des ressources mensuelles de 5 400 euros : l'ancien tarif était à 4,95 euros et le nouveau tarif passe à 6,55 euros.

Ces exemples pour vous montrer que pour la plupart des familles et notamment les familles les plus précaires, le coût baisse. Pour les situations « moyennes » on va dire, ça ne change pas, la situation se maintient. C'est vraiment pour les familles les plus aisées que la situation change.

Dernier point, je le rappelle : la qualité est maintenue et continue même à augmenter. Nous nous sommes fixés cet objectif ambitieux d'atteindre 100 % de produits bio et/ou locaux d'ici 2026. Actuellement nous sommes à 50 %, dont 38 % de bio. Nous maintenons cet effort malgré la situation de la Collectivité, les difficultés que nous allons devoir traverser en termes d'énergie. Nous avons fait le choix de maintenir ça : le bio, la viande en bio, de sortir de l'élevage intensif, tous nos œufs, tous nos ovoproduits sont désormais en bio, donc tout ça c'est important, à la fois pour la démarche environnementale, de bien-être animal et pour la santé des enfants.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame MASSART. J'ouvre la discussion. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ? Madame AKBARALY.

**Tasnine AKBARALY :** Je me permets d'intervenir, non plus comme Adjoint à la petite enfance, mais je vais prendre ma casquette de chercheuse INSERM. En tant qu'épidémiologiste nutritionnelle, je tiens à saluer votre travail, Marie [MASSART], et également le travail du service de la politique alimentaire. Je tiens à souligner l'effort réalisé pour améliorer la qualité alimentaire et son importance en termes de santé publique. Effectivement, quand on fait le choix d'enrichir les repas des enfants dans les cantines de la Ville avec des fruits et légumes de saison, des céréales et des légumineuses, produits en circuits courts ou issus de l'agriculture biologique, alors naturellement on s'inscrit dans une alimentation plus respectueuse de ceux qui la produisent et de l'environnement, mais pas seulement. On prend également un engagement fort pour la santé des enfants et leur santé tout au long de leur vie d'adulte. Quand on améliore la qualité nutritionnelle des aliments qui composent les repas, on augmente les antioxydants, on enrichit les repas en fibres de qualité, on privilégie une alimentation anti-inflammatoire, un processus essentiel pour renforcer les défenses immunitaires, on réduit le risque d'obésité et d'asthme et de maladies cardiorespiratoires des enfants. Quand on réduit la part des aliments ultra transformés, là encore on s'engage pour la santé future de nos petits citoyens. Je prends un exemple : en cette période d'octobre rose, il me semble essentiel de rappeler qu'en diminuant de 10 % la quantité d'aliments ultra transformés de notre alimentation, on réduit de 10 % le risque du cancer du sein. Merci.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame AKBARALY. Pas d'autres demandes de prise de parole ? Il y a deux affaires, 25, 26, pour le règlement qui permet d'instaurer le quotient familial, la nouvelle tarification plus progressive qui permet à 67 % des ménages de voir baisser leur tarif. Nous sommes conscients que nous demandons un effort aux familles les plus aisées. Néanmoins je crois qu'elles mesurent aussi l'engagement de notre Collectivité en faveur de la cantine scolaire, continuité du service, qui est au rendez-vous, qualité avec le développement du bio et ce que nous avons fait aussi sur les investissements pour mieux manger à la cantine. D'ailleurs nous avons eu un hôte de choix avec Pap NDIAYE qui a mangé avec les professeurs au self Samuel-Paty et qui était très

sensible à notre politique alimentaire d'éducation au goût.

Au demeurant, et il faut aussi le comprendre, je veux ici être très clair, sur les pénalités, parce que nous devons lutter contre le gaspillage alimentaire. Évidemment, si un enfant ne peut pas venir et qu'il y a un justificatif médical, il n'y aura pas de pénalité. Mais l'intérêt général c'est d'entrer dans le respect d'un certain nombre de règles, et aujourd'hui ce gaspillage alimentaire c'est un coût qui avoisine 1 million d'euros, ce qui est conséquent. Là on demande un effort. On a travaillé sur la réduction des délais de réservation à 10 jours, ce qui permet quand même aux personnes qui ont des emplois du temps variables de pouvoir s'organiser. On doit évidemment y être sensible. L'effort de solidarité, même si pour les couches les plus favorisées dans notre ville, il est réel puisqu'on prend quand même en charge presque 45 % du prix réel du repas méridien.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

## **26. Ville éducative et réussite scolaire - Règlements de fonctionnement des temps périscolaires et extrascolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier - Approbation**

**Monsieur le Maire :** Sur la 26, règlements quotient familial : qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 55 voix*

*Abstentions : 8 voix*

*Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.*

## **27. Ville éducative et réussite scolaire - Territoires Numériques Éducatifs - Règlement financier - Approbation**

*Mme C. GIMENEZ et M. M. ASLANIAN sortent de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 27. Territoires numériques éducatifs.

**Fanny DOMBRE COSTE :** Merci. Vous savez que nous avons équipé toutes les écoles et toutes les classes d'un vidéoprojecteur avec un plan ambitieux numérique, avec un engagement financier important, plus de 5 millions d'euros. Toutes les classes aujourd'hui sont équipées d'un vidéoprojecteur et d'un ordinateur. Mais nous avons également équipé toutes les écoles d'une mallette, ce qu'on appelle « *la classe mobile* », et qui est une mallette qui contient des tablettes. Ce dispositif-là du territoire numérique est un nouveau dispositif expérimental qui est mis en place par l'État dans un territoire donné pour travailler sur la fracture numérique et accompagner et entraîner les familles à un meilleur usage du numérique. C'est un projet qui est assez intéressant. Je le souligne parce que dans ce projet il y a à la fois la formation des enseignants, mais, ce qui n'est pas mis dans la délibération, aussi des agents de la Collectivité, puisque j'ai négocié que les agents de la Collectivité puissent profiter aussi des formations de l'État sur l'usage du numérique, et puis bien sûr



l'accompagnement des familles à ces nouveaux usages. La mise à disposition de ressources pour les enseignants, mais également des cours de codage pour les enfants et également un *fablab* qui va être construit avec eux. C'est un projet qui est très complet, très intéressant, et l'État abonde à 70 %, donc évidemment la Ville participe avec plaisir.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame DOMBRE COSTE. Est-ce qu'il y a des questions sur ce sujet ? Toutes les classes primaires et maternelles possèdent dorénavant un vidéoprojecteur : ça y est, tout est déployé. C'est super. Sur ce projet-là, on aura l'occasion d'y revenir ensemble, mais nous travaillons – vous l'avez dit en incise – à déployer une sorte de « *plan codage* », en tout cas de développement de l'apprentissage des enjeux de l'informatique, à travers ce projet, dans l'offre périscolaire, dans les médiathèques. C'est un immense enjeu dans la formation, le rapport au numérique. On souhaite avec Madame DOMBRE COSTE, avec les élus à la culture, Monsieur PENSO, Madame ROBIN mais aussi avec Monsieur REYNAUD, très clairement, développer cet apprentissage. C'est aussi un levier, par cet apprentissage, pour travailler sur la féminisation des métiers de l'informatique. On a aujourd'hui des déterminants extrêmement puissants, toutes les enquêtes le montrent, qui jouent, et là on a un rôle correctif à travers le périscolaire, à travers ce projet, à travers ce qu'on va faire sur les médiathèques, et on aura une présentation d'ensemble sur l'apprentissage du codage, qui est identifié dans d'autres États européens comme un levier. A la fois ça relève de la culture commune maintenant d'une part, et d'autre part pour lutter contre les déterminants de genre, où on trouve essentiellement des garçons dans les facs de sciences ou dans les métiers de développeurs du numérique.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

**28. Accessibilité universelle - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 28. Subventions. Y a-t-il des questions auprès de Madame CABELLO ? Pas de questions ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 59 voix*

**29. Egalité et droits des femmes - Observatoire des discriminations - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature**

*Mmes A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER) et I. MARSALA (avec le pouvoir de J. URBANI) sortent de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 29. C'est sur notre travail sur l'observation des discriminations, c'est un avenant. Y a-t-il des questions auprès de Madame NAKIB ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno*

*PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 48 voix*

### **30. Egalité et droits des femmes - Concours Pocket film "Montpellier pour l'égalité !" - Journée internationale des droits des femmes 2023 - Approbation**

*Mme I. MARSALA (avec le pouvoir de Mme J. URBANI) sortent de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 30. Allez-y, Madame NAKIB, peut-être là une présentation, en tout cas un petit point.

**Fatma NAKIB :** Merci, Monsieur le Maire. Bonjour, chers collègues. Juste quelques petites précisions par rapport au concours « *Montpellier pour l'égalité !* ». Cette année c'est la cinquième édition, et nous avons ouvert une collaboration avec CINEMED, de manière à toucher vraiment beaucoup plus la jeunesse. Nous lancerons ce concours le 20 octobre prochain. Chaque année nous avons décidé de mettre une thématique qui va se déployer sur tous les grands événements de l'année. Nous avons retenu cette année comme thématique « *le droit des femmes à disposer de leur corps* ». Bien entendu, je ne vous fais pas l'article qu'on est tous parfaitement au courant de ce qui se passe par le monde au sujet des femmes, de la restriction de leur liberté et particulièrement du droit à l'avortement. Vous en parliez tout à l'heure, Monsieur le Maire, au sujet du planning familial. Cette thématique, c'est aussi une thématique qui peut se déployer dans d'autres directions, d'autres services de la Ville, et il est important quand même de l'annoncer ici.

Egalement, je voulais ajouter qu'une quatrième catégorie était ouverte cette année : il s'agit de la catégorie agents et personnels de la Ville. Comme il y a beaucoup de personnels de la Ville qui ont participé aux éditions précédentes, qui viennent aux soirées de remise de prix, il nous a semblé intéressant d'ouvrir le concours « *Montpellier pour l'égalité !* » aux agents de la Collectivité. Je vous remercie.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup. Y a-t-il des questions auprès de Madame NAKIB sur ces points ? Je complète : le 8 mars, il y aura une grande campagne de sensibilisation sur le droit à l'IVG, le droit des femmes à disposer librement de leur corps, mais aussi accès à la contraception, pour qu'on soit bien en soutien, puisque gros sujet. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 59 voix*

### **31. Egalité et droits des femmes - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Droits des femmes" et "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 31. Y a-t-il des questions ? Subventions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 59 voix*

**32. Vie associative et Maisons pour Tous - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire n° 22, 32, pardonnez-moi. Deux subventions aux comités de quartier et clubs de sport. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 59 voix*

**33. Jeunesse - Engagement de la collectivité en faveur de l'insertion des jeunes - Accueil de services civiques - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature**

*Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de C. OLLIER) entre en séance.*

*F. NAKIB sortent de séance.*

*Mme AKBARALY sort définitivement de séance et donne pouvoir à Mme M. HOUGUET.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 33. Madame BRUNET, un petit mot ?

**Véronique BRUNET :** Merci, Monsieur le Maire. Vous avez cité en début de Conseil Monsieur Edgar MORIN. Permettez-moi de partager que ce dimanche à la Mosson, effectivement, il a rencontré des jeunes étudiants et des jeunes du quartier, et il les a loués pour leur détermination, les a appelés à faire fraternité et à ne pas se laisser accabler par les maux. C'est donc dans cet esprit humaniste que la Ville de Montpellier étend ses capacités d'accueil aux jeunes postulants à une mission de service civique. Bien entendu, nous savons tous que le service civique est une mission transversale d'intérêt général, qu'elle n'est pas là pour remplacer des missions exercées par les agents en poste, mais bien plus pour s'engager, découvrir des compétences et être accompagné sur un parcours personnel et professionnel. Dans ce cadre, nous étendons la convention qui nous liait à la mission locale à l'association Unis-Cité. Nous accueillerons ainsi des cohortes de 8 jeunes tout au long de l'année, ce qui portera à la fin de l'année notre participation à l'accueil de ces jeunes en mission de service civique à environ 70. C'est une ambition en matière d'accueil et d'emploi des jeunes, et dans le même temps c'est également penser la jeunesse comme une ressource. Je vous remercie de voter cette délibération et de nous donner autorisation de signer une convention avec l'association Unis-Cité.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Madame BRUNET. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 59 voix*

**34. Patrimoine historique - "Édition critique du manuscrit AA9 des Archives de Montpellier dit Le Petit Thalamus" - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry - Participation aux frais d'édition de l'ouvrage - Approbation**

*Mme F. NAKIB entre en séance.*

*M. B. TRAVIER sort de séance.*

*Mme SAINT-MARTIN sort définitivement de séance et donne pouvoir à Mme C. DUFOIX.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 34. Monsieur BELLANGER, sur ce patrimoine exceptionnel de notre histoire.

**Boris BELLANGER :** Tout à fait, chers collègues. Simplement un petit mot effectivement, pour vous présenter l'objet de cette délibération, qui vient soutenir l'édition papier du travail réalisé par les équipes de Paul-Valéry sur cet ouvrage très précieux effectivement détenu par les archives municipales qui est *Le Petit Thalamus*. Il faut savoir que c'est un ouvrage très ancien. C'est rare que des archives municipales puissent détenir ce type d'ouvrage, et donc c'est très important de saluer le travail qui a été réalisé par les équipes pluridisciplinaires de Paul-Valéry, sous la direction de Vincent CHALLET, et ce soutien à l'édition critique du *Petit Thalamus*. Il faut savoir que c'est un rare témoignage de la Collectivité en quelque sorte, puisque c'était les prémices de la Collectivité telle que nous la connaissons aujourd'hui, à savoir le Consulat, qui a choisi d'écrire son histoire très tôt, au XIII<sup>e</sup> siècle, d'abord en langue occitane d'ailleurs, et puis ensuite en français. C'est ce travail réalisé sous la direction de Vincent CHALLET qui sera édité par les Presses universitaires de la Méditerranée sous la direction de Céline PAGANELLI. Il faut vraiment saluer ce travail et donc le soutien que la Ville apporte à ce projet.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur BELLANGER. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur PATERNOT et Monsieur COTE.

**Bruno PATERNOT :** Je suis d'ailleurs ravi que la délibération qui porte sur l'histoire de Montpellier porte le numéro 34 !

*La memòria dau Montpelhièr medieval es retracha dins un extraordinari document sonat "lo pichon Talàmus". An a cha an après mil-uechanta-uech, los montpelhieirencs i escrivián dins un deliciós occitan idiomàtic los eveniments de remarca, passatge d'òmes illustres, guèrras, epidèmias, faminas, miracles, aparicions diabolicas... Mai qu'un document istoric, es una plonjada dins l'èime dau mond d'aquel temps, dins sas angoissas, sos espèrs, sos malurs, sas fèstas.*

De 1260 à 1426, *Le Petit Thalamus* fut rédigé en occitan, première pierre de *Montpelhier l'occitana*. Oui, Montpellier est une ville d'ici, oui *Mount-pélié* est une ville inscrite dans son territoire et non une métropole internationale comme les autres. Pour sortir de la CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) pour sortir d'un schéma hors-sol identique à toutes les villes du monde qui fait rentrer en concurrence libre et non faussée les cités et les personnes, il faut nous tourner vers notre héritage fascinant. La bonne came, elle se dit en occitan. C'est ce que prouve Montpellier Capitale de la Culture en unissant tout un territoire de langue, de paysages sonores et visuels, de gastronomie, de musiques, de totems. Montpellier, ce n'est pas Noisy-le-Grand, Montpellier n'est pas Rennes ou San-Fransisco, ce n'est pas Versailles ici. Ici, ici, c'est Montpellier.

Comme le disaient les Mauresca Fracàs Dub : « *l'âme de la ville hante les carnavaliers / Quand brûle Caramentrant un soir de février / Je chante la ville et ses contradictions, / Je chante pour dire que sur mes versions, / J'invente la cité, je l'imagine sur le son, / Ma capitale est érigée, Montpellier pour de bon !* ». Des *Thalami* jusqu'au *Barrut*, de Max ROUQUETTE à Rodín, de Philippe à Camille MARTEL, la Ville se voit et s'entend en rouge et or. Et puis, grâce à cette délibération, on aura appris qu'on dit un *thalamus*, mais des *thalami*. Si ça ce n'est pas de la bonne came...

**Monsieur le Maire :** Monsieur PATERNOT, ça faisait longtemps qu'on n'avait pas entendu l'occitan dans la salle du Conseil municipal, dont l'usage est évidemment autorisé. Merci de votre intervention. Je voudrais qu'on n'ait pas d'incident diplomatique : à Rennes aussi, ils ont une identité. Il fait beau

plusieurs fois par jour avec le climat breton, son Parlement qui a subi préjudice, et il faut saluer les efforts aussi de la Maire de Rennes qui vient de livrer, elle, une deuxième ligne de métro, quand nous, nous avons plutôt fait le choix du tramway. Noisy-le-Grand est une ville nouvelle, et elle a permis aussi de desserrer l'étau de la pression démographique sur certains territoires. Nous, nous avons effectivement une histoire qui doit nous porter, et c'est pour moi l'occasion de dire, outre *Le Petit Thalamus*, que par exemple nous prenons grand soin du jardin des plantes ou de la Tour des pins, qui nécessitent toute notre attention. En tout cas, vous avez un occitan qui force le respect, Monsieur PATERNOT. Monsieur COTE.

**Sébastien COTE :** Monsieur le Maire, chers collègues. Juste un mot évidemment pour me féliciter de cette nouvelle édition critique du *Petit Thalamus*, effectivement document inestimable qui est conservé dans nos archives municipales. C'est depuis 1204 toute l'histoire de la Ville de Montpellier. J'en profite quand même pour indiquer à ceux qui nous écoutent, qu'il est tout à fait possible en allant sur le site de la Ville de consulter une édition électronique de ce *Petit Thalamus*, qui est en occitan, en français et qui est commenté. C'est aussi une édition critique et c'est extrêmement utile pour tous nos chercheurs, tous nos étudiants.

**Monsieur le Maire :** Oui, on n'est pas à la première histoire de la redécouverte du *Petit Thalamus*. Effectivement, Vincent CHALLET, en 2008 ou 2009, avait sollicité la Ville de Montpellier. On avait aidé pour une édition numérique. Là ce sera une seconde édition critique, sous format papier. L'impression, donc à mettre dans toutes les bonnes bibliothèques.

Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 51 voix*

**35. Culture et culture scientifique - Cinéma Nestor Burma et Théâtre Jean Vilar -  
Dispositif YOOT à destination des étudiants - Convention entre la Ville de Montpellier  
et le CROUS - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 35. Convention avec le CROUS. C'est sur le dispositif de culture. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 59 voix*

**36. Culture et culture scientifique - Cinéma Nestor Burma - Dispositifs d'éducation à  
l'image - Année scolaire 2022-2023 - Conventions École et Cinéma, Collège au Cinéma,  
Lycéens et apprentis au Cinéma - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 36. Convention école et cinéma Nestor-Burma. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 60 voix*

**37. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle Tumulte entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature**

*M. F. VASQUEZ (avec le pouvoir de Mme C. MANTION) sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 37. Théâtre Jean-Vilar ; convention avec des spectacles. Y a-t-il des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 51 voix*

**38. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar - Avenant 2022-2023 à la convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Jules Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 38. Théâtre Jean-Vilar ; avenant à la convention pluriannuelle culture et éducation, avec le lycée Jules-Guesde. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Mme C. GIMENEZ et M. M. ASLANIAN sortent en séance.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Stéphane JOUAULT, Mme Marie MASSART, M. Yvan NOSBE, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Séverine SAINT-MARTIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 50 voix*

**39. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean Vilar - Avenant 2022-2023 à la convention pluriannuelle de partenariat avec la cité scolaire Françoise Combes pour l'organisation d'une option théâtre - Approbation**

*Mme C. GIMENEZ et M. M. ASLANIAN entrent en séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 39. Jean-Vilar ; convention pluriannuelle avec la cité scolaire Françoise-Combes. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Stéphane JOUAULT, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 54 voix*

**40. Culture et culture scientifique - Attribution de subventions d'équipement et de fonctionnement aux associations culturelles et artistes du territoire - Exercice 2022 -  
Approbation - Autorisation de signature**

*M. B. TRAVIER entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 40. Subventions d'équipement, donc d'investissement, aux actions culturelles et artistiques du territoire ; exercice 2022. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 51 voix*

**41. Ville sportive - Conditions d'intervention des Éducateurs Territoriaux - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Autorisation de signature**

*Mme. J. FRECHE sort définitivement de séance et donne pouvoir à M. M. DELAFOSSE.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 41. Monsieur MARTIN : conventions d'intervention des éducateurs territoriaux ; convention partenariat entre la Ville et l'Académie ; un tout petit mot ?

**Hervé MARTIN :** Merci beaucoup. Je vais lier la 41 et la 42 : ça fera gagner du temps et puis elles sont effectivement liées, puisqu'il s'agit de l'utilisation des éducateurs sportifs de la Ville. Tout à l'heure, quand j'entendais la présentation du contrat local de santé d'Élodie BRUN-MANDON, je me disais qu'on aurait dû mettre ces deux délibérations dans la suite, parce qu'elles illustrent, outre le plaisir que nous avons à travailler ensemble avec Élodie [BRUN-MANDON], le sens des politiques publiques sportives que nous mettons en place.

La première délibération, c'est une convention avec l'Éducation nationale pour que nos éducateurs sportifs, fonctionnaires de la Ville de Montpellier, interviennent dans les écoles. À ce sujet, je dois dire que je m'étais interrogé à un moment donné, parce que finalement là nous pallions un manque de compétences – je dirais – de la part de l'État. Mais après m'en être entretenu et avoir dialogué avec les équipes d'éducateurs sportifs, et puis après en avoir discuté aussi avec Élodie BRUN-MANDON – et je ne reviens pas sur le sens commun que nous mettons dans nos politiques publiques – il est apparu de la part des éducateurs qu'il était vraiment essentiel qu'ils interviennent dans les écoles. Même si bien entendu les enseignants gardent la maîtrise pédagogique du sujet, ils y amènent leurs compétences, parce que ça permet aussi de créer le lien dans beaucoup d'écoles avec certains enfants qui n'ont pas l'accès ou la culture de la pratique sportive. Nos éducateurs qui, le mercredi après-midi et sur d'autres moments interviennent au pied des immeubles, finalement, vont capter les enfants qui habituellement ne vont pas dans ces pratiques sportives. De les avoir identifiés dans l'école et de les suivre en dehors de l'école, c'était là un élément absolument essentiel.

Il se trouve qu'avec Élodie [BRUN-MANDON] nous sommes intervenus le week-end dernier dans des tables rondes du congrès Futurapolis sur la santé, et avec des liens sur le sport. Cette thématique est revenue à plusieurs moments, de ce lien essentiel entre l'école et ce qui se fait en dehors de l'école,



et de l'accompagnement des enfants. Il y a une vraie problématique sur l'abandon de la pratique sportive, qui vient souvent plus au moment de l'adolescence, mais c'est un problème très criant en ce moment, plus les enfants seront accompagnés dans la pratique sportive grâce aux compétences de nos éducateurs, plus ils auront envie d'y rester par la suite.

La deuxième délib, c'est à l'autre extrémité je dirais de la pyramide des âges, c'est pour les personnes âgées, où là aussi les compétences de nos éducateurs sportifs interviennent auprès des personnes âgées, parce que – par contre, là c'est normal – le CCAS n'a pas ces compétences sportives. Bien entendu, nos éducateurs interviennent à ce niveau-là. Merci.

**Monsieur le Maire :** Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? C'est quand même super ce que vous faites, Monsieur MARTIN. Permettre à nos seniors, avec le CCAS, de pratiquer des activités physiques. Parfois, derrière les délib, on ne se rend pas toujours bien compte des engagements des hommes et des femmes pour porter des projets, des politiques publiques, justement. Enfin, tout à l'heure Madame DOULAIN pointait la question du bien vieillir dans la ville : eh bien voilà le type d'action qui mériterait d'être un petit peu valorisé, qu'il faut qu'on précise. C'est un engagement à hauteur de 70 800 euros. C'est un vrai choix de politique publique, comme nous faisons un choix de politique publique de maintenir les piscines ouvertes parce que là aussi se déploie des pratiques sportives pour les aînés, et ça doit être relevé.

Qui est contre la 41 ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

**42. Ville sportive - Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service à titre gratuit entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Saison sportive 2022-2023 - Subvention en nature - Approbation**

*M. F. VASQUEZ (avec le pouvoir de Mme C. MANTION) entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** 42 : même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

**43. Bien-être animal - Protection des animaux - Charte des bonnes pratiques de capture et de stérilisation des chats errants - Approbation - Autorisation de signature**

*M. S. COTE sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 43. Monsieur ARIZTEGUI, allez-y.

**Eddine ARIZTEGUI :** Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Avec cette délibération, nous proposons une reconnaissance supplémentaire aux associations partenaires qui s'occupent des chats libres sur la commune. La Ville de Montpellier accompagne déjà ces associations au travers de plusieurs mesures. À la demande des associations, nous installons des cabanes à chats visant à nourrir les chats et à les trapper en vue de leur stérilisation. Nous versons des subventions chaque année à ces associations et ces structures ont la possibilité de faire stériliser les chats sur un budget dédié de la Ville, et en bénéficiant du marché que nous avons avec des vétérinaires. Nous avons également



signé un arrêté permettant de soigner les animaux blessés ou malades trouvés sur la commune et n'ayant pas de propriétaires, avec une prise en charge par la Ville. Avec cette délibération, nous proposons que la commune leur délivre des cartes bénévoles qu'elles pourront remettre à leurs membres qui trappent et nourrissent les chats à Montpellier. Les associations concernées s'engagent à respecter une charte des bonnes pratiques que nous avons travaillée en partenariat avec elles et avec des vétérinaires professionnels. Je vous remercie.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur ARIZTEGUI. Y a-t-il des questions ? Merci en tout cas de ce travail. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

**44. Bien-être animal - Parc de Lunaret - Exposition de photographies autour des déserts semi arides d'Europe - Contrat d'exposition entre la Ville de Montpellier et les photographes Manon BILLARD et Lucas MUGNIER - Approbation**

*M. S. COTE entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 44. Y a-t-il des questions ? Vas-y, présente l'affaire.

**Eddine ARIZTEGUI :** Merci. L'Europe comprend des déserts semi-arides. Avec le réchauffement climatique, ces zones sont en expansion. La biodiversité, qu'elle concerne les végétaux ou les animaux, a des difficultés à s'adapter aussi vite à ce changement d'environnement. Le reportage photo concerné par cette délibération a pour ambition de dévoiler au grand public l'incroyable beauté et la fragilité des paysages désertiques européens, à côté de chez nous, et notamment dans la plaine de Crau en France, le désert des Bardenas Reales en Espagne, les îles Tenerife et Fuerteventura dans les îles Canaries en Espagne également. Je tiens à féliciter ce binôme de photographes naturalistes qui adoptent des méthodes éthiques et prend en compte le respect des animaux dans leurs travaux : pas d'appel, pas d'appâtage ni de dérangement de ces animaux, quels qu'ils soient. Ce comportement est exemplaire et il doit devenir la norme, car aujourd'hui il n'est plus tolérable de perturber des animaux, voire de les tuer afin de les observer. Un contrat d'exposition est proposé pour que la commune finance la promotion de l'exposition dans le parc du Lunaret, et en contrepartie les photographes nous accorderont les droits d'utilisation pour ces 32 clichés. Je vous remercie.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur ARIZTEGUI. Madame LABOURIER.

**Flora LABOURIER :** On a dit des délibérations aujourd'hui beaucoup de bien, et quand les choses sont bonnes, on le sait les relever. Mais bon, il va falloir qu'on rééquilibre un petit peu ce matin. Je vais revenir sur cette affaire 44, qui concerne un sujet un peu plus global qui est celui du zoo.

Vous avez posé lors de l'affaire n°8 une question qui est très intéressante : c'est quoi l'identité de la Ville ? Et vous avez répondu par : « *c'est un pacte entre le territoire et l'engagement pour la culture* ». Le zoo en est l'exemple le plus parfait : c'est bien un lieu de réponse politique et de civilisation.

Cette affaire, elle est rangée dans la catégorie « *bien-être animal* », après une longue série de délibérations qui elles étaient relatives à « *la culture et à la culture scientifique* », et c'est bien dommage qu'aujourd'hui cette délibération-là ne fasse pas partie d'un projet plus grand qui concernerait la culture scientifique. C'est vrai que l'idée d'une expo photo sur le site, elle n'est pas du tout mauvaise en soi, elle n'est pas remise en cause, et ce n'est pas du tout le sujet aujourd'hui,

encore que. Mais elle a un intitulé qui est presque un peu ironique et prémonitoire, puisqu'elle concerne des déserts semi-arides, et c'est bien un désert politique malheureusement qu'a pris le chemin du zoo aujourd'hui.

C'est vrai vous avez hérité d'une situation catastrophique de l'ancienne majorité : ça on ne va pas le nier ; c'est vrai que ce n'est pas toujours évident de prendre la suite de ses prédécesseurs. Mais ça fait maintenant 2 ans que vous êtes aux affaires, et donc évidemment vous devenez aussi comptables de ce sujet qui n'est pas mince. Il y a un an – je crois que c'était en septembre 2021 – vous aviez annoncé « *il est probable que lors du prochain Conseil municipal nous vous présentions des orientations très précises pour le zoo du Lunaret* ». Malheureusement, un an plus tard, où en est-on ? C'est encore une fois par voie de presse qu'on apprend des nouvelles un petit peu désagréables : départ du Directeur historique, départ de trois collaborateurs, une grande partie du site fermée, le malaise des agents qui ont des craintes légitimes pour le maintien éventuel ou non de leur emploi, et on peut le comprendre avec des agents qui sont engagés sur le zoo depuis maintenant très longtemps. Nous n'avons aucune délibération stratégique, mais une expo photo.

Encore une fois, il ne s'agit pas de remettre en cause le talent des artistes, ni les réelles convictions de l'élu, Monsieur ARIZTEGUI, dont on pourra quand même saluer les convictions chaque fois défendues lors des Conseils municipaux. Mais nous souhaitons profiter de cette délibération pour rappeler notre attachement à ce patrimoine commun, qui est quand même le lieu le plus visité à Montpellier, et dont la gratuité en fait un lieu aussi à vocation sociale, et c'est très important. C'est un lieu emblématique, un lieu de grande générosité, qui doit le rester. Il s'agit aujourd'hui de prendre le sujet à bras-le-corps et d'en refaire un lieu impérativement vivant. On ne peut pas se cacher trop longtemps derrière les méandres d'une ancienne Municipalité pour ne pas prendre ce problème et apporter des réponses comme il se doit. Il y a un an, il y avait des propositions qui vous avaient été faites, qui étaient assez fortes.

Nous aujourd'hui on voudrait et on attend une feuille de route très claire concernant la fonction de préservation de la biodiversité de la faune et la flore locales, dans le respect évidemment du bien-être des animaux, de réinventer et de réaffirmer la fonction social – et ça c'est essentiel – et enfin que ça devienne un vrai lieu de culture scientifique. Vous savez qu'il y a des choses très importantes et faciles à mettre en œuvre, il n'y a pas besoin de lancer de grandes études. Le musée d'histoire naturelle, l'Écolothèque, sont autant de projets qui pourraient permettre de requalifier l'ancienne serre amazonienne. À l'heure où vous défendez la place de Montpellier comme une des villes de culture européennes – ce qu'on soutient et ce qu'on a soutenu – eh bien il est grand temps de prendre des actes forts en direction de ce patrimoine commun qui fait la fierté de notre ville et de ses habitants et qui doit surtout le rester.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame LABOURIER, pour votre intervention, et même pour sa mesure. C'est vrai que le zoo a connu plusieurs histoires. C'est d'ailleurs pour moi l'occasion là publiquement d'exprimer, en 1962, le rôle qu'ont joué d'abord les harkis et son directeur en Marcel GALLET, et qui a permis de commencer à le développer sur la donation LUNARET – qui est une donation de 1913 – et qui a, du temps du mandat de François DELMAS, engagé le début d'un parc zoologique. Au début des années 2000, Georges FRÊCHE a donné une impulsion sur l'idée d'un grand zoo, et il y a eu beaucoup d'investissements qui ont été faits pour des enclos. Un de ses Adjoints de l'époque, Jean-Louis ROUMÉGAS, a beaucoup plaidé pour y réaliser la serre amazonienne et ça a donné les infrastructures que nous connaissons.

Pour le précédent exécutif, des programmations d'investissement ont été annoncées, mais sans doute non exécutées parce que se confrontant aussi à une réalité d'une évolution très importante de la

réglementation sur ce type d'équipement public, qui a donné lieu à de nombreux rapports. Je n'en fais pas ici la polémique : quand je suis arrivé, d'abord c'était la Covid-19. Ça n'excuse pas, mais on avait des sujets sécurité publique et des rapports qui pointaient les questions de bien-être animal, qui n'étaient pas les mêmes réglementations qu'au début des années 2000.

Un certain nombre de dispositions ont été prises. La plus emblématique de celles-là – pour que tout le monde comprenne bien – ce sont nos rhinocéros, qui sont des herbivores, mais dont l'enclos était sur cailloux. Nous nous sommes très clairement fait reprocher cela. Nous travaillons à identifier quels types d'animaux nous pouvons avoir dans le parc zoologique. Premièrement, biodiversité méditerranéenne, et ce qui est accepté, c'est Afrique subsaharienne : les girafes, les lions, là nous correspondons à ce que nous pouvons avoir. C'est ce que nous allons conserver.

Ensuite, et je dois là le dire, on a pris du retard, et je l'assume, ça arrive. Il y a une procédure administrative qui a tardé dans notre commande politique, il faut dire qu'on fait quand même beaucoup de choses, qui est l'étude de ce qu'on appelle « *le Grand Lunaret* » : Montmaur, zoo du Lunaret, La Valette. On doit penser cet espace à l'aune de l'arrivée de la ligne 5 du tramway à la station Montmaur, jusqu'aux berges du Lez, où grâce à la GEMAPI – on aura l'occasion de l'inaugurer – on a pu reconstituer les milieux aquatiques, et on a 150 hectares de poumon vert au nord de la Ville de Montpellier dans la Métropole, demain desservi par le tram. On a lancé la consultation, elle est maintenant sur le site internet. Ça a pris du retard, je le mesure et je veux ici, pas m'en exonérer, ça fait partie parfois des impulsions qu'on donne, mais elles ont un peu de mal à se mettre en œuvre, pour définir ce grand projet Montmaur, Lunaret, La Valette, dans lequel il y aura un parc zoologique. C'est cette grande échelle.

Mais un parc zoologique qui est de nature à répondre aussi à une de nos questions. C'est quoi un service public d'un parc zoologique ? Je partage toute la première partie de votre intervention. Ça doit être un lieu de culture scientifique et technique, de la compréhension de la diversité du vivant, de la diversité des espèces, des fragilités qui touchent les espèces à l'ère de l'anthropocène, et évidemment d'agréments et de notre rapport entre l'homme et l'animal, et la question des girafes peut être expliquée par la médiation scientifique.

Si vous devez me dire – mais ce n'était pas votre propos d'ailleurs – ce que doit devenir la serre amazonienne, et est-ce qu'on doit reprendre un projet type « *Tropicalia* » dont la serre amazonienne : je crois qu'à la fois qu'au vu du coût de l'énergie actuellement... D'autre part, sur les projets qui pourront s'ouvrir, projets de culture scientifique, ça fait partie du concours que nous lançons – ou peut-être autres, on attend de voir, là on va challenger un peu les professionnels, c'est plutôt ça. Au demeurant, je dois une transparence : si on voulait rouvrir à l'existant la serre amazonienne, nous en aurions pour beaucoup d'investissements en termes de travaux, parce qu'il y a eu des malfaçons d'origine. Pareil : il ne s'agit pas de jeter la pierre, mais corriger des malfaçons, ce n'est pas agréable. Et je dois vous avouer que la...

**Flora LABOURIER :** *Intervention hors micro.*

**Monsieur le Maire :** Non, non, j'ai très bien entendu, Madame, mais je précise. Je préfère aujourd'hui mettre nos investissements sur la sécurité du réseau d'assainissement et d'eau, on a des tuyaux percés, ce n'est pas drôle non plus pour la circulation, j'en conviens, mais il vaut mieux que nous fassions ces choix ou des corrections. Donc voilà comment les choses se font.

Là, l'étude, le concours est en ligne, il est à disposition. Je demande à Monsieur BOZONNET de l'envoyer à l'ensemble des conseillers municipaux pour qu'ils en aient connaissance, avec son calendrier.

Il y a un projet d'investissement aussi qui a été acté dans la PPI, qui est l'hôpital de la faune sauvage, qui est un projet important, qui est de nos engagements. Je souhaiterais qu'il soit situé du côté de la ferme pédagogique, parce que c'est un endroit où justement on peut donner un nouvel essor.

Par contre on a une question d'ordre philosophique à trancher – en tout cas pour ma part qui est tranchée. Il y a deux modèles de zoo en France et en Europe. Il y a Beauval, 25 euros : c'est une forme de « *Disneylandisation* » des parcs animaliers, qui ne respectent pas la convention de Washington de 1970. Ce sont des choses qui questionnent, qui sont des parcs d'attraction. Et puis il y a les zoos publics comme il peut en exister à Paris, à Bruxelles, à Amsterdam, à New York, à Central Park, où justement il y a cette relation entre grands espaces de parcs, avec une mission culture scientifique d'agrément. Nous on ne veut pas faire la course à de nouveaux enclos, à de nouvelles espèces, où si on accueille de nouvelles espèces dans le cadre des partenariats que nous avons avec les zoos, ça doit être bien conforme à ce que notre climat peut accueillir. Voilà l'orientation, la méthode.

J'entends et vous avez raison : pourquoi il y a eu des retards ? Il y a eu des sujets administratifs, mais dont je porte la responsabilité – je ne veux pas me défausser sur les services. Oui Eddine [ARIZTEGUI], il faut, même quand on n'est pas directement en prise. Je demanderai que sur le site internet d'ailleurs, à côté, il y ait à peu près le calendrier prévisionnel entre la réception des offres et ensuite la mise en œuvre, pour que ce soit très lisible.

Nous aurons l'occasion d'ailleurs – j'ai fait une petite incise sur le codage – de parler globalement de la culture scientifique et technique, et de l'identité d'une ville de la science, d'une ville qui défend le progrès, qui la compréhension du vivant, qui traite le vivant. Agora des savoirs, demain la redéfinition du projet du zoo dans ce grand projet de grand parc du Lunaret, et puis avec d'autres pierres qui viendront compléter l'édifice en faveur de la culture scientifique et technique, qui est un enjeu très important. Nous sommes une grande ville de chercheurs. Cette recherche, elle doit être mise en partage, et l'exemple de l'exposition, aussi modeste soit-il – mais je comprends tout à fait que vous ayez saisi cette affaire pour nous questionner sur ce sur quoi nous devons des comptes – participe à cela.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

**45. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions -  
Approbation**

*Mme BRUN-MANDON sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 45, 8 locaux d'activités qui bénéficient d'aide pour la rénovation des devantures commerciales. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Annie YAGUE.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 61 voix*

**46. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 46. Il s'agit d'un appel à projets France-Sénégal avec le Conseil départemental de Rufisque, qui était présent pour les 60 ans du MIN, du Marché de gare – c'est pour ça que je fais une erreur, avec le Maire de Bargny et le responsable du Marché gare de Fès. Là on a une très belle coopération. On a aussi beaucoup à apprendre des pays dûment nommés, Maroc et Sénégal.

Y a-t-il des questions. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Julie FRÊCHE, M. Stéphane JOUAULT, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 52 voix*

**47. Nature en ville et biodiversité - Convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Groupement de commandes pour les fournitures d'espaces verts et naturels de la Ville. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

**48. Nature en ville et biodiversité - Contrat de mécénat entre l'Université Virtuelle Environnement & Développement durable (UVED) et la Ville de Montpellier pour le financement de cours en ligne sur le thème de l'arbre - Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 48. Contrat entre l'Université virtuelle de l'environnement et la Ville de Montpellier pour financer des cours en ligne. Qui a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 54 voix*

**49. Nature en ville et biodiversité - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2022 - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Salon de l'Ecologie - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 49. Attribution de subventions, salon de l'écologie. Madame MASSART, une petite intervention, parce que je pense que vous ne vous posez pas de question sur ce sujet. Allez-y.

**Marie MASSART :** Oui, très rapidement. C'est une délibération qui est portée par mon collègue Stéphane JOUAULT – qui s'excuse de ne pouvoir être là aujourd'hui. Du coup je voulais juste dire un mot sur cet événement, qui est le salon à AdNatura, qui se tiendra du 27 au 29 octobre au parc des expositions. Je voulais juste rappeler, parce qu'on le sait moins que sur la santé par exemple où Montpellier est en pointe, mais sur l'écologie, Montpellier est connue aussi comme un haut-lieu de l'écologie au niveau français et international. D'où le choix de faire ce salon à Montpellier, et grâce à l'aide de la Collectivité, il pourra se tenir. Je rappelle également aussi que c'est grâce à l'Université, aux chercheurs, que nous avançons à Montpellier sur ces questions-là. L'Université de Montpellier est la troisième au classement de Shanghai dans la discipline de l'écologie scientifique.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame MASSART. Qui est contre ? Demande de prise de parole ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

**50. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer (extension Phase 3) - Agrément de candidature SNC EVANESENS / ROXIM (Lot G) - Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 50. C'est l'agrément pour la ZAC Consuls de Mer 3. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michel ASLANIAN.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 58 voix*

*Abstentions : 3 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.*

**51. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession au profit de la Métropole des parcelles Ville de Montpellier cadastrées section TT 3, TT 71d, TT 73b, TT 91f, TT 91g, TT 142i et TT 144k - Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisations d'urbanisme pour le Centre de Maintenance des Hirondelles (CEMH) - Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 51. Cession de parcelles pour la réalisation du tram. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

**52. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Domaine de Lavalette - Ligne 5 du tramway - Baux emphytéotiques entre la Ville de Montpellier, l'Institut Agro et l'Institut pour la Recherche et le Développement (IRD) - Avenants - Cessions de terrains à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 52. Cessions de parcelles. Y a-t-il des questions auprès de Madame FAYE ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Stéphane JOUAULT, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 58 voix*

**53. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Nouveau projet de de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Convention de servitudes de passage de canalisations entre la SA3M et la Ville de Montpellier - Parcelles cadastrées LR 338 et 343 - Autorisation de signature**

*M. P. SAUREL sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 53. Dans le cadre du Nouveau Projet de de Renouvellement Urbain (NPRU), c'est des servitudes pour les canalisations. C'est très technique mais c'est du juridique qui permet le politique. Y a-t-il des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÉCHE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 52 voix*

**54. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Convention de servitude de passage d'une canalisation publique de gaz entre la Ville de Montpellier et GRDF - Avenue Fabre de Morlhon - Parcelle cadastrée OO 5 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 54. Restanque : servitude de passage entre la Ville et GRDF, avenue Fabre-de-Morlhon. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

**55. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions**

**Monsieur le Maire :** Affaire 55. Ravalement de façade à Celleneuve : 4 807 euros. Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Abstentions ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

**56. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Projet Comédie Esplanade - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 56. Convention de transfert de la maîtrise d'ouvrage sur l'Esplanade. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 52 voix*

**57. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Exonération des loyers 2021-2022 pour les locaux mis à disposition du Club de la Presse - Nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et le Club de la Presse - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 57. Exonération de loyers pour le Club de la Presse, qui a connu des difficultés post-Covid, donc c'est un soutien. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

**58. Ville apaisée et respirable - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique - Modification - Autorisation de signature**

*Mme BRUN-MANDON entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 58. C'est des Systèmes d'Information Géographique (SIG). Y a-t-il des questions ? C'est un groupement de commandes sur des SIG. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

**59. Ville apaisée et respirable - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'adhésion au Réseau des**



## **Acheteurs Hospitaliers (RESAH) - Adhésion - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 59. Y a-t-il des questions ? Pas de demandes de prise de parole sur le groupement de commandes. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

### **60. Ville apaisée et respirable - Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Maintenance applicative et intégrations techniques d'un ensemble de sites web utilisant le CMS Open Source DRUPAL - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 60. Groupement de commandes sur des sites web en *open source*. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

### **61. Ville apaisée et respirable - Délégation de Service Public (DSP) Stationnement Payant sur Voirie - Avenant n°7 - Modification du zonage du stationnement règlementé et des tarifs - Approbation - Autorisation de signature**

*M. P. SAUREL entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 61. Avenant à la DSP stationnement payant sur voirie. Je donne la parole à Monsieur REYNAUD.

**Manu REYNAUD :** Merci. Je vais vous parler aujourd'hui de 40 hectares, dont 25 hectares en plein cœur de Montpellier – c'est l'équivalent du bois de Montmaur – c'est une délibération sur le stationnement sur voirie. Pourquoi ? Eh bien parce que ces 40 hectares sont pour garer des voitures, pour du stationnement payant sur voirie, pour que vous ayez une idée de ce que ça mobilise au niveau de notre foncier. Je vais vous parler des Montpelliéraines et des Montpelliérains que vous croisez tous les jours qui eux demandent des espaces verts, des trottoirs pour les piétons, pour les poussettes, pour les caddies, des pistes cyclables, des terrasses pour la convivialité. Je vous dis juste de penser à la différence qu'il peut y avoir entre les attentes et l'espace occupé pour ce type d'usage.

Pourtant, dans cette délibération, nous allons vous proposer de louer ces 25 hectares d'espace public, pour garer des voitures de plus de 1 à 3 tonnes de métal, 365 jours par an et 24 h sur 24. Des espaces qui sont pourtant artificialisés sur lesquels nous réfléchissons à une politique pour les désimperméabiliser – je le dis parce que c'est important. Des espaces totalement artificialisés sur lesquels nous réfléchissons aussi, quartier par quartier, à des usages pour le vélo, pour la nature et pour la convivialité.

Tout ça pour dire que ces emplacements, ils ont un coût en entretien, en immobilisation. Ils ont surtout un énorme manque à gagner pour les habitants en qualité de vie. Voilà quand même comment il faut réfléchir aussi le stationnement.

Rappelons rapidement les principes, parce qu'à Montpellier, à plusieurs égards, on peut dire qu'on est en pointe sur un certain nombre de domaines, et notamment le stationnement. Je remercie

particulièrement les services. Avec Sébastien COTE nous nous occupons de ces questions-là. Le stationnement n'est plus de l'ordre du pénal, c'est-à-dire qu'on ne vous remet plus d'amende. En gros, on vous loue l'espace public et on n'appelle plus ça une amende, c'est un « *forfait post-stationnement (FPS)* », ça n'est plus du ressort du droit pénal. Le FPS – qui est réglé quand on ne règle pas le tarif horaire ou l'abonnement – sert à financer les politiques de transport en commun. Je remets les principes en jeu parce qu'il faut bien voir l'équilibre global : il ne s'agit pas de discuter uniquement du prix du tarif horaire. Enfin, le contrôle il est assuré par des agents de TaM, puisque c'est la délibération qu'on vous propose, une délibération concernant un avenant avec TaM, l'exploitant sur ces questions-là.

Vous connaissez les « *voitures LAPI* » (Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation) : c'est des voitures qui ressemblent à des *Google Car* – je ne sais plus quelle marque de voiture fait la même chose ? – c'est des voitures banalisées avec un coffre de toit et des caméras. Aujourd'hui il y en a trois et on va vous proposer d'en prendre plus. Pour le coup, il faut tordre toujours le cou à une idée reçue : il n'y a aucune automatisation. Les voitures passent avec des agents de TaM – qui, préalablement, étaient occupés à dresser les ex-PV – ils passent jusqu'à 30 km/h, et des deux côtés les caméras font des photos. Ces photos sont systématiques. Toutes celles qui sont en règle, puisque vous avez rentré votre plaque d'immatriculation soit sur votre appli soit sur le parcmètre, c'est évacué. Toutes les autres sont vues une par une par des agents de TaM, à Montpellier, qui vérifient si oui ou non on établit un forfait post-stationnement. Je vous précise que si vous avez dans les 3 minutes payé votre tarif horaire, bien évidemment, même si la voiture est passée, c'est annulé. J'en profite pour dire que vous avez la possibilité de faire des réclamations aussi auprès du service TaM, service qui est non délocalisé, c'est des vrais agents de TaM, qui sont à Montpellier, qui sont consultables au téléphone et qui font un travail formidable. Tout ça c'est important, parce que c'est vraiment une écoute et une attention particulières qu'on a vis-à-vis de ce type d'utilisation.

Sur le zonage, vous l'avez dans les délibérations : nous apportons des changements, nous rajoutons des zones et nous modifions des zones. Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent – vous savez qu'il y a plusieurs zones, on va y revenir très rapidement – nous passons parfois en zone plus dense et parfois en zone plus résidentielle, ça va dans les deux sens. Une grosse modification : on va créer – et là le Maire y tenait beaucoup et je pense qu'on aura l'occasion d'en reparler – les zones à très courte durée, qui vont être l'un des fers de lance de la politique de stationnement.

La tarification, tout ce que je vais vous présenter rapidement, va se mettre en place à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Merci aux services de la Ville et à TaM d'avoir réussi ce challenge, parce que ce n'était pas évident. Très simple : il existait trois zones – on a mis des couleurs, je rappelle toujours que c'est un peu difficile pour les daltoniens, même très dur, mais pour les autres on ne s'en sort pas mal – et nous allons en rajouter une quatrième. Chacune a sa logique propre et il y a une logique dans les couleurs. Vous avez le jaune, l'orange, le vert et maintenant le rouge :

- Le jaune et l'orange, c'est à peu près pareil : le but du jeu c'est qu'il y ait de la rotation. Le jaune, c'est très dense, donc au bout de 2 h, ça devient cher. L'orange, c'est un peu moins dense, donc au bout de 5 h, ça devient un peu plus cher ;
- La zone verte, c'est plutôt des zones résidentielles, où les gens viennent et donc ont plus de latitude et peuvent rester jusqu'à 9 h tranquillement ;
- Enfin, la zone rouge, nouvelle zone que nous venons d'expérimenter, et vous l'avez dans la délibération – de mémoire il y en a 14 qui viennent d'être créées, vous avez dû en voir certaines fleurir et nous allons continuer avec un objectif à 30 – c'est des zones 30 minutes gratuites qui permettent de favoriser l'usage de proximité.

Je le redis, notre créneau, c'est moins de places et plus de créneaux de stationnement, c'est-à-dire assurer la rotation. La grande nouveauté, c'est la zone de très courte durée. Vous avez tout sur la carte.

Quelques modifications majeures, parce que nous avons pensé à tout le monde. Les horaires de stationnement, c'est pour toutes les zones, sauf la zone rouge, de 9 h à 19 h du lundi au samedi, sauf jour férié. Les zones rouges c'est de 9 h à 20 h : ça correspond aux commerces.

Nous avons le tarif résident le moins cher de France : je vous rappelle que nous payons en moyenne 12,5 euros pour 12,5 m<sup>2</sup> d'occupation de l'espace – la superficie d'une place de parking. Ils ne changent pas, ils ne sont pas modifiés. Je vous rappelle aussi que tous ceux qui bénéficient d'un abonnement TaM – c'est-à-dire qu'ils laissent leur voiture et dès qu'ils prennent le tram – ils payent 3 euros par mois en attendant la gratuité pour tous les métropolitains et notamment les Montpellierains, qui interviendra fin 2023. Enfin, une nouveauté : le deuxième véhicule, pour ceux qui en ont, il y a un abonnement résident qui est prévu, il est lui à 30 euros.

Nous n'avons oublié personne. C'est vraiment une politique globale et encore merci aux services et au travail qui a été fait. Je pense à Sébastien COTE qui est là, et à d'autres qui sont intervenus, pour arriver à être très fin dans les réponses aux attentes. Évidemment nous répondons depuis un moment aux personnes à mobilité réduite, qui bénéficient de plusieurs choses. La première, c'est évidemment des stationnements spécifiques à leur endroit – vous connaissez, il y a les panneaux. Mais je rappelle aussi que tout le stationnement pour les personnes à mobilité réduite est gratuit sur l'ensemble des 14 000 places de stationnement dont nous disposons. De plus, grâce à l'application M'Ticket, vous pouvez vérifier si des places sont disponibles ou pas. Il y a des forfaits pour des catégories de personnels spécifiques : les artisans, les aides à domicile, les professionnels de santé, c'est 20 euros par mois. C'est important qu'ils puissent accéder à l'ensemble des places de stationnement pour des questions professionnelles. Nous avons bien évidemment des tarifs spécifiques pour les seniors, pour les demandeurs d'emploi, les demandeurs d'asile, les mutilés de guerre : on est à 3 euros mensuels ; c'est vraiment une réponse qu'on apporte.

Enfin, une nouveauté qui est apportée cette année, qui est unique en France et qui est une innovation : le forfait professionnel et salarié. C'est-à-dire qu'à partir du moment où vous travaillez dans la Ville de Montpellier – je dis bien travailler, ça ne veut pas dire y habiter – pour uniquement les zones orange et vertes – vous vous rappelez la distinction – vous pouvez souscrire, avec les justificatifs bien sûr, à un forfait mensuel. Il y a une distinction entre les moins de 7 chevaux fiscaux et les plus de 7 chevaux fiscaux. Pour les moins de 7 chevaux fiscaux c'est 60 euros par mois en zone verte et 100 euros en zone orange. Pour les plus de 7 chevaux – qui sont évidemment des voitures plus chères, plus lourdes, a priori plus polluantes mais pas que – 80 euros en zone verte et 130 en zone orange. Je vous le précise, c'est des petits détails, mais quand ça s'adresse parfois à des professionnels, il y a la TVA à déduire, quand ça s'adresse à des salariés ça peut être pris en charge par la société.

Enfin, nous investissons dans 100 nouveaux horodateurs. Vous l'avez vu avec une chose qui avait été déjà mise en place dans le précédent mandat – qui est une très, très bonne idée – les arceaux à vélo sur un côté et un arceau moto. Ça a deux avantages : ça permet effectivement à des vélos de se garer et à des motos – et on a vu qu'à certains endroits où on ne s'y attendait pas, eh bien ça sert, donc comme quoi, la preuve par l'exemple que la politique sur le choc des mobilités, elle fonctionne vraiment, puisque nous avons des vélos partout – et en plus, elle protège les horodateurs des voitures béliers – c'est aussi un des usages de cette chose. Et nous rajoutons deux voitures LAPI.

Puis la grosse innovation, c'est ces zones à très courte durée. Je vais tenter quelque chose qui va donner lieu, je l'espère, aux moins de paris possibles : c'est une démonstration réelle de mon téléphone portable. Pour ceux qui connaissaient, à *Nulle part ailleurs*, Jérôme BONALDI était très fort pour tester les trucs, et, à la fin, ça ne marchait pas. Je sais qu'il y a des gens qui ont parié contre

moi aujourd'hui, je vous entends.

Alors attendez, ça prend un petit peu de temps, mais normalement on a répété. Moi je fais confiance au Pôle numérique et données... Voilà ! Sur mon portable j'ai désactivé les notifications pour ceux qui voudraient tenter de m'envoyer des SMS en ce moment. Je vous le dis : tout a été essayé, parce que c'est déjà arrivé, il y a des trucs qui circulent sur le net.

Donc l'application M'Ticket, dont je vous recommande l'usage, puisque vous n'avez plus besoin d'aller à l'horodateur, elle est en bas à droite. Je clique sur M'Ticket, qui est une application de TaM, qui est vouée à évoluer, mais qui a déjà beaucoup de portes d'entrée. Je ne vous fais pas la démonstration totale, parce que là on est sur le stationnement, mais vous remarquerez que vous pouvez voyager avec le tram et notamment avec les pass gratuité actuels. Vous pouvez vérifier où sont les stations de vélomag, si elles sont libres ou pas. Quand vous voyagez vous pouvez voir à la fois les lignes qui sont à côté, le temps d'attente sur les bus, sur les trams, c'est magique, réellement. Et puis vous allez pouvoir stationner – vous avez aussi les parkings PMR. Pour stationner tout simplement je vous fais la démonstration pour la zone très courte durée, mais ça fonctionne pour toutes les zones. C'est très simple.

Pour l'instant, tout marche, vous le notez, j'insiste que jusqu'à la moitié de la présentation ça fonctionne encore ! Tout ça est en live, je le précise, aucun trucage n'a été effectué, même si j'ai une vidéo de secours au cas où tout planterait, parce que c'est étudié, l'affaire.

Nous sommes donc à l'Hôtel de Ville, on va aller chercher une zone rouge, mais ça marche pour toutes pareil. On prend une zone rouge où on est censé être garé. Vous pouvez être n'importe où, vous pouvez le faire dans votre voiture, mais vous pouvez le faire quand vous êtes à la terrasse d'un café, quand vous êtes chez vous, bien évidemment. Vous allez aller cliquer tout simplement sur le « *Zone ZTCD* ». Vous avez un bouton « *stationner* » en bas. On peut enregistrer son véhicule de manière à ne pas le réenregistrer, mais comme je voulais vous faire la démo, je vais enregistrer le véhicule. Vous voyez que c'est très simple et je vais le faire avec une vraie plaque – on m'en a donné une, parce que sur les vélos ce n'est pas les mêmes. Il faut avoir une voiture, je le précise. Vous pouvez donner un nom de véhicule au cas où vous en auriez plusieurs – ce que je ne conseille pas par ailleurs, mais ça fonctionne très bien dans l'application, il faut quand même le reconnaître. Vous validez. Vous choisissez donc le véhicule, et là vous avez droit à 30 minutes gratuites et vous validez le paiement. N'ayez pas peur – en l'occurrence, c'est ma carte bleue, donc personne ne peut se soucier de la dépense. Vous validez le paiement. Total : 0 €, gratuit. Ça c'est votre ticket. Vous avez 30 minutes. À partir de ce moment-là, c'est fait.

Je pense qu'on ne peut pas faire plus simple comme usage. Ça a vocation à évoluer évidemment sur l'ergonomie, sur la pratique, sur la clé d'entrée, mais c'est très simple. Je voudrais féliciter Laurent NISON et tous les services de TaM. En tout cas voilà : la preuve par l'exemple, ça fonctionne, le système, il est cohérent au niveau du dispositif qui est proposé, il répond à tous les usages, et qui plus est, il est d'une facilité d'accès absolument phénoménale. Je vous remercie. Pour tous ceux qui ont parié, on se retrouve après. Merci.

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Monsieur REYNAUD, pour cette présentation très complète et extrêmement pédagogique à ceux qui sont en situation d'être en panique sur les applications. J'ouvre la discussion. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur TRAVIER, Madame YAGUE, Monsieur COTE. Allez-y, Monsieur TRAVIER. Bonjour, d'abord.

**Bernard TRAVIER :** Monsieur le Maire, chers collègues, je voudrais attirer l'attention d'Emmanuel

REYNAUD sur la situation des personnels de santé auxquels il a fait allusion. Plusieurs infirmières m'ont interpellé. Elles ont dû en urgence – notamment pendant la pandémie – aller chez les gens, soigner et aider, et elles ont été verbalisées. Elles ont écrit à la TaM, qui a rejeté leur demande. Or je rappelle qu'il existe une circulaire JOXE de 1969 qui demande aux collectivités de faire preuve de bienveillance si le stationnement ne perturbe pas de manière exagérée la circulation routière. Je pense que, vu la période que nous vivons pour les personnels de santé, on devrait peut-être faire application de cette tolérance et donner des instructions à la TaM pour qu'elle ne réponde pas d'une manière aussi administrative et dépourvue de toute humanité, d'après ce qu'on m'a dit. Je n'en sais pas plus.

Je n'ai pas eu le temps d'en parler à Emmanuel [REYNAUD] avant, ce n'est pas pour le mettre en difficulté, mais parce que ça pose une vraie question de santé publique. Je précise que les textes prévoient que les dispositions s'appliquent aux infirmières en secteur libéral ou en secteur public, et aux médecins bien sûr.

**Monsieur le Maire :** Merci, Monsieur TRAVIER. Monsieur COTE vous apportera des éléments de réponse. Madame YAGUE.

**Annie YAGUE :** Merci, Monsieur le Maire. Vous ne serez pas étonnés : je vais voter contre cette délibération, je suis dans la logique de continuité par rapport à mes votes précédents. Nous avons là donc un troisième volet des modifications du stationnement payant sur la Ville de Montpellier. Après avoir élargi de manière très conséquente les zones de stationnement payant, après avoir modifié la classification du zonage en faveur de plus de recettes, la Municipalité s'attaque aux tarifs. Augmentation entre 40 et 50 % des tarifs verts et orange, un peu moins sur la zone jaune, mais il faut dire aussi que le tarif était déjà assez prohibitif. Le forfait post-stationnement passe de 17 euros en zone verte à 30 euros, 33 en zone orange à 35 euros, 33 en zone jaune à 40 euros. Cerise sur le gâteau : la plage horaire de stationnement s'élargit d'une heure pour passer de 9 h à 19 h alors qu'avant c'était de 9 h à 18 h. Donc comme je vous l'ai dit je voterai contre cette délibération, qui plombe à mon avis encore et encore le budget des Montpelliérains, dans une période où peut-être il va être déjà mis en difficulté par la crise énergétique qui se profile, même si elle n'est pas sûre.

Je voudrais aussi donner un petit mot à Monsieur REYNAUD : je comprends bien sa position, mais je trouve que ce n'est pas bien de culpabiliser les gens qui sont dans l'obligation d'utiliser leur automobile et de se garer. Oui, Monsieur REYNAUD, vous dites, « *rendez-vous compte, 40 hectares sont utilisés pour garer les voitures* ». Mais oui, mais c'est la vie de tout le monde et chacun doit prendre sa part. Vous savez, Monsieur REYNAUD, il y a des gens qui ne peuvent pas faire de vélo ou de trottinette, il y a même des gens qui n'arrivent pas à marcher plus de 50 mètres, peut-être des fois 3 mètres. Ils sont obligés ces gens-là d'utiliser leur automobile. Il y a aussi des gens qui sont loin des moyens de transport communs. Je pense qu'il faut avoir une vue plus large sur la population de Montpellier. Certes on doit tous faire des efforts, mais il y a certaines personnes qui ne pourront pas en faire, et culpabiliser les gens je ne trouve pas que ce soit une bonne solution. Merci.

**Monsieur le Maire :** Merci, Madame YAGUE, de votre intervention. Monsieur COTE, quelques éléments de réponse, et puis j'en apporterai également.

**Sébastien COTE :** Oui, Monsieur le Maire. Chers collègues. Cher Bernard TRAVIER. Je me propose de vous rencontrer peut-être à l'issue du Conseil, parce que comme vous parlez de verbalisations qui ont été faites durant le confinement, à l'époque, la lecture automatisée des plaques d'immatriculation n'existait pas. Je ne sais pas s'il s'agit de verbalisations pénales ou de verbalisations liées au stationnement payant sur voirie, donc je suis preneur des dossiers et des demandes, et évidemment nous les regarderons avec toute l'attention qu'il se doit.

Je rappelle quand même aussi – l’occasion m’en est donnée – qu’il existe, et c’est assez mal connu, parce que nous avons été surpris avec Manu REYNAUD du faible nombre de professionnels qui utilisent cette possibilité : il existe à la Ville de Montpellier une possibilité pour tous les professionnels qui interviennent à domicile, que ce soit des artisans ou dans le domaine du soin, de bénéficier d’un abonnement sur voirie de l’ordre de 200 euros par an. Par an, c’est-à-dire que c’est moins de 20 euros par mois. C’est effectivement un tarif qui est très avantageux lorsqu’on le compare à ce qui se passe dans d’autres grandes villes. Mais évidemment on regardera avec attention les cas qui ont été soulevés.

Pour revenir rapidement, et sans polémique évidemment avec Madame YAGUE, d’abord pour m’étonner un petit peu, et en même temps du coup la remercier aussi pour son action passée comme Adjointe au Maire de la Ville de Montpellier, puisque c’est elle qui avait voté en 2018 la mise en place du stationnement payant sur voirie. La dépénalisation, c’est une décision très importante qui avait été prise par la précédente majorité. C’est aussi dans ses délibérations qu’avait été mise en place et prévue la lecture automatisée des plaques d’immatriculation, que nous mettons en œuvre et que nous continuons à mettre en œuvre. Je pense que parfois, en politique, un peu de cohérence ne nuit pas, et c’est dommage évidemment de revenir sur ces votes passés de cette manière-là.

Là aussi l’occasion m’en est donnée, donc je la saisis – Manu REYNAUD l’a dit. Vous avez parlé des augmentations. Je rappelle qu’en moyenne sur la Ville de Montpellier le stationnement payant sur voirie est de 1,30 euro à l’heure, ce qui fait de la Ville de Montpellier la grande ville, parmi les villes de même strate bien évidemment, la moins chère de France. Avec ces augmentations, nous allons arriver à 1,50 euro en moyenne, ce qui nous situera dans la moyenne des villes de même strate.

Mais parallèlement à cela, et j’y insiste parce que c’était une forte demande et depuis des années des professionnels et des salariés qui travaillent sur la Ville de Montpellier, nous ouvrons un droit nouveau : la possibilité pour tout salarié qui travaille sur la Ville de Montpellier de souscrire un abonnement en zone orange et en zone verte, de manière à pouvoir stationner à l’année sur la voirie. C’est une demande extrêmement forte qui nous est remontée de professionnels extrêmement variés, et justement parce que cela venait de professionnels très variés (Éducation nationale, centres médicaux, salons de coiffure, préparateurs en pharmacie, ...). Nous avons fait le choix de la grande simplicité. Nous n’avons pas multiplié les forfaits, nous avons créé un seul forfait : tous les professionnels, tous les salariés qui peuvent prouver qu’ils exercent leur activité sur la Ville de Montpellier bénéficieront de ce forfait de stationnement, bien évidemment quelle que soit la Ville où ils habitent – ils peuvent habiter même en-dehors de la Métropole : ils en bénéficieront. C’est une innovation radicale, c’est quelque chose qui n’existe pas ailleurs, et vraiment je profite de cette occasion pour y insister lourdement. Merci.

**Monsieur le Maire :** Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN :** *Intervention hors micro* ...parce que le montant justement de ce forfait innovant – qui me semble du bon sens pour ceux qui ont été relégués à l’extérieur de notre ville et qui pourtant font tourner nos commerces ou tous les services publics – je crois que j’ai compris. Ce n’est pas marqué dans la délibération, c’est pour ça que je n’avais pas réagi sur ce sujet. J’ai compris dans votre intervention, Monsieur REYNAUD, que vous parliez sur ce forfait salarié de 60 euros par mois ? Le montant me semble important, et surtout il devrait être « *proratisé* » selon les revenus des personnes. On a des smicards qui viennent dans notre ville travailler, 60 euros par mois : je suis un peu étonnée et je trouve ça étonnant que ça n’a pas été marqué dans la délibération.

**Monsieur le Maire :** Je vais répondre là-dessus. D'abord, aujourd'hui, Madame DOULAIN – mais vous avez salué l'effort – beaucoup de représentants de professionnels nous ont fait remonter ça. Dans les zones où il y a du commerce de proximité, il faut qu'il y ait du *turnover*, donc lutter contre les voitures ventouses. C'est vrai qu'il y a des gens qui travaillent dans ces secteurs-là, et donc où peuvent-ils mettre leur véhicule ? C'était un peu la chasse à l'horodateur, à recharger le M'Ticket, avec la grille des tarifs qui avait été délibérée – sur laquelle on n'a pas vocation à revenir. Quand la voiture reste plus de 5 h, là le tarif devient plus important pour avoir la rotation : donc quand on met en place ce tarif dédié aux salariés, c'est une nouveauté, vous l'avez saluée.

Il y a un tarif, par exemple 100 euros en zone verte, mais il existe le forfait mobilité durable (FMD), à la charge de l'employeur, qui peut être déduit des frais professionnels : c'est quand même une mesure sur laquelle on peut inciter, les employeurs participent au financement de la mobilité pour les gens qui viennent. Au jour d'aujourd'hui, il n'y avait rien. Vous avez raison, Madame YAGUE : il n'y a pas que les transports en commun. On sait bien qu'il y a des gens qui ne peuvent pas faire autrement, d'où la création de ce tarif pour les salariés. C'est une nouveauté.

L'autre point que je vous invite à relever, c'est le développement des zones rouges, 30 minutes gratuites. On a eu une très belle démonstration. Pourquoi ? Pour favoriser les commerces de proximité. D'ailleurs c'est pour moi l'occasion de préciser un point de vue, qui pourrait être repris : dans les centres commerciaux de périphérie, il y a la grande attractivité, des grands parkings, qui ont artificialisé des sols dans les années 70. Pour les commerçants, c'est vrai que le tarif peut apparaître dissuasif et il faut du *turnover*. D'où la création de ces 30 minutes pour soutenir le commerce de proximité.

L'autre point, et je veux aussi le dire parce que c'est important : on a une statistique. Madame YAGUE, vous la connaissez – enfin en tout cas quand on siège depuis longtemps dans cette Assemblée on la connaît. On a une utilisation de nos parkings existants, qui est en moyenne, même les parkings relais, de seulement 50 %. Il faut quand même qu'on arrive aussi à inciter les gens à aller sur ce type de stationnement. Quand notamment on est dans les zones jaunes ou orange, il y a ces parkings. Je peux prendre l'exemple du parking Europa ou à Antigone. On a l'abonnement à 15 euros et 3 euros si on est abonné transports en commun, ça permet quand même de réglementer le stationnement et de permettre aux gens qui habitent à proximité de pas se retrouver avec des phénomènes de voitures ventouses, qui crée des points de tension, et notamment de gens qui se mettaient à proximité des lignes de tramway et qui perturbaient la vie d'un certain nombre de résidents. L'un des exemples connus, boulevard Massena sur la ligne 3, rue de las Sorbes, je peux prendre quelques exemples. Voilà le sens de ces réglementations.

Outre la démonstration, la grande innovation et la grande nouveauté, c'est qu'il y aura un tarif dédié aux salariés. Il ne peut pas être trop bas, parce que le but aussi c'est qu'ils puissent soit être sur un stationnement réglementé, et qu'ils aillent prendre aussi des abonnements dans les parkings.

Madame LABOURIER, une seconde.

**Flora LABOURIER :** *Intervention hors micro* ...on pouvait déduire éventuellement le forfait mobilité durable, mais ce forfait-là, il est conditionné à une mobilité durable. Ça veut dire que, si on n'est pas dans le covoiturage ou dans certaines mobilités, vous ne pouvez pas forcément le déduire. Est-ce que vous pouvez revoir au moins ce point-là pour avoir une adaptation, on va dire plus sociale de la mesure, qui est une bonne mesure, mais de la prendre en compte. Ce serait quand même bien, parce que 60 euros par mois, mais c'est énorme.

**Monsieur le Maire :** Non mais attendez, aujourd'hui il n'y a rien ! Aujourd'hui on donne une possibilité. Je vous invite à ne pas sombrer dans une facilité. L'idée c'est quand même que les employeurs participent à cela. Aujourd'hui on n'a rien, donc, moi, si je reporte... Monsieur ASLANIAN.

**Michel ASLANIAN :** Merci, Monsieur le Maire. Je vais m'exprimer là en tant que chef d'entreprise et non pas en tant que conseiller municipal. J'ai parlé de cette mesure à beaucoup de mes amis dans les organisations patronales : c'est une chance pour l'entreprise. De toute façon l'entreprise va en profiter : on déduira ça de nos charges et ce n'est absolument pas scandaleux, 60 euros, Madame LABOURIER. Au contraire, pour nous il n'existait rien, il existe maintenant quelque chose, c'est une vraie opportunité que nous allons tous saisir, et je parle ici au nom de la plupart des chefs d'entreprise, nous sommes absolument ravis de cette proposition.

**Monsieur le Maire :** Merci. Monsieur COTE, une seconde

**Sébastien COTE :** Oui, juste pour revenir sur ces 60 euros par mois, qui sont à diviser par 20 jours ouvrables : ça fait donc 3 euros par jour pour stationner sur la Ville de Montpellier. Aujourd'hui, si vous êtes dans une zone verte, c'est 17 euros la journée ! Encore une fois, il s'agit bien de quelque chose de nouveau qui répond à un vrai besoin qui n'existait pas. C'est un effort qui est très important de notre part, et je pense que c'est en capacité de répondre à la demande – en tout cas tous les échanges que nous avons eus, et merci à Michel ASLANIAN de son intervention – parce que tous les échanges que nous avons eus, avec des commerçants, avec des artisans, qui ont des salariés, vont tous dans le même sens : c'était très attendu. Je vous invite quand même à bien mesurer. La voiture, quand on en a besoin, a sa place dans la Ville de Montpellier ; elle doit simplement avoir sa juste place. 3 euros par jour pour stationner, lorsque bien souvent on n'est pas de la Ville de Montpellier, on est d'une autre collectivité et on paye ses impôts dans une autre collectivité, c'est un effort que nous faisons très important à destination des salariés et des professionnels.

**Monsieur le Maire :** Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstentions ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 50 voix*

*Contre : 2 voix*

*Ont voté contre : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.*

*Abstentions : 11 voix*

*Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Flora LABOURIER, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.*

## **62. Relation aux usagers - Recensement de la population 2023 - Création de postes d'agents recenseurs - Rémunération – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 62. Recensement. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame TIKOUK ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

## **63. Ressources humaines et dialogue social - Règlement du temps de travail au sein de la**



## **Ville de Montpellier – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 63. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASLANIAN ? Même vote ? Abstentions ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 60 voix*

*Abstentions : 3 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.*

### **64. Ressources humaines et dialogue social - Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des conventions de services communs - Création de services communs - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 64. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur ASLANIAN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

### **65. Ressources humaines et dialogue social - Projet d'animation sociale et culturelle - Convention de collaboration volontaire - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 65. Même vote ? Même vote.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

### **66. Ressources humaines et dialogue social - Modification du tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 66. Y a-t-il des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 55 voix*

*Abstentions : 8 voix*

*Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.*

### **67. Ressources humaines et dialogue social - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 67. 36 apprentis vont au sein de la Collectivité. C'est pour ouvrir ce type d'offre. C'est important. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

## **68. Finances - Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) du 14 septembre 2022 – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT). Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

## **69. Hors Délégation - Délégations du Conseil municipal au Maire – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Délégations. Affaire 69. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

## **70. Hors Délégation - Représentations du Conseil municipal – Désignations**

**Monsieur le Maire :** Affaire 70. Il est proposé de procéder à des remplacements à la suite de l'arrivée de Monsieur ZANCHIELLO sur les représentations au sein du Conseil municipal. Qui est contre ? Elles sont affichées. Tout le monde en a dûment pris connaissance. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.*

<i><b>Etablissements scolaires</b></i>	<i><b>Représentations</b></i>
<i>Groupe scolaire Pas du Loup Ecole maternelle Lily Boulanger (Croix d'Argent)</i>	<i>Madame Célia SERRANO</i>
<i>Groupe scolaire Paty-Aubrac Ecole primaire Paty (Près d'Arènes)</i>	<i>Madame Nicole MARIN-KHOURY</i>
<i>Groupe scolaire Rousseau-Condorcet Ecole élémentaire Condorcet (Centre Ecusson)</i>	<i>Monsieur Alban ZANCHIELLO</i>
<i>Groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême Ecole élémentaire Pierre de Ronsard (Croix d'Argent)</i>	<i>Madame Agnès ROBIN</i>

<i>Collège Clémence Royer (Centre)</i>	<i>Monsieur Alban ZANCHIELLO (titulaire) Monsieur Eddine ARIZTEGUI (suppléant)</i>
<i>Collège Port Marianne (Port Marianne)</i>	<i>Madame François BOUTET-WAISS (titulaire) Madame Emilie CABELLO (suppléante)</i>
<i>Lycée Georges Clemenceau (Centre)</i>	<i>Monsieur Christophe BOURDIN (titulaire) Monsieur Boris BELLANGER (suppléant)</i>
<i>Lycée hôtelier Georges Frêche (Port Marianne)</i>	<i>Madame Emilie CABELLO (titulaire) Monsieur Stéphane JOUAULT (suppléant)</i>
<i>Lycée des Métiers Pierre Mendès-France (Port Marianne)</i>	<i>Madame François BOUTET-WAISS (titulaire) Madame Emilie CABELLO (suppléante)</i>
<i>Sainte Emilie (Croix d'Argent)</i>	<i>Monsieur Yvan NOSBE</i>

<b><i>Organismes extérieurs</i></b>	<b><i>Représentations</i></b>
<i>Instance d'évaluation publique du Plan régional de santé publique</i>	<i>Madame Elodie BRUN-MANDON (suppléante)</i>
<i>Ligue Nationale contre le cancer 34</i>	<i>Madame Elodie BRUN-MANDON (titulaire)</i>
<i>Réseau français des Villes-Santé de l'OMS</i>	<i>Madame Elodie BRUN-MANDON (titulaire)</i>
<i>Université de Montpellier – Faculté des sciences pharmaceutiques et biologiques</i>	<i>Madame Elodie BRUN-MANDON (titulaire)</i>
<i>Université de Montpellier – Faculté d'odontologie</i>	<i>Madame Elodie BRUN-MANDON (titulaire)</i>

<i>Commission départementale d'aménagement commercial</i>	<i>Monsieur Alban ZANCHIELLO (titulaire)</i>
---	--

<i>Instances internes</i>	<i>Représentations</i>
<i>Commission locale d'évaluation de transfert des charges (CLECT)</i>	<i>Monsieur Alban ZANCHIELLO (titulaire) Monsieur Jacques DOMERGUE (titulaire)</i>
<i>Commission consultative des services publics locaux (CCSPL)</i>	<i>Monsieur Jacques DOMERGUE (titulaire)</i>
<i>Commission de contrôle des comptes (CCC)</i>	<i>Monsieur Jacques DOMERGUE (titulaire)</i>
<i>Commission des halles et marchés</i>	<i>Monsieur Alban ZANCHIELLO (titulaire)</i>

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 63 voix*

**71. Compte-rendus annuels d'activité - Opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent - Compte rendu Annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°2 - Convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 71. Alors là on attaque les CRAC : est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur les CRAC prévus ? Comme il faut que je donne lecture de tous et enfin on aura écumé l'ordre du jour, puisque ce n'est plus que les CRAC. CRAC, affaire 71, Hauts de Croix d'Argent. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 49 voix*

**72. Compte-rendus annuels d'activité - Concession d'aménagement du quartier de la Cité Créative - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°**

**11 - Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature**

*M. H. MARTIN sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 72. CRAC sur la Cité créative. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 49 voix*

**73. Compte-rendus annuels d'activité - Concession Grand Cœur (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique**

**Monsieur le Maire :** Affaire 73. C'est le CRAC Grand Cœur. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

**74. Compte-rendus annuels d'activité - Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n° 11 au traité de concession d'aménagement - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 74. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 49 voix*

**75. Compte-rendus annuels d'activité - Concession d'aménagement Ovalie - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°5 - Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 75. C'est le CRAC d'Ovalie. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 54 voix*

**76. Compte-rendus annuels d'activité - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SERM - Petit Bard - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021**

**Monsieur le Maire :** Affaire 76. CRAC sur le Petit Bard. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 62 voix*

**77. Compte-rendus annuels d'activité - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 – Approbation**

*Mme A. YAGUE (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES) sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.*

**Monsieur le Maire :** Affaire 77. CRAC Pompignane. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 47 voix*

**78. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°3 - Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisations de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 78. Elle arrive, la 78, plus vite que votre ombre, Madame DOULAIN. Abstentions, c'est ça, sur l'affaire ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 44 voix*

*Abstentions : 3 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.*

**79. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes - Compte rendu annule à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4**

**- Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 79. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 52 voix*

**80. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Malbosc -  
Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°10 -  
Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** 80. C'est le CRAC de Malbosc. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 52 voix*

**81. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Nouveau  
Saint Roch - Commune de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC)  
- Exercice 2021 - Avenant n°11 – Approbation**

*M. H. MARTIN entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** 81. Nouveau Saint Roch. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Nouveau Saint Roch, réalisation d'un groupe scolaire qui aura l'occasion d'être présenté dans ce nouveau quartier, mais aussi pour accompagner toutes les évolutions du secteur alentour.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 53 voix*

**82. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°16 – Approbation**

**Monsieur le Maire :** 82. CRAC Port Marianne, Consuls de Mer. Y a-t-il des abstentions ? Des oppositions ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 53 voix*

**83. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne - Jacques Cœur - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 83. Port Marianne, Jacques Cœur. Y a-t-il des contres ? Des abstentions ? Des refus de vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

**84. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne - Jardins de la Lironde - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 – Approbation**

**Monsieur le Maire :** 84. Port Marianne, Jardins de la Lironde. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Des refus de vote ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

**85. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°14 - Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 85. C'est le CRAC sur l'extension de l'avenue de la Mer. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 53 voix*



**86. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Port Marianne-République - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Avenant n°4 – Approbation**

**Monsieur le Maire :** Affaire 86. Port Marianne, République. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 47 voix*

**87. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Rive gauche - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 – Approbation**

**Monsieur le Maire :** 87. Port Marianne, Rive gauche. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

**88. Compte-rendus annuels d'activité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire :** Affaire 88. ZAC Restanque. Qui ne prend pas part au vote ? On a fêté les 60 ans du Marché gare. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 61 voix*

**Monsieur le Maire :** L'ordre du jour est terminé. Il n'y a pas eu de questions qui nous sont parvenues. Merci à tous et à toutes, chers collègues, pour cette séance. Il y a un petit pot qui est offert. Merci au public pour sa présence et à ceux qui nous ont traduits en langue des signes, et aux Montpelliérains et aux Montpelliéraines qui ont suivi nos travaux par la vidéo. Merci à la presse qui couvre la séance du Conseil municipal. Merci beaucoup.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h10.**



## Conseil municipal du 16 décembre 2022

**Décisions prises par Monsieur le Maire  
et non présentées lors du précédent Conseil,  
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23  
du Code Général des Collectivités Territoriales**

**N°VD2022-255** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à l'autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture dans le cadre du Plan-Objet 2022, conservation, restauration et valorisation de l'église Notre-Dame-des-Tables**

**Objet :** une demande d'autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture est proposée dans le cadre du plan objet 2022

**N°VD2022-339** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0034EN d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Mission d'accompagnement technique, organisationnel et de formation pour l'application du décret tertiaire pour la Ville de Montpellier - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°V2B0034EN au groupement BERIM / ESPELIA SAS. Il concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage - Mission d'accompagnement technique, organisationnel et de formation pour l'application du décret tertiaire pour la Ville de Montpellier. Il est conclu pour un montant maximum de 88 000 € HT. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2025.

**N°VD2022-340** - Direction Architecture et Immobilier

**Guichet unique d'accueil familles Ukrainiennes situé aux Echelles de la Ville - Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux au bénéfice de l'association CHU Croix Rouge Française - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition, à titre gratuit, du local situé aux Echelles de la Ville, au bénéfice de l'association "CHU Croix Rouge Française". Ce local servira de guichet unique d'accueil pour les familles Ukrainiennes arrivées sur le territoire Montpellierain. Cette convention est conclue jusqu'au 31/12/2022

**N°VD2022-350** - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

**Décision relative à un mandat d'études préalables à la construction de l'Hôtel des Sécurités - Approbation**

**Objet :** Dans le cadre de sa compétence en matière de sécurité et de tranquillité publique, La Ville doit faire étudier les conditions de réalisation d'un Hôtel des Sécurités implanté sur la ZAC "Parc 2000 Extension". Le mandat d'études préalables est confié à la SA3M, ainsi que ses annexes. Ces études permettront de choisir les orientations, le programme, le calendrier de l'opération de travaux d'un bâtiment devant héberger l'ensemble des équipes opérationnelles et administratives ; concourant à la protection des personnes et des biens (que ce soit en matière de sécurité publique ou de sécurité civile).

**N°VD2022-371** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative à un mandat spécial - Accompagnement des membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse à Bruxelles**

**Objet :** Créé par délibération du Conseil Municipal en date du 17 novembre 2018, le CMJ est une instance de concertation dont le but est de favoriser la participation active des jeunes aux décisions et actions au niveau local. Afin d'encourager les jeunes du CMJ à s'impliquer à la vie démocratique en Europe, et dans le cadre de l'année européenne de la jeunesse, un programme d'actions intitulé « Parcours Européen du CMJ » a été élaboré toute l'année. Ce parcours européen se prolonge par un voyage à Bruxelles prévu les 12 et 13 octobre 2022.

**N°VD2022-373** - Direction de l'Enfance

**Décision relative à un avenant financier n°1 à la convention cadre de partenariat : Chorégraphie et Petite Enfance" entre les établissements d'accueil du jeune enfant et le Centre Chorégraphique National- Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention cadre de partenariat « Chorégraphie et Petite Enfance » signée entre la Ville de Montpellier et le Centre Chorégraphique National. Elle a pour objet de réajuster la participation financière de chaque partie. La participation de la Ville pour l'exercice 2022 reste inchangée par rapport à l'année précédente soit 500 € par an et par établissement pour un montant total de 6 000€ pour les 12 établissements engagés dans le projet.

**N°VD2022-382** - Direction Architecture et Immobilier

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°V0D0041AI - Lot 3 : ' Mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au lot n°3 du marché n°V0D0041AI de prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier, conclu avec l'entreprise SUD SERVICE SAS sise à Castelnau-le-Lez. Il a pour objet de modifier les prestations mensuelles (A) et l'intégration de nouveaux sites au CCTP et au BPU. Le montant mensuel (prestations régulières mensuelles A) est de 5 320, 50 € HT.

**N°VD2022-383** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative à un avenant n°1 au marché V9D0018AI ' Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du palais des sports Pierre de Coubertin '- Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché V9D0018AI du groupement conjoint BPA Architecture/ INGE+/ BETSO/ Bernard Poissonnier Economiste dont le mandataire est BPA Architecture.

Le montant de cet avenant est de 25 904,38 € HT, portant le forfait de rémunération définitif à 335 054,38 € HT, soit une augmentation de 8, 38 %. Le marché de maîtrise d'œuvre est prolongé de 7 mois portant sa date de fin d'exécution au 09/05/2025.

**N°VD2022-385** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête TA n°2203833-3 et n°2203834-3 - Ressources humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats "MB Avocats" devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes :

- n° 2203833-3 par une agente de la Ville de Montpellier, tendant à obtenir réparation de son préjudice subi né du taux d'IPP fixé à 5% et 5 % consécutivement à deux accidents de travail ;
- n°2203834-3 en référé provision déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par cette même agente dans le cadre de la même affaire.

**N°VD2022-387** - Direction du Parc de Lunaret

**Décision relative à l'accord-cadre n°202202961S2201- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation muséographique et technique détaillée du parc zoologique et le suivi opérationnel - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre n° 202202961S2201- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation muséographique et technique détaillée du parc zoologique et le suivi opérationnel au groupement EGIS VOLTERE (mandataire) /BIOTOPE communication édition- PRESENCE France /EGIS Bâtiments sud / Fox consulting/, EGIS Villes et transports, cotraitants pour un montant total de 312 760 € HT (maximum du marché de 350.000 € HT) et pour une durée de 4 ans non reconductibles.

**N°VD2022-388** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2203894-1 TA - Madame Aline-Marie HASIAK"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite au dépôt de la requête n°2203894-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 juillet 2022 par Madame Aline-Marie HASIAK contre l'arrêté n° PC 3417221M0004 du 29 juillet 2021 par lequel la commune de Montpellier a délivré à la SNC COGEDIM LR un permis de construire portant sur la réalisation d'un ensemble immobilier de 86 logements sis 333 avenue de Monsieur Teste.

**N°VD2022-389** - Direction de la Santé et de la Prévention

**Décision relative au marché n°V0B0060RH - Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de la Ville de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n° V0B0060RH relatif Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de la Ville de Montpellier. Il a pour objet de prolonger la durée du marché, notifié pour 12 mois le 8 septembre 2022, jusqu'au 31/12/2022 et d'augmenter de 10 % le montant maximum du marché, soit plus 6 000 € HT. Les clauses et conditions du contrat initial ne sont pas modifiées.

**N°VD2022-390** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "requête n°2203636-5 TA - Monsieur et Madame GRECET"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats ACOCE suite au dépôt de la requête n°2203636-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur et Madame GRECET contre la décision du 17 juin 2022 par laquelle la Commune de Montpellier a refusé une dérogation pour la rentrée scolaire 2022/2023.

**N°VD2022-391** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "requête n°2204068-3 TA - Ressources humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB Avocats suite au dépôt de la requête n°2204068-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 août 2022 par une agente de la Ville de Montpellier contre la décision du 1er mars 2022 relative à un changement d'affectation.

**N°VD2022-393** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER" pour les 13 et 20 août 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER » pour les 13 et 20 août 2022, moyennant une redevance de 61 €.

N°VD2022-395 - Direction de l'Enfance

**Décision relative au conventionnement avec l'association ADAGES pour la mise à disposition d'une salle d'activité au profit du Relais Petite Enfance Croix d'Argent - Autorisation de signature**

**Objet :** Convention relative à la mise à disposition d'une salle d'activité de l'association ADAGES au profit du Relais Petite Enfance Croix d'Argent, une matinée par mois du 19 septembre 2022 au 2 juillet 2023.

N°VD2022-411 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Cour Administrative d'Appel de Toulouse appel du jugement n°2005736 du TA"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "MB Avocats". La ville de Montpellier souhaite interjeter appel du jugement n°2005736-3 du 13 juillet annulant la décision du Maire de Montpellier plaçant en disponibilité d'office un agent.

N°VD2022-413 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association' LA VOIE DE LA RÉPONSE' pour le 27 août 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « LA VOIE DE LA RÉPONSE » pour le 27 août 2022, moyennant une redevance de 30,50€

N°VD2022-414 - Direction des Relations aux Publics

**Décision relative au marché n°V2B0045RP - Exhumations administratives de concessions échues et de terrain ordinaire**

**Objet :** Exhumations administratives de concessions échues non renouvelées par les familles dans le délai légal et reprise des emplacements en terrain commun. Le marché est attribué à l'entreprise BANCAREL SAS BDE sise à Mireval, pour un montant de 80 000 € HT et pour une durée de 9 mois à compter de la notification.

N°VD2022-415 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'BARBARA FORTUNA' pour le 18 octobre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « BARBARA FORTUNA » pour le 18 octobre 2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

N°VD2022-416 - Direction des Relations aux Publics

**Décision relative à une rétrocession d'une concession trentenaire - Acte 42938 - Cimetière Saint-Lazare**

**Objet :** Décision relative à une rétrocession d'une concession trentenaire - Acte 42938 - Cimetière Saint-Lazare, reprise pour un montant de 620€

N°VD2022-417 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public - Restaurant-bar-buvette - Parc zoologique de Lunaret**

**Objet :** Il s'agit de l'autorisation d'occupation accordée à Monsieur HISTE et Monsieur JOURDAN à la suite à un appel à manifestation d'intérêt concurrente pour une durée d'un an sur le bar restaurant du zoo de Lunaret.

**N°VD2022-418** - Pôle des Systèmes d'Information Numériques

**Décision relative à un marché n°G0D0029RI - Achat et maintenance de postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques- Avenant n°2 au lot n°2 - Serveurs Ville- Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot °2 « Serveurs Ville » du marché G0D0029RI, relatif à l'achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques, conclu avec l'entreprise AXIANS SYSTELCOM SAS. Il a pour objet de mettre à jour le Bordereau des Prix Unitaires en remplaçant les produits, à la suite de la fin de fabrication de certains matériels et licences, et d'ajouter 7 nouveau produits. Cet accord-cadre étant sans maximum, il ne modifie pas ce seuil du marché.

**N°VD2022-419** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée' pour le 15 octobre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » pour le 15 octobre 2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

**N°VD2022-420** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ECUME" pour le 4 septembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association "ECUME" pour le 4 septembre 2022, moyennant une redevance de 30,40 €.

**N°VD2022-421** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative au marché n°V2D0007AI - Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin - Lots 1 à 13 - Attributions**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°V2D0007AI - Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin - Lots 1 à 13 d'un montant total de 3 648 483,33 € HT comme suit :

- Lot 1 : "Déconstruction - gros œuvre" au groupement d'entreprises SOGEA SUD BATIMENT/CARDEM - Montpellier, pour un montant de 1 337 550 ;
- Lot 2 : "Etanchéité" à l'entreprise Les étancheurs du Midi - Montpellier, pour un montant de 26 275,34 ;
- Lot 3 : "Menuiseries extérieures " à l'entreprise BARSALOU - Narbonne, pour un montant de 92 906,75 ;
- Lot 4 : "Métallerie - serrurerie " à l'entreprise TECHNICFER - Montpellier, pour un montant de 137 700 ;
- Lot 5 : "Cloisons- doublage - faux plafonds" à l'entreprise SODAC - Saint Georges d'Orques, pour un montant de 318 820,04 ;
- Lot 6 : "Menuiseries intérieures" à l'entreprise Menuiserie LACLAU - Béziers, pour un montant de 282 303,11 ;
- Lot 7 : "Revêtements de sols " à l'entreprise Revêtement sud PROCREAM - Vias, pour un montant de 256 556,37 ;
- Lot 8 : "Peinture - nettoyage " à l'entreprise VASSILEO BÂTIMENT - Béziers, pour un montant de 208 213,30 ;
- Lot 9 : "Appareil élévateur" à l'entreprise CFA Division de NSA - Avignon, pour un montant de 22 700 ;
- Lot 10 : "Chauffage – ventilation - plomberie sanitaire" à l'entreprise BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES FM France - Montpellier, pour un montant de 594 884,13 ;
- Lot 11 : "Electricité" à l'entreprise TEC ELEC SUD - Saint Martin de Londres, pour un montant de

291 199,34 ;

- lot 12 « Equipements sportifs », aucune offre n'a été reçue pour ce lot qui a été déclaré infructueux et sera relancé;

- Lot 13 : "Aménagements extérieurs" à l'entreprise COLAS France - Saint Jean de Védas, pour un montant de 79 374,95 ; La durée globale des marchés est de 15 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

**N°VD2022-422** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2105882-5 - Ville contre Société Société AT ZWEIRAD (VAE)"**

**Objet :** La défense de la ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés devant le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à obtenir remboursement sur le fondement de la garantie des vices cachés, réparation des préjudices subis et remboursement des frais d'expertise suite à l'acquisition par la Ville des vélos à assistance électrique auprès de la société AT ZWEIRAD (VAE) dans le cadre du marché public à bon de commande n°2M1197 en date du 7 septembre 2012.

**N°VD2022-423** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°201902928S20.01 - Réhabilitation du Skatepark de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°201902928S20.01 de réhabilitation du Skatepark de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle, conclu avec le groupement SARL FEST ARCHITECTURE (mandataire) / INGEROP / ESKIS PAYSAGISTES. Il a pour objet de modifier la répartition des missions entre cotraitants et d'allonger la durée du marché, initialement fixée à 28 mois à compter de l'ordre de service de notification prescrivant le démarrage des prestations le 1er février 2021, pour la porter à 35 mois, reportant l'échéance prévisionnelle du 1er juin 2023 au 1er janvier 2024. Avenant sans incidence financière.

**N°VD2022-424** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative au contrat de travaux pour la réalisation du Skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont - Lot n° 11 - Attribution - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le lot n°11 " Bâtiment : CVC / Plomberie / Sanitaires" du contrat de travaux pour la réalisation du Skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont à la société AXIMA, sise à Paris (92), pour un montant de 114 477,00 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux. Sa durée est de 11 mois.

**N°VD2022-425** - Direction Architecture et Immobilier

**Convention de mise à disposition à titre gracieux Ville / CCAS - hôtel "les fauvettes" 8 rue Bonnard à Montpellier - Autorisation de signer la convention**

**Objet :** Dans le cadre de sa politique volontariste en matière de cohésion sociale à destination des publics en grande précarité, la ville a récemment acquis un immeuble situé 8 rue Bonnard à Montpellier. La Ville souhaite mettre à disposition du CCAS ce bâtiment, relevant de son domaine privé, afin d'y reloger des personnes en situation d'urgence et de se doter de places d'hébergement pérennes et supplémentaires en centre-ville. Cette convention est consentie à titre gracieux pour une durée de 6 ans à compter du 1er octobre 2022.

N°VD2022-426 - Direction de l'Education

**Décision relative au marché V2B0011AI - Avenant n°1 lot 1 - Extension du groupe scolaire Delteil-Michelet**

**Objet :** La Ville a confié des missions à des bureaux d'études spécialisés dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'opération relative à l'extension du groupe scolaire Delteil-Michelet. L'avancement de la phase conception et la définition du projet entraînent des incidences financières rendant nécessaire de signer un avenant n°1 avec l'entreprise BOTTRAUD BARBAROUX ET ASSOCIES (BBASS), titulaire du lot 1 « géomètre/VRD », ayant pour objet l'augmentation du montant du marché de 3 440 € HT.

N°VD2022-427 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Franck BURTIN"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite à l'avis d'audience devant le Tribunal Correctionnel concernant la procédure à l'encontre de Monsieur Franck BURTIN consécutivement à l'exécution de travaux ou utilisation du sol en méconnaissance du Plan Local d'Urbanisme et ce, sur la parcelle cadastrée n° BL 109.

N°VD2022-428 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2204016-1 TA - Monsieur Kévin DESSAGNE"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite au dépôt de la requête n° 2204016-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Kévin DESSAGNE contre l'arrêté du 21 mars 2022 de la Commune de MONTPELLIER portant permis de construire n° PC 34 17221 M0222 délivré à la SNC LNC CENTAURE PROMOTION pour la construction d'un projet de 27 logements et d'un local commercial, 4 rue Proudhon.

N°VD2022-429 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "requête n°2204107-1 - Alban LUBRANO DI CICONE"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite au dépôt de la requête n°2204107-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alban LUBRANO DI CICONE contre l'arrêté n° PC 34172 22 M0141 en date du 1er juillet 2022 par lequel le maire de la commune de Montpellier a refusé de lui délivrer un permis de construire.

N°VD2022-430 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête TA n°2204097-1 - DE LA VILLE MONTBAZON"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite au dépôt de la requête n° 2204097-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Olivier DE LA VILLE MONTBAZON contre l'arrêté n° PC 34172 21 M0140 en date du 8 mars 2022 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la société SOGEPROM SUD REALISATIONS pour la construction d'une résidence de 47 logements et locaux d'activités, avenue Germaine Tillion à Montpellier.

N°VD2022-431 - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une autorisation de dépôt d'une demande de subvention pour le théâtre Jean Vilar dans le cadre d'un équipement d'éclairage scénique**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès d'Occitanie en scène dans le cadre d'un plan de transition led des équipements d'éclairage scénique des salles de spectacle. Le théâtre Jean Vilar peut bénéficier d'une telle aide financière et il convient d'autoriser le dépôt de la demande de subvention



**N°VD2022-432** - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Saint Jacques de Compostelle et Pontevedra - Autorisation**

**Objet :** Déplacement de Mme Dombre Coste et d'agents municipaux à Saint Jacques de Compostelle à l'occasion des journées internationales de Saint Roch et à Pontevedra pour une mission technique d'observation "une ville à hauteur d'enfants" du 25 au 27/08/2022 pour un montant estimé de 5 000 €.

**N°VD2022-433** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Franck BERTIN"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et Associés consécutivement à la réception de l'avis d'audience devant le Tribunal Correctionnel concernant une procédure à l'encontre de Monsieur Franck BERTIN à la suite de l'exécution de travaux ou utilisation du sol en méconnaissance du Plan Local d'Urbanisme et ce, sur la parcelle cadastrée n° BL 109.

**N°VD2022-434** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - Monsieur Antoine ANNEX"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite à la réception de l'avis d'audience devant le Tribunal Correctionnel concernant la procédure à l'encontre de Monsieur Antoine ANNEX consécutivement à l'exécution de travaux ou utilisation du sol en méconnaissance du Plan Local d'Urbanisme et ce, au 20, rue de Metz.

**N°VD2022-435** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête TA n°2204001-1 - Madame Muriel CONEGERO"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite au dépôt de la requête n°2204001-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Muriel CONEGERO contre l'Arrêté n° PC 3417221M0241 en date du 21 mars 2022 délivrant un permis de construire à la Société EMERIS pour la construction d'un immeuble rue des Gabares à Montpellier.

**N°VD2022-436** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice - Requête TA n°2203997-1 "ASL LE CLOS MARGOT"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés consécutivement au dépôt la requête n°2203997-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'ASL LE CLOS MARGOT contre l'Arrêté n° PC 3417221M0181 en date du 21 mars 2022 délivrant un permis de construire à la SARL KAUFMAN et BROAD LANGUEDOC ROUSSILLON pour la construction d'un ensemble immobilier de 124 logements route de Lavérune.

**N°VD2022-437** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "requête n°2204404-1 TA - Alexandre MIROUZE"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite au dépôt de la requête n°2204404-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alexandre MIROUZE contre l'arrêté n° PC 34 131 21 M0313 en date du 1er mars 2022 délivré à la SAS LRI MB pour la transformation du château Bon en 15 logements sis 205 avenue du Château Bon.

**N°VD2022-438** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2204583-5 TA - SARL LE TRIGONE"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et Associés suite au dépôt de la requête n°2204583-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL

LE TRIGONE contre la décision tacite de refus d'abrogation de l'article 3 de l'arrêté n°VAR2022-0001 en date du 13 janvier 2022 portant sur la réglementation des horaires d'ouverture des établissements type épiceries de nuit et de vente à emporter des boissons alcoolisées, lequel interdit l'ouverture des commerces visés entre 22 heures et 6 heures du matin du 1er juin au 30 septembre.

**N°VD2022-439** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Décision relative à un marché n°V2B0047EM pour l'acquisition d'un élévateur télescopique zoo de Lunaret - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer l'Accord Cadre n°V2B0047EM « Acquisition d'un élévateur télescopique zoo de Lunaret » à la société SAVIM MANUTENTION, sise à Servian, pour un montant de 89 900 € HT et pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

**N°VD2022-440** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' GOOD NEWS GOSPEL ' pour le 10 septembre 2022.**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « GOOD NEWS GOSPEL » pour le 10 septembre 2022, moyennant une redevance de 61€ .

**N°VD2022-441** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice - Requête Cour d'Appel de Montpellier - SARL ATELIER RIO CONCEPT ARCHITECTURE et SARL PER INGENIERIE -**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats ACOCE consécutivement à la réception de l'avis de déclaration d'appel n°22/03364, RG 22/04027, déposé par la SARL ATELIER RIO CONCEPT ARCHITECTURE et SARL PER INGENIERIE à l'encontre du jugement rendu le 19 mai 2022 RG n°15/07483 par le Tribunal judiciaire les condamnant au titre des désordres et travaux à réaliser dans la galerie du Centre médical Malbosc sise à Montpellier.

**N°VD2022-442** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requêtes n°2204562-3 et n°2204563-3 -Ressources Humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats devant le Tribunal Administratif de Montpellier consécutivement au dépôt des requêtes

- n°2204562-3 par une agente de la Ville de Montpellier, tendant à obtenir réparation pour préjudice subi suite à un accident de travail dont elle a été victime en novembre 2015 ;

- n°2204563-3 par cette même agente de la Ville de Montpellier, en référé provision, dans le même dossier.

**N°VD2022-443** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FRANCE PARKINSON ' pour les 27 septembre, 18 octobre, 22 novembre et 20 décembre 2022.**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit est conclue avec l'association « FRANCE PARKINSON » pour les 27 septembre, 18 octobre, 22 novembre et 20 décembre 2022.

**N°VD2022-444** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative aux conditions d'occupation de salles du Palais Universitaire Sportif Veyrassi entre l'Université Montpellier 1 et la Ville de Montpellier - Saison sportive 2022 - 2023**

**Objet :** La Ville décide de signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 18 juin 2023, pour un montant de 21 079,20 € TTC.

**N°VD2022-445** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHORUS SPECTACLES ' pour les 19/26 septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28 novembre, 5/12 décembre 2022.**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit est conclue avec l'association « CHORUS SPECTACLES » pour les 19/26 septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28 novembre, 5/12 décembre 2022, moyennant une redevance de 182,40€.

**N°VD2022-446** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à une autorisation d'occupation de l'espace public (espace bar du théâtre Jean Vilar) à l'association "Kaïna"**

**Objet :** l'association Kaïna souhaite occuper l'espace bar du théâtre Jean Vilar le 14 décembre pour organiser une master classe. Compte tenu de son intérêt public local, cette mise à disposition est consentie à titre gracieux et valorisée à hauteur de 1725 €.

**N°VD2022-447** - Direction des Finances

**Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022**

**Objet :** Autorisation de signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Banque Postale à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Ville de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur €ster + marge de 0.96%, puis une phase de consolidation de 20 ans et 1 mois au taux fixe 2.79 %.

**N°VD2022-448** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' pour les 9, 10 et 11 juin 2022.**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit est conclue avec l'association « ECUME » les 9, 10 et 11 juin 2022, moyennant une redevance de 91,50€.

**N°VD2022-449** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' pour le 12 septembre 2022.**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit est conclue avec l'association « TUTTI » le 12 septembre 2022, moyennant une redevance de 30,50€.

**N°VD2022-450** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR D'O ' pour le 5 septembre 2022.**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHŒUR D'O » le 5 septembre 2022, moyennant une redevance de 30,50€.

**N°VD2022-451** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Décision relative au n°V2B0050EM - Achat d'électroménager blanc neuf et blanc reconditionné - Lots 1 et 2 - Attributions**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°V2B0050EM d'achat d'électroménager blanc neuf et blanc reconditionné, pour les lots n°1 et 2 :

- Lot 1 "Achat d'électroménager blanc neuf" : à la société PLANET ECO RECLYCLAGE, sise à Saint Jean de Védas, pour un montant total maximum de commandes de 68 000 € HT,

- Lot 2 "(Achat d'électroménager blanc reconditionné" : à la société PLANET ECO RECLYCLAGE, sise à Saint Jean de Védas, pour un montant total maximum de commandes de 17 000 € HT. Les

marchés sont conclus pour une période d'exécution de 18 mois à compter de la date de notification.

**N°VD2022-452** - Direction des Finances

**Décision relative à un Emprunt de 5 millions d'euros sur 25 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022**

**Objet :** Autorisation de signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Banque Postale à hauteur de 5 millions d'euros pour financer les investissements de la Ville de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur Ester + marge de 1.03%, puis une phase de consolidation de 25 ans et 1 mois au taux fixe 2.80 %.

**N°VD2022-453** - Direction de la Cohésion Sociale

**Décision relative à une convention de mise à disposition de la Ville, par la SERM, d'un local situé 147 avenue de Boirargues dans le but d'y implanter une offre associative solidaire alimentaire - Approbation - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature, entre la ville de Montpellier et la SERM, d'une convention de mise à disposition, au profit de la Ville, de locaux situés 147 avenue de Boirargues afin d'y accueillir plusieurs associations luttant contre les exclusions des plus démunis par la création d'une cantine solidaire pour la distribution alimentaire en soirée, un lieu desserrement de l'accueil de jour "Issue" en journée, un restaurant solidaire et de l'habitat intercalaire. La convention est signée pour une durée de deux ans, à titre gratuit et au bénéfice de la Ville de Montpellier.

**N°VD2022-454** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Association des Chœurs du Languedoc ' pour les 22/29 septembre, 13/20 octobre, 10/17 novembre, 1er / 8 et 15 décembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « Association des Chœurs du Languedoc » les 22/29 septembre, 13/20 octobre, 10/17 novembre, 1er / 8 et 15 décembre 2022, moyennant une redevance de 136,80 €.

**N°VD2022-455** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CHORUS SPECTACLES" pour les 19/26 septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28 novembre, 5/12 décembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHORUS SPECTACLES » les 19/26 septembre, 3/10/17/24/31 octobre, 14/21/28 novembre, 5/12 décembre 2022, moyennant une redevance de 182,40 €

**N°VD2022-456** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FRANCE PARKINSON HÉRAULT ' pour les 27 septembre, 18 octobre, 22 novembre, 20 décembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit est conclue avec l'association « FRANCE PARKINSON HÉRAULT » les 27 septembre, 18 octobre, 22 novembre, 20 décembre 2022.

**N°VD2022-457** - Direction de l'Education

**Décision relative à la mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2022-2023 en faveur d'associations - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation de subventions en nature**

**Objet :** Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

**N°VD2022-458** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative à la mise à disposition à titre gracieux de la salle de réunion de l'Espace Montpellier Jeunesse au profit des associations : ' Afev de Montpellier ', ' Reses ', ' Animafac**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la mise à disposition, à titre gracieux, de la salle de l'Espace Montpellier Jeunesse au profit des associations : « Afev de Montpellier », « Reses », « Animafac ».

**N°VD2022-459** - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Propriété de l'Etat - ' Gymnase Jouanique ' - Parcelles cadastrées MS 259 et MS 260**

**Objet :** Il s'agit d'exercer le droit de priorité conformément à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de l'immeuble dénommé « gymnase Jouanique », situé rue Jacques Dalcroze à Montpellier, cadastré MS 259 et MS 260 au prix de 50.000 €, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain portant sur le quartier des Cévennes. Cet équipement sportif, situé en limite de l'OPAH de la copropriété des Cévennes, a été retenu par l'ANRU au titre des opérations d'intérêt régional du Nouveau Programme National pour la Rénovation Urbaine (NPNRU). La zone d'aménagement portera sur une superficie d'environ 5000 m². Il s'agira d'un aménagement à dominante végétale de type parc public avec la plantation d'arbres, l'amélioration des aires de jeux pour enfants, des passages piétons sécurisés et également des aires de stationnement paysager.

**N°VD2022-460** - Direction Architecture et Immobilier

**Décision relative à un Accord-cadre N°2993 - Réalisation du programme 2022-2024 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier Relance du lot 3 - Maçonnerie - VRD**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°2993 « Accord-cadre à bons de commande pour la réalisation du programme 2022-2024 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier - lot 3 Maçonnerie – VRD » aux entreprises DARVER, sise à Castries (34), pour un montant du détail quantitatif estimatif de 853 959,87 € HT et SOGEA, sise à Montpellier (34) pour un montant du détail quantitatif estimatif de 1 087 570,90 € HT. La passation de cet accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum), et pour une durée de 12 mois reconductibles trois fois, à compter de la notification.

**N°VD2022-461** - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Décision relative à un mandat spécial -Présentation d'une mission opérationnelle en Ukraine du 3 au 5 août 2022**

**Objet :** Déplacement de M. Yannick Goudy accompagné d'une délégation de la Région, et de la Croix Rouge en Ukraine, du 3 au 5 août, pour récupérer les enfants ukrainiens et les ramener à bord d'un bus jusqu'à la Grande Motte. Décision faisant suite à la convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et la Métropole de Montpellier (délibération V 2022-151 du 28 juin 2022). La prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement de Monsieur Goudy est estimée à 1 500 €.

**N°VD2022-462** - Direction de l'Education

**Décision relative au marché n°V2D0020AI - Transformation du site du Conservatoire en école primaire - Relance des Lots 2 et 9**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché V2D0020AI « Transformation du site du Conservatoire en école primaire - Relance des lots 2 et 9 » comme suit :

- Lot 2 « échafaudage communs » : à la SARL M-ECHAFAUDAGES sise à Lodève, pour un montant de 128 668, 00 € HT ; - Lot 9 « menuiseries intérieures - mobilier » pour un montant de 735 671, 32 € HT.

La durée d'exécution globale est de 26 mois pour tous les lots. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le montant global des marchés est de 864 339, 32 € HT.

**N°VD2022-463** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' pour le 25 septembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « ECUME » pour le 25 septembre 2022, moyennant une redevance de 30,40€

**N°VD2022-464** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR D'O ' pour le 25 septembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHŒUR D'O » pour le 25 septembre 2022, moyennant une redevance de 61€

**N°VD2022-465** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA MORENA ' pour le 25 septembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « LA MORENA » pour le 25 septembre 2022, moyennant une redevance de 15,20€

**N°VD2022-466** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en Justice "Juge des enfants ou Tribunal des enfants- Dégradations sur groupe scolaire"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à Maître Florian MEDICO devant le Juge des Enfants ou le Tribunal pour enfants dans le cadre de la procédure relative à des dégradations commises par un mineur au sein de l'école Virginia Woolf entre le 1er novembre 2020 et le 02 novembre 2020 puis entre le 7 juillet 2021 et le 23 août 2021.

**N°VD2022-467** - Direction Architecture et Immobilier

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0D0041AI - Lot 10 Relais d'Assistants Maternels (RAM) - Autorisation de signature**

**Objet :** Un marché n°V0D0041AI de « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier » a été lancé en 11 lots. Le lot 10 « relais d'assistants maternels (RAM) » a été attribué à l'entreprise HYGIE SPHERE sise Montpellier. Il est nécessaire d'intégrer un nouveau site au cahier des clauses techniques particulières et au bordereau des prix unitaires. Cet ajout correspond au RAM Odysseus d'une surface de 20 m² au pris mensuel de 277, 50 € HT. Cela nécessite la signature d'un avenant n°1.

**N°VD2022-468** - Direction Architecture et Immobilier

**Décision relative à un contrat de location entre la société Gouvéa Immobilier et la Ville de Montpellier - Appartement situé 123 rue Alexandra David NEEL à Montpellier - Autorisation de signature**

**Objet :** Il est proposé un contrat de location entre la société GOUVEA IMMOBILIER et la Ville de Montpellier pour le logement de fonction du Directeur du Pôle Patrimoine, dont les fonctions débute le 3 octobre. La Ville de Montpellier prend à bail son logement à compter du 01/10/2022. Le montant du loyer s'élève à 2 250 € charges comprises. Les frais d'agence ainsi que le dépôt de garantie sont également pris en charge par la Ville. Le contrat de location est accepté et consenti pour une durée d'un an à compter du 01/10/2022, avec reconduction tacite par période d'un an, dans les mêmes conditions.

**N°VD2022-469** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice - "Tribunal Correctionnel de Montpellier - Résidence Font del Rey"**

**Objet :** La défense de la Ville est confiée à Maître Iris CHRISTOL devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier pour y être entendu en tant que victime dans la procédure concernant la SC FONCIERE DE RENOVATION, la SARL CIGER SUD, la SCI GRAND MAIL, la SCI LA MOULINE, Monsieur Didier RAYMOND, Monsieur Michel FAKHOURY, Monsieur Patrick BOLZER et Monsieur Jamal MIKTAR pour avoir, entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2021, à Montpellier dans la résidence Font del Rey :

- Exposé directement autrui à risque immédiat de mort ou de blessure ;
- Soumis des locataires à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine ;
- Contraint un ou des occupants à renoncer aux droits qu'il détient, de les avoir menacés ou commis à leur égard tout acte d'intimidation.

**N°VD2022-470** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CHŒUR D'O" pour le 25 septembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CHŒUR D'O » pour le 25 septembre 2022, moyennant une redevance de 61 €.

**N°VD2022-471** - Direction Proximité/Citoyenneté

**Décision relative à la mise à disposition en créneaux horaires à titre gracieux de la salle Jacky Rey du 2 rue des Tourterelles au profit de l'association "PULX" - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la mise à disposition en créneaux horaires de la salle Jacky Rey à l'association PULX.

Cette mise à disposition à titre gracieux d'une durée de 4 mois permet la mise en place du projet District Danse sur le quartier Aiguelongue. Cette occupation du Domaine Privé à titre gracieux est considérée comme une subvention en nature d'un montant de 155 €.

**N°VD2022-472** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'entreprise ' KZEMOS FRANCE' pour les 24, 25 novembre, 2 et 3 décembre 2022 - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'entreprise « KZEMOS FRANCE » pour les 24, 25 novembre, 2 et 3 décembre 2022, moyennant une redevance de 3 948 €.

**N°VD2022-473** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "requête n°2204633-8 TA - Monsieur Yacine ZEMIRLI"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats Christol consécutivement au dépôt de La requête n° 2204633-8 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Yacine ZEMIRLI tendant à la désignation d'un expert pour expertise médicale à la suite d'une chute en trottinette électrique dont il a été victime sur la piste cyclable longeant la voie de tramway le long de la rue de Saint Hilaire sise à Montpellier.

**N°VD2022-474** - Direction du Parc de Lunaret

**Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0055ZO à l'achat d'aliments pour les animaux du parc de Lunaret - Viande fraîche et œufs - Attribution**

**Objet :** Achat d'aliments pour les animaux du parc de Lunaret : viande fraîche (volailles, lapins) et œufs.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande pour une durée initiale d'un an renouvelable 1 fois- les critères pour le jugement des offres sont: valeur technique: 70% Prix: 30% Après analyse de la seule et unique offre transmise par la société MAISON FARRET, celle-ci a été retenue car présentant une offre économiquement avantageuse pour un montant annuel de 38 807.05 € HT

**N°VD2022-475** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'entreprise "KZEMOS FRANCE" pour les 21 et 22 décembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'entreprise « KZEMOS FRANCE » pour les 21 et 22 décembre 2022, moyennant une redevance de 1 974 €.

**N°VD2022-476** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2204849-3 TA - Ressources Humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB Avocats à la suite du dépôt de la requête n°2204849-3 par un agent de la Ville devant le Tribunal Administratif de Montpellier contre la décision du 26 juillet 2022 refusant de lui accorder des congés bonifiés.

**N°VD2022-477** - Direction Secrétariat Général

**Décision relative au marché 5043SG18 - Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande 5043SG18 "Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes". L'avenant prolonge de six mois la durée de l'accord-cadre, initialement attribué pour une période d'un an, reconductible trois fois. Il n'a pas d'incidence financière et permet d'assurer la continuité des prestations durant la procédure de renouvellement de l'accord-cadre.

**N°VD2022-481** - Direction de l'Education

**Décision relative au marché n°V2B0046ED - Prestation d'entretien et de restauration scolaire dans les écoles et centres de loisirs de la Ville de Montpellier - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°V2B0046ED à l'entreprise SCIC SAS HYGIE SPHERE sise à Montpellier (34). Il concerne la prestation d'entretien et de restauration scolaire dans les écoles et centres de loisirs de la ville de Montpellier. Il est conclu pour un montant minimum de 4 500 € HT et maximum de 89 000 € HT, et pour une durée de 8 mois à compter de sa notification, non reconductible.

**N°VD2022-482** - Direction de l'Education

**Décision relative au marché n°V2B0049ED - Prestation savoir rouler à vélo - Attribution**

**Objet :** Il s'agit d'attribuer le marché n°V2B0049ED à l'association LE BONHEUR A VELO sise à Montpellier (34). Il concerne la prestation "Savoir rouler à vélo". Il est conclu pour un montant minimum de 4 500 € HT et maximum de 89 000 € HT. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 8 mois, non reconductible.



**N°VD2022-483** - Direction des Finances

**Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Société Générale à hauteur de 10 millions d'euros pour financer les investissements de la Ville de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 24 mois indexée sur Euribor 1, 3 ou 6 mois + marge de 0.40%, puis une phase de consolidation de 20 ans indexée sur Euribor 3 mois + marge. Cette marge est cotation en date du 28/09/2022). La cotation devra être réactualisée au moment de la mise en place, le niveau maximum sera de Euribor 3 mois + 0.55% sinon l'opération ne pourra être conclue.

**N°VD2022-484** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Décision relative à la résiliation d'un accord cadre pour l'achat et livraison de granulés bois - V2B0022EM**

**Objet :** A la demande de la société, la Ville de Montpellier décide de résilier l'accord cadre N° V2B0022EM « Achat et livraison de granulés bois » attribué à la SAS POLOP, compte tenu de son incapacité à maintenir le prix du marché. Cette résiliation n'entraîne aucune indemnité.

**N°VD2022-485** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'accompagnement des chefs de projets du Pôle Numérique et Données à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le recours à l'UGAP pour l'accompagnement des chefs de projets du PND à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets au travers de 2 marchés :

- V2C0021RI « Accompagnement des chefs de projets PND à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets : séquences de montée en compétence et entretiens » pour un montant maximum de 130 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.
- V2A2527RI « Accompagnement des chefs de projets PND à la mise en œuvre de la méthode de gestion de projets dans l'outil : sessions de formation » pour un montant maximum de 15 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

**N°VD2022-486** - Direction des Relations aux Publics

**Rétrocession d'une concession trentenaire - Acte 48177 - Cimetière Saint Lazare**

**Objet :** Rétrocession de la concession trentenaire Acte 48177, situé au cimetière Saint Lazare, acquise par Mme Khedra TAYEB en 2022.

**N°VD2022-487** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' pour le 12 septembre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « TUTTI » pour le 12 septembre 2022, moyennant une redevance de 30,50 €.

**N°VD2022-488** - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la Société Cogedim Languedoc Roussillon et la SA3M pour la parcelle ON 42 - Autorisation de signature**

**Objet :** Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, Cogedim Languedoc Roussillon et SA3M pour la construction d'un immeuble collectif composé de logements et de locaux commerciaux/d'activités situé 361 rue de l'industrie. Le montant total de cette convention s'élève à 1 628 881 €.

**N°VD2022-489** - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Décision relative au renouvellement de la cotisation à l'association Institut Confucius de Montpellier - Autorisation**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la cotisation de l'Institut Confucius, pour l'année 2022, pour un montant de 5 000 €.

**N°VD2022-490** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Décision relative à la réforme et la cession de véhicules et matériels à la suite de la Commission de Réforme du 7 octobre 2022**

**Objet :** La Commission de Réforme du 7 octobre 2022 a validé la réforme et la cession de matériels et véhicules vétustes :

- Des véhicules du service Parc Auto, certains sont mis à la destruction, d'autres vendus aux enchères ;
- Une auto laveuse du Service Moyens Généraux, qui sera mise aux enchères ;
- Une plieuse du Service Achats et Production Graphique, qui sera mise aux enchères ;
- Une adresseuse du Pôle Proximité, qui sera mise aux enchères.

**N°VD2022-491** - Direction de la Politique Alimentaire

**Décision relative au marché global de performances pour la conception, réalisation, exploitation et maintenance de la cité de l'alimentation à Montpellier n°V2D0021PA - Désignation du jury - Prise en charge des frais éventuels de participation des personnes qualifiées**

**Objet :** Concernant le marché global de performances pour la conception, réalisation, exploitation et maintenance de la cité de l'alimentation à Montpellier n°V2D0021PA, il s'agit de nommer les membres du jury et de la prise en charge de leurs frais éventuels.

**N°VD2022-492** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre pour l'achat et livraison de plaquettes forestières pour paillage - V2B0030EM**

**Objet :** Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'accord cadre N° V2B0030EM « Achat et livraison de plaquettes forestières pour paillage » à la société PHILIP FRERES, sise à Saint Mathieu de Treviers, avec un montant maximum de 89 000 € HT. Il est conclu pour une période de 1 an à partir de la notification.

**N°VD2022-493** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public par la société DEMD Productions - Autorisation**

**Objet :** il s'agit de renouveler l'autorisation d'occupation du domaine public à la société DEMD Productions à titre gratuit, afin de permettre le tournage d'un unitaire de 90 minutes clôturant les 6 saisons de la série Tandem

**N°VD2022-494** - Direction Architecture et Immobilier

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°V0D0041AI - Lot 8 "Centre Municipal Garosud" - Autorisation de signature**

**Objet :** Un marché n° V0D0041AI de « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier » a été lancé en 11 lots. Le lot 8 « Centre Municipal Garosud » a été attribué à l'entreprise HYGIE SPHERE sise Montpellier. Il est nécessaire d'intégrer au lot 8 une surface supplémentaire totale de 207, 57 m², pour un coût mensuel de 714, 45 € HT. Il est nécessaire de signer un avenant n°2.

**N°VD2022-495** - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

**Décision relative à un avenant de prolongation - Accord cadre n°V1D0018RH ayant pour objet l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Mairie de Montpellier**

**Objet :** Afin de permettre la continuité des prestations objet de l'accord-cadre n°V1D0018RH pendant la finalisation de la procédure de mise en concurrence en cours, il est nécessaire de prolonger la durée de l'accord cadre jusqu'au 31 janvier 2023. Cet avenant n'a aucune incidence financière

**N°VD2022-497** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°22TL21814 CAA Toulouse - Monsieur Thierry TEULADE"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés à la suite du dépôt de la requête n°22TL21814 devant la Cour Administrative d'appel de Toulouse le 8 août 2022 par Monsieur Thierry TEULADE, contre le jugement du tribunal Administratif de Montpellier n°2005308 du 14 juin 2022, qui a rejeté sa demande d'annulation de la délibération du 30 juillet 2020 par laquelle le Conseil municipal a instauré un menu végétarien hebdomadaire dans le menu des restaurants scolaires.

**N°VD2022-498** - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Décision relative au marché subséquent n°V2D0037DU - Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël 2022 - Marché Subséquent**

**Objet :** Le marché subséquent n°V2D0037DU est attribué au groupement BLANCHERE ILLUMINATIONS/CITEOS TRAVESSET sis à Apt (88), pour un montant estimatif de 519 151,69 € HT et un montant maximum de 625 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée s'étend de la notification jusqu'à la dépose du dernier décor.

**N°VD2022-499** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au marché n° V2B0054DC Acquisition d'un projecteur numérique 2K laser et d'un processeur audio évolutif pour le cinéma Nestor Burma**

**Objet :** Le marché d'acquisition d'un projecteur numérique 2K laser et d'un processeur audio évolutif pour le cinéma Nestor Burma est attribué à la société DECIPRO pour un montant de 59 520 € HT

**N°VD2022-500** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative au marché n°V2B0053DC - Direction artistique de la ZAT 2022- Approbation**

**Objet :** Le marché de direction artistique de la ZAT 2022 est attribué à l'association Ville in vivo (Pascale le Brun Cordier) pour un montant de 48 557.20 € HT pour une durée de 3 mois.

**N°VD2022-501** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative à un contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Lots n° 9 et 13 - Autorisation de signature**

**Objet :** La Ville souhaite construire un nouveau site dédié aux sports de glisse urbaine à l'emplacement du Skatepark de Grammont. Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer :

- Le lot 9 – Bâtiment : Menuiseries extérieures à la société LABASTERE 34, sise à Lattes, pour un montant de 61 348,00 € HT ;
- Le lot 13 – Bâtiment : Bardage bois à la société ENVIRONNEMENT BOIS, sise à Mudaison, pour un montant de 130 292,68 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux. Sa durée est de onze mois.

**N°VD2022-502** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°22TL22044 CAA Toulouse - Ressources Humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats à la suite du dépôt de la requête N° 22TL22044 devant la Cour Administrative d'Appel de Toulouse par un agent de la Ville contre l'ordonnance n°2202448 du tribunal administratif de Montpellier du 9 septembre 2022 rejetant sa demande de mesure d'expertise médicale.

**N°VD2022-503** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2205089-1 TA - SOCIETE FREE MOBILE"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés à la suite du dépôt de la requête n°2205089-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 septembre par la Société FREE MOBILE tendant à l'annulation de l'arrêté n° DP 34172 22 M0932 en date du 2 août 2022 s'opposant à la déclaration préalable déposée par la société pour l'installation d'antennes téléphoniques 8, rue Moquin Tandon.

**N°VD2022-504** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°2205100-8 TA - Ressources humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats à la suite du dépôt de la requête n°2205100-8 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville de Montpellier tendant à obtenir une mesure d'expertise médicale afin de déterminer l'imputabilité au service de sa maladie professionnelle.

**N°VD2022-510** - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Heidelberg en Allemagne - Autorisation**

**Objet :** Une mission exploratoire à Heidelberg est organisée du 11 au 13 septembre 2022 en présence de Monsieur le Maire, d'un membre du Cabinet du maire, d'un agent du service rayonnement international et de la présidente de l'association Comité d'Organisation des Forum Sportifs et Culturels de Montpellier (COFSEC). Ce déplacement a pour objectif de renforcer et d'étendre les axes de coopération dans les domaines de la mobilité, de l'aménagement urbain, du sport et de la jeunesse. Il est proposé la prise en charge des frais liés à cette mission, estimés à 3 000 €.

**N°VD2022-513** - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété URBAN RENAISSANCE DEVELOPPEMENT - Lots volumes 10 et 11 à usage commercial - cadastre EV 565 et 546 - avenue de Maurin**

**Objet :** Décision de préemption à l'occasion de la vente par la société URBAN RENAISSANCE DEVELOPPEMENT, des lots volumes n°10 et n°11 à usage commercial, pour moitié occupés, situés avenue de Maurin, cadastrés section EV 565 et EV 546, au prix révisé de 4.956.621 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur". La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de l'opération et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

**N°VD2022-514** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CONSPECTUS" pour les 5-15 et 19 octobre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « CONSPECTUS » pour les 5-15 et 19 octobre 2022, moyennant une redevance de 76,20 €.

**N°VD2022-515** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ECUME" pour le 9 octobre 2022**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « ECUME » pour le 9 octobre 2022, moyennant une redevance de 61 €.

**N°VD2022-519** - Direction des Finances

**Décision relative à un Emprunt de 5 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature d'un contrat d'emprunt auprès de la Banque Postale à hauteur de 5 millions d'euros pour financer les investissements de la Ville de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 2 ans indexée sur €ster + marge de 0.75%, puis une phase de consolidation de 20 ans et 1 mois indexée sur EURIBOR 3 mois préfixé + marge de 0.55%.

**N°VD2022-523** - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Daejon en Corée- Autorisation**

**Objet :** Dans le cadre du 7ème Congrès Mondial des dirigeants locaux et régionaux organisé par l'Organisation Mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis à Daejon, en Corée, du 10 au 14 octobre 2022, il est proposé la participation d'un agent de la Ville de Montpellier. Il est proposé la prise en charge de ses frais estimés à 5 000 €.

**N°VD2022-525** - Direction des Systèmes d'Information

**Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'Acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI - Marché n°V2C0027RI - Autorisation de recours**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'Acquisition de licences, maintenance, prestations et formations sur la gamme des logiciels ESRI pour un montant maximum de 120 000 € HT pour une durée de trois ans à compter de la date d'effet de cette décision.